

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/40573]

7 FEVRIER 2019. — Décret définissant la formation initiale des enseignants

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — *Dispositions générales, définitions et objectifs de la formation initiale***CHAPITRE I^{er}.** — *Champ d'application et définition*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française visés aux articles 10 à 13 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Art. 2. Pour l'application du présent décret on entend par:

1° ARES: l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur tel que visé aux articles 20 et suivants du décret du 7 novembre 2013 précité;

2° COCOFIE: la Commission de coordination de la formation initiale des enseignants, de l'enseignement obligatoire, de promotion sociale et secondaire artistique à horaire réduit, telle que définie à l'article 21 du présent décret;

3° Compétence: la compétence telle que définie par l'article 15, 20°, du décret du 7 novembre 2013 précité;

4° Composante disciplinaire: la composante disciplinaire telle que visée à l'article 16, § 3, 1°, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;

5° Composante pédagogique: la composante pédagogique telle que visée à l'article 16, § 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 précité;

6° Codiplômation: le partenariat tel que défini à l'article 15, § 1^{er}, 18°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

7° Décret ESAHR: le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

8° Décret Paysage: le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

9° Décret Missions: le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

10° Décret Titres et fonctions: le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;

11° ESAHR: enseignement secondaire artistique à horaire réduit au sens du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

12° FLE: Français langue étrangère;

13° Horaire adapté: horaire se situant en dehors du temps de travail des candidats à une formation organisée par l'enseignement supérieur;

14° Opérateur de formation: établissement participant à l'organisation de la formation initiale des enseignants. Il existe trois types d'opérateurs: les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts, les Universités;

15° Option: l'option telle que définie à l'article 15, § 1^{er}, 49°, du décret Paysage;

16° Section: la distinction opérée parmi les cursus de formation initiale directe des enseignants en fonction des niveaux d'enseignement auxquels préparent ces cursus;

17° Situation professionnelle: des mises en situation et études de cas, la conception, la conduite et l'évaluation de séquences d'apprentissage, leur planification sur des durées variées et de plus en plus longues;

18° Spécificité: la spécificité telle que définie à l'article 2, § 1^{er}, 6°, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Art. 3. § 1^{er}. - Le présent décret organise la formation initiale des enseignants.

§ 2. Elle prépare les futurs enseignants pour enseigner dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire ordinaire et spécialisé, de plein exercice, l'enseignement secondaire de promotion sociale, l'ESAHR et l'enseignement en alternance.

Elle ne concerne pas le certificat d'aptitudes pédagogiques.

§ 3. Cette formation initiale revêt la forme d'une formation directe à l'enseignement ou la forme d'une formation différée à l'enseignement.

Par formation directe à l'enseignement, on entend une formation qui associe, au sein d'un même cursus, la formation disciplinaire et la formation pédagogique.

Par formation différée à l'enseignement, au sens du présent décret, on entend une formation pédagogique qui se déroule après une formation disciplinaire.

Art. 4. L'emploi des noms masculins pour les différents termes, titres, grades et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1991 relatif à la féminisation des noms de métier.

TITRE II. — *La formation directe à l'enseignement*CHAPITRE 1^{er}. — *Des grades académiques de la formation initiale des enseignants*

Art. 5. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 70, § 3, du décret Paysage, pour les sections 1, 2 et 3 visées à l'article 9, la formation directe à l'enseignement est dispensée en un cursus de type long organisé en deux cycles d'études totalisant 240 crédits se répartissant comme suit: 180 crédits pour le premier cycle et 60 crédits pour le deuxième cycle.

Les grades académiques qui sanctionnent les études de premier cycle de 180 crédits sont les suivants:

- 1° bachelier en Enseignement section 1;
- 2° bachelier en Enseignement section 2;
- 3° bachelier en Enseignement section 3.

Les grades académiques qui sanctionnent les études de deuxième cycle de 60 crédits sont les suivants:

- 1° master en Enseignement section 1;
- 2° master en Enseignement section 2;
- 3° master en Enseignement section 3.

Lorsque la formation porte sur une discipline ou une famille de disciplines telle que définie à l'article 11, le grade académique est précisé par les disciplines auxquelles la formation a préparé à enseigner.

§ 2. Pour la section 4 visée à l'article 9, la formation directe à l'enseignement est dispensée en un cursus de type long de deux cycles totalisant 300 crédits se répartissant comme suit: 180 crédits pour le 1^{er} cycle et 120 crédits pour le 2^{ème} cycle. La formation du premier cycle est sanctionnée par le grade académique de « bachelier en Enseignement section 4 » pour la discipline à laquelle la formation a préparé à enseigner.

Le grade académique qui sanctionne les études de deuxième cycle est le « master en Enseignement section 4 » complété par la discipline à laquelle la formation a préparé à enseigner. Une deuxième discipline, apparentée à la première, peut être mentionnée sur le diplôme délivré au terme du cursus.

§ 3. Par dérogation à l'article 70, § 1^{er}, 1° et 2°, du décret Paysage, le premier cycle des cursus conduisant aux grades de master en enseignement sections 1, 2, 3 et 4 peut comprendre 185 crédits et le deuxième cycle des cursus conduisant au grade de master en enseignement section 4 peut comprendre 125 crédits.

§ 4. Il est créé au sein de chaque établissement, une structure assurant les activités relatives au domaine 10bis tel que défini à l'article 15, § 1^{er}, 28°, du décret Paysage.

Art. 6. Les grades délivrés à l'issue de la formation initiale des enseignants constituent les seuls titres de capacité pour enseigner tel que défini dans le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française et dans le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Des finalités et objectifs de la formation initiale des enseignants*

Art. 7. Sans préjudice de la poursuite des objectifs généraux définis à l'article 3 du décret Paysage, les établissements d'enseignement supérieur visés à l'article 1^{er} du présent décret poursuivent comme finalités et objectifs, dans le cadre de la formation des enseignants, l'acquisition des compétences suivantes:

1° la capacité d'agir comme acteur pédagogique, social, culturel au sein de l'école et de la société, y compris dans leur transformation, d'intégrer la diversité et de développer des pratiques citoyennes pour plus de cohésion sociale;

2° la disposition à se positionner face à des enjeux éthiques et à respecter les cadres déontologiques et réglementaires de la profession dans une perspective démocratique et de responsabilité;

3° la capacité de s'investir dans le travail collaboratif d'une équipe éducative, afin d'en augmenter le professionnalisme et l'expertise par la mobilisation de l'intelligence collective, notamment au cours de concertations;

4° la capacité d'analyser l'environnement organisationnel et institutionnel du système éducatif et d'agir en son sein notamment en interagissant avec les collègues, les parents et d'autres acteurs afin de:

- s'inscrire dans la démarche qualité de l'établissement et de participer aux démarches d'amélioration du système éducatif de la Communauté française;
- faire de la classe et de l'école un lieu où les élèves apprennent, grandissent et se forment dans un climat positif, et non un lieu de sélection;

5° la capacité de s'appuyer sur diverses disciplines des sciences humaines pour analyser et agir en situation professionnelle;

6° la maîtrise de la langue française pour enseigner et communiquer de manière optimale dans la langue d'enseignement dans les divers contextes et les différentes disciplines liés à la profession;

7° la maîtrise des contenus disciplinaires, en ce compris les concepts à enseigner, de leurs fondements épistémologiques, de leur didactique et de la méthodologie de leur enseignement, ainsi que le développement d'un rapport critique et autonome avec le savoir scientifique;

8° la capacité de lire de manière critique les résultats de recherches scientifiques en éducation et en didactique et de s'en inspirer pour son action d'enseignement;

9° la capacité d'agir comme pédagogue au sein de la classe et, dans une perspective collective, au sein de l'établissement scolaire, notamment:

- à travers la conception et la mise en œuvre d'une démarche d'enseignement comprenant des pratiques variées et différenciées, notamment numériques, et assurant la motivation et la promotion de la confiance en soi des élèves, de la créativité et de l'esprit d'initiative et de coopération dans le souci de l'intérêt général;
- à travers la conception, le choix et l'utilisation de supports didactiques, d'outils et de manuels dans la perspective du décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire;
- à travers la construction et l'utilisation de supports d'observation et d'évaluation spécifiquement diagnostique et formative favorisant la responsabilisation et la participation de l'élève dans ses apprentissages;

10° la capacité de mener, individuellement et avec ses pairs, une observation et une analyse critique et rigoureuse de ses propres pratiques et de leur impact sur les élèves afin de réguler son enseignement et d'en faire évoluer les stratégies et conditions de mise en œuvre dans une perspective d'efficacité et d'équité. Cette analyse intègre la dimension de genre;

11° le développement de capacités:

- relationnelles à l'égard des élèves et des étudiants, en ce compris leur entourage notamment familial, et à l'égard des collègues;
- de gestion de groupes en situation éducative et pédagogique;

12° la capacité d'identifier ses besoins de formation individuelle et de participer à l'identification des besoins de formation de l'équipe pédagogique;

13° la capacité de développer des compétences personnelles liées aux exigences de la profession, notamment les exigences relatives à la gestion du groupe classe;

14° la capacité de s'insérer dans le système éducatif en y respectant les codes et fonctionnement notamment hiérarchiques;

15° la maîtrise de sa situation administrative et le suivi de son dossier administratif personnel.

Art. 8. § 1^{er}. Le développement des compétences visées à l'article 7 se poursuit tout au long de la carrière professionnelle des enseignants et de manière renforcée à l'entrée dans le métier.

§ 2. La maîtrise des compétences décrites à l'article 7 du présent décret, atteinte au terme de la formation initiale, varie selon que le futur enseignant a suivi:

1° un cursus conduisant au grade de master en Enseignement section 1, 2 ou 3 de 240 crédits tel que défini à l'article 5, § 1^{er} du présent décret;

2° un cursus conduisant au grade de master en Enseignement section 4 de 300 crédits tel que défini à l'article 5, § 2, du présent décret;

3° un cursus conduisant au grade de master de spécialisation en Enseignement section 1, 2 ou 3 de 60 crédits tel que défini aux articles 28 et suivants du présent décret;

4° un cursus conduisant au grade de master agrégé de l'enseignement section 4 de 60 crédits tel que défini aux articles 32 et suivants du présent décret.

Sans préjudice de la disposition visée à l'alinéa précédent, au terme de leur formation, les enseignants ont acquis la maîtrise des concepts et les compétences disciplinaires, didactiques et pédagogiques leur permettant d'amener leurs futurs élèves à la maîtrise, chacun pour le niveau d'enseignement et les disciplines auxquels il se prépare, des référentiels de compétences d'application dans les niveaux d'enseignement concernés.

Ils développent les capacités pour s'adapter à une évolution de ces référentiels.

CHAPITRE III. — *Des sections, des axes et des contenus de la formation directe à l'enseignement*

Art. 9. La formation directe à l'enseignement comporte les quatre sections suivantes:

1° section 1 formant, en un cursus de 240 crédits tel que défini à l'article 5, § 1^{er}, du présent décret, des futurs enseignants destinés à enseigner de l'entrée dans l'enseignement maternel jusqu'à la fin de la deuxième primaire;

2° section 2 formant, en un cursus de 240 crédits tel que défini à l'article 5, § 1^{er}, du présent décret, des futurs enseignants destinés à enseigner de la troisième maternelle à la sixième primaire;

3° section 3 formant, en un cursus de 240 crédits tel que défini à l'article 5, § 1^{er}, du présent décret, des futurs enseignants destinés à enseigner de la cinquième primaire à la troisième année de l'enseignement secondaire;

4° section 4 formant, en un cursus de 300 crédits tel que défini à l'article 5, § 2, du présent décret, des futurs enseignants destinés à enseigner de la troisième à la sixième année de l'enseignement secondaire.

Les niveaux d'enseignement cités à l'alinéa précédent correspondent aux niveaux de l'enseignement ordinaire de plein exercice, ils varient en fonction de la section et des disciplines concernées pour ce qui relève de l'enseignement spécialisé et de l'enseignement de promotion sociale.

Pour l'ESAHR, seules les sections 3 et 4 sont concernées et préparent à enseigner à l'ensemble des élèves sans distinction d'âge et de niveau.

Art. 10. § 1^{er}. La section 1 forme des futurs enseignants destinés à prendre en charge,

1° dans l'enseignement maternel, l'ensemble de la formation de leurs élèves, en ce compris la psychomotricité;

2° en première et deuxième années de l'enseignement primaire l'ensemble de la formation de leurs élèves à l'exception de l'éducation physique, de la deuxième langue ainsi que des cours de morale ou de religion.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les établissements peuvent inclure, dans le cursus, la possibilité de suivre une formation préparant à l'enseignement du cours de morale ou de religion.

§ 2. La section 2 forme des futurs enseignants destinés à prendre en charge, en troisième maternelle et dans l'enseignement primaire, l'ensemble de la formation de leurs élèves à l'exception de la psychomotricité et de l'éducation physique, de la deuxième langue ainsi que des cours de morale ou de religion.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les établissements peuvent inclure, dans le cursus, la possibilité de suivre une formation préparant à l'enseignement du cours de morale ou de religion.

§ 3. La section 3 forme des futurs enseignants destinés à prendre en charge,

1° en cinquième et sixième années de l'enseignement primaire et en première, deuxième et troisième années de l'enseignement secondaire, une discipline ou famille de disciplines apparentées telle que définie à l'article 11 parmi les familles de disciplines proposées par l'établissement;

2° dans l'ESAHR, des disciplines qui découlent des fonctions définies par le décret du 2 juin 1998 organisant cet enseignement.

§ 4. La section 4 forme des futurs enseignants destinés à prendre en charge en troisième, quatrième, cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire les disciplines telles que définies à l'article 13.

La section 4 relative aux disciplines artistiques forme également des futurs enseignants destinés à prendre en charge des disciplines constitutives des fonctions définies par le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Art. 11. Les disciplines ou familles de disciplines apparentées visées à l'article 10, § 3, sont constituées de la façon suivante:

- 1° Français et Morale;
- 2° Français et Religion;
- 3° Français et Education à la philosophie et citoyenneté;
- 4° Français et Langues anciennes;
- 5° Français et Formation culturelle et artistique
- 6° Deux langues modernes parmi Anglais, Allemand, Néerlandais;
- 7° Mathématiques et Technologies;
- 8° Sciences et Technologies;
- 9° Education physique et Education à la santé;
- 10° Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté ou Religion ou Morale;
- 11° Formation artistique: musique;
- 12° Formation artistique: arts plastiques.

Art. 12. Par dérogation à l'article 9, alinéa 1^{er}:

1° pour les disciplines visées à l'article 11, 6°, les étudiants du master en enseignement section 3 sont formés à prendre en charge des élèves de la 3^{ème} primaire à la 3^{ème} secondaire;

2° pour les disciplines visées à l'article 11, 9°, les étudiants du master en enseignement section 3 sont formés à prendre en charge des élèves de l'entrée en maternelle à la fin de la troisième secondaire.

Art. 13. Les disciplines pour la section 4 sont:

- 1° Grec ancien et Latin;
- 2° Langues modernes (deux langues parmi les langues enseignées dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire);
- 3° Biologie;
- 4° Chimie;
- 5° Education physique;
- 6° Français;
- 7° Géographie;
- 8° Histoire;
- 9° Mathématiques;
- 10° Philosophie et citoyenneté;
- 11° Physique;
- 12° Sciences économiques;
- 13° Sciences sociales;
- 14° Arts plastiques, visuels et de l'espace;
- 15° Musique;
- 16° Arts de la parole et du théâtre;
- 17° Religion ou Morale;
- 18° Arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication.

Pour ce qui concerne les 14°, 15°, 16° et 18° ci-dessus, la discipline peut être complétée par une mention relative à une spécialité ou à un instrument.

Pour ce qui concerne le 17° ci-dessus, la mention Religion est complétée par l'intitulé de la religion du culte reconnu correspondant au caractère de l'établissement.

Art. 14. § 1^{er}. Les unités d'enseignement nécessaires pour atteindre les objectifs définis à l'article 7 s'inscrivent, pour chacune des quatre sections, dans les six axes de formation suivants:

- 1° une formation disciplinaire pouvant inclure les aspects de la didactique de la discipline ou appliquée à la discipline;
- 2° une formation à et par la communication;
- 3° une formation à et par la pratique;
- 4° une formation didactique et pédagogique;
- 5° une formation en sciences humaines et sociales;
- 6° une formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

Le mémoire de fin d'études s'articule autour d'au moins deux des axes définis ci-dessus.

§ 2. Ces axes de formation sont articulés entre eux. La dimension de genre est intégrée de manière transversale dans les six axes de formation; elle est particulièrement prise en compte dans les axes 3° et 4°.

Art. 15. § 1^{er}. La formation directe à l'enseignement pour les sections 1, 2 et 3 comprend au moins 100 crédits consacrés à la formation disciplinaire, au moins 5 crédits à la formation à et par la communication, au moins 55 crédits à la formation à et par la pratique, au moins 20 crédits à la formation didactique et pédagogique, au moins 20 crédits à la formation en sciences humaines et sociales et au moins 15 crédits à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

Les 25 crédits restants sont laissés à l'appréciation des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur organisant la formation, dans le respect des objectifs fixés par le présent décret.

En ce qui concerne la section 3, les 100 crédits consacrés a minima à la formation disciplinaire se répartissent comme suit en fonction des familles de disciplines définies à l'article 11:

- 1° Français: 70 crédits; Morale: 30 crédits;
- 2° Français: 70 crédits; Religion: 30 crédits;
- 3° Français: 70 crédits; Education à la philosophie et citoyenneté: 30 crédits;
- 4° Français: 70 crédits; Langues anciennes: 30 crédits;
- 5° Français: 70 crédits; Formation culturelle et artistique: 30 crédits;
- 6° Deux langues modernes (Anglais, Allemand, Néerlandais): 50 crédits pour chacune des deux langues;
- 7° Mathématiques: 70 crédits; Technologies: 30 crédits;
- 8° Sciences: 70 crédits; Technologies: 30 crédits;
- 9° Education physique: 70 crédits; Education à la santé: 30 crédits;
- 10° Sciences humaines: 70 crédits; Education à la philosophie et citoyenneté ou Morale ou Religion: 30 crédits.

Par dérogation au 1^{er} alinéa du présent paragraphe, pour ce qui concerne les familles de disciplines 11° et 12° définies à l'article 11 et préparant plus particulièrement à l'ESAGR, la formation comprend au moins 160 crédits consacrés à la formation disciplinaire et au moins 60 crédits à répartir sur les 5 autres axes.

Les 20 crédits restants sont laissés à l'appréciation des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur organisant la formation, dans le respect des objectifs fixés par le présent décret.

§ 2. La formation directe à l'enseignement pour la section 4, comprend au moins 170 crédits consacrés à la formation disciplinaire, au moins 5 crédits à la formation à et par la communication, au moins 30 crédits à la formation à et par la pratique, au moins 30 crédits à la formation didactique et pédagogique, au moins 20 crédits à la formation en sciences humaines et sociales et au moins 20 crédits à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

Les 25 crédits restants sont laissés à l'appréciation des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur organisant la formation, dans le respect des objectifs fixés dans le présent décret.

Pour ce qui concerne les disciplines artistiques, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la formation comprend 210 crédits consacrés à la formation disciplinaire et 90 crédits à répartir sur les 5 autres axes.

§ 3. Complémentaire à l'article 125, § 2, du décret Paysage, la formation au niveau du 1^{er} cycle pour les sections 1, 2 et 3 comprend, parmi les minima définis au § 1^{er} du présent article, au moins 78 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation disciplinaire, au moins 5 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation à et par la communication, au moins 10 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation à et par la pratique, au moins 10 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation didactique et pédagogique et au moins 5 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation en sciences humaines et sociales.

§ 4. Complémentaire à l'article 125, § 2, du décret Paysage, la formation au niveau du 1^{er} cycle pour la section 4 comprend, parmi les minima définis au § 2, au moins 108 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation disciplinaire, au moins 5 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation à et par la communication, au moins 10 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation à et par la pratique, au moins 10 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation didactique et pédagogique et au moins 5 crédits d'enseignements communs consacrés à la formation en sciences humaines et sociales.

Art. 16. § 1^{er}. La formation au niveau du 1^{er} cycle pour la section 4 s'organise comme suit:

1° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Grec ancien et Latin comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en langues et lettres anciennes, orientation classique. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

2° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Langues modernes comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en langues et lettres modernes. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters et aux orientations correspondants;

3° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Biologie comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences biologiques. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

4° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Chimie comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences chimiques. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

5° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Education physique comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences de la motricité, orientation générale. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

6° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Français comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en langues et lettres françaises et romanes, orientation générale. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

7° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Géographie comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences géographiques. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

8° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Histoire comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en histoire. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

9° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Mathématiques comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences mathématiques. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

10° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Philosophie et citoyenneté comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en philosophie. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

11° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Physique comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences physiques. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

12° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Sciences économiques comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences économiques, orientation générale. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

13° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Sciences sociales comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sociologie et anthropologie ou bachelier en sciences humaines et sociales. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

14° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Arts plastiques visuels et de l'espace comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en arts plastiques visuels et de l'espace. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters et aux spécialités correspondants;

15° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Musique comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en musique. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters, aux instruments et aux spécialités correspondants;

16° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Théâtre et art de la parole comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en théâtre et art de la parole. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters et aux spécialités correspondants;

17° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Religion comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en sciences religieuses. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters et aux spécialités correspondants;

17°*bis* la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Morale comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en philosophie. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters correspondants;

18° la formation conduisant au grade de bachelier en enseignement section 4 Arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication comprend 150 crédits d'enseignements communs avec la formation conduisant au grade de bachelier en Arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication. Les 150 crédits communs sont valorisés pour l'admission aux cursus conduisant aux masters et aux spécialités correspondants.

§ 2. Le programme des étudiants admis au 2^{ème} cycle de la formation directe à l'enseignement pour la section 4 et qui ne sont pas détenteurs du grade académique de bachelier en Enseignement section 4 correspondant comprend les 120 crédits de formation du master en enseignement section 4, complétés par les crédits de la formation constituant le 1^{er} cycle du cursus en enseignement section 4 qu'ils n'ont pas acquis.

§ 3. Sans préjudice de l'article 111, § 1^{er}, 3°, du décret Paysage, les crédits relatifs à une option pédagogique, suivis durant un premier cycle d'étude, ne pourront être valorisés pour l'accès aux études de deuxième cycle conduisant au master en enseignement section 4 que s'ils ont été organisés dans les conditions définies aux articles 23 à 26 du présent décret et conformément à l'article 15, § 4.

Art. 17. § 1^{er}. Dans les profils d'enseignement tels que visés à l'article 15, § 1^{er}, 57°, du décret Paysage, complémentairement à l'article 125, § 1^{er}, du décret Paysage, sont notamment pris en compte les contenus suivants:

1° la maîtrise approfondie de la langue française écrite et orale en contexte professionnel, cette maîtrise inclut a minima celle visée à travers le test diagnostique défini à l'article 27;

2° la sensibilisation théorique et pratique aux spécificités du français langue de scolarisation, ainsi qu'à celles de l'enseignement à des élèves allophones;

3° la communication verbale et non-verbale en situation de classe et dans d'autres situations professionnelles, l'éducation aux médias dont notamment la littératie médiatique, les techniques de l'information et de la communication;

4° les savoirs et compétences disciplinaires en lien avec les attendus définis pour les matières et niveaux auxquels la formation les prépare à enseigner dans les référentiels visés à l'article 8, § 2, l'épistémologie des disciplines ainsi concernées, la construction de liens entre et à travers différentes disciplines notamment dans une perspective de développement durable et solidaire et de développement d'une culture commune;

5° les savoirs et compétences pédagogiques et didactiques, en ce compris le rapport au savoir; les méthodologies d'enseignement et d'apprentissage; la gestion de groupes d'apprenants; l'exercice de la pratique réflexive; les pratiques citoyennes, le travail collaboratif;

6° l'évaluation, ses fonctions et les formes qu'elle peut prendre, la régulation des apprentissages, la mise en œuvre de pédagogies variées et différenciées en ce compris le recours à différentes médiations d'apprentissage, la reconnaissance et la détection des difficultés des élèves, l'activation de différentes formes de soutien aux apprentissages et la mise en œuvre de processus de remédiation immédiate;

7° le développement de la littératie numérique et l'initiation aux sciences informatiques dans une perspective d'utilisation à des fins d'ordre éducatif, pédagogique et didactique;

8° la psychologie:

- des apprentissages, adaptée au public scolaire accueilli, en ce compris les facteurs cognitifs, affectifs et conatifs influençant le rapport au savoir, l'apprentissage et les troubles qui y sont associés;
- du développement, en ce compris les neurosciences, les troubles du développement, l'éducation au choix dont l'approche éducative de l'orientation, les besoins spécifiques des enfants et adolescents porteurs de handicaps, la prise en compte dans une perspective inclusive des difficultés et des troubles de l'apprentissage ou du développement, les aménagements pédagogiques raisonnables et la sensibilisation aux aménagements relationnels et communicationnels raisonnables en fonction des besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire et spécialisé;
- sociale et la gestion des relations humaines à l'égard des élèves, des étudiants et de leur environnement familial et des groupes en ce compris la prévention de la maltraitance telle que visée par le décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, les inégalités découlant des rapports sociaux de sexe opérant dans le milieu scolaire, et plus généralement des rapports de pouvoir entre les groupes majoritaires et les groupes minorisés socialement;

9° la sociologie de l'éducation, en ce compris:

- la diversité culturelle et les inégalités relatives aux différents critères de discrimination tels que couverts par le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;
- les inégalités liées au sexe;
- les inégalités socio-économiques et notamment les phénomènes de pauvreté;
- les formes que peuvent prendre certaines radicalisations en analysant leurs idéologies, leurs processus, leurs manifestations excessives possibles et les moyens de les prévenir;
- les violences sexistes faites aux femmes et basées sur le genre et la prise en compte de ces réalités dans une perspective inclusive dont les relations entre les familles et l'école, ainsi qu'intersectionnelle, c'est-à-dire impliquant la prise en considération des discriminations multiples et leur articulation;

10° la dimension de genre intégrée dans la pédagogie de l'enseignant pour assurer un enseignement dépourvu d'inégalités et de stéréotypes de genre;

11° les approches sociale, politique et économique des systèmes scolaires, des politiques et des organisations éducatives, l'analyse de notre système scolaire et son évolution, notamment sous son aspect législatif, et l'analyse comparée de systèmes éducatifs;

12° la philosophie de l'éducation y compris des éléments de philosophie sociale, économique et politique et l'évolution des conceptions de l'apprentissage, des droits de l'enfant ainsi que des concepts d'éducabilité et d'égalité en éducation;

13° les cadres éthique, déontologique et réglementaire en contexte scolaire et le travail sur l'identité professionnelle, la formation à la neutralité;

14° la formation à et par la recherche, en ce compris la lecture critique de recherches, intégrée à différents axes de la formation; la formation à la méthodologie et aux outils de la recherche en éducation et en didactique;

15° pour les sections concernées, la transition entre la fin de l'enseignement secondaire et soit l'enseignement supérieur, soit l'entrée dans le monde professionnel.

Pour ce qui concerne les contenus relatifs au 4° défini ci-dessus, sont notamment pris en compte les savoirs et compétences disciplinaires relatifs aux niveaux d'études auxquels prépare plus particulièrement le master de spécialisation tel que défini aux articles 28 et suivants.

Dans l'élaboration de leurs programmes, les établissements organisant la formation initiale veillent à ce que:

1° des acquis d'apprentissage relatifs à des contenus définis au paragraphe 1^{er} soient mis en place de manière commune aux différentes sections;

2° les apprentissages relatifs aux contenus repris notamment aux 3°, 5°, 6°, 7° et 8° du paragraphe 1^{er} sont développés en lien avec ceux relatifs aux contenus repris au 4°.

Ils tiennent compte, dans la définition des profils d'enseignement, du nombre de crédits constitutifs de chaque cursus concerné et du fait que le grade académique délivré au terme de ce cursus permet ou non l'accès aux études de 3^{ème} cycle.

§ 2. Les établissements peuvent organiser des options, notamment aux fins:

1° de renforcement disciplinaire préparant, notamment, l'accès aux épreuves du master de spécialisation en enseignement sections 2 et 3 correspondant tel que défini aux articles 28 et suivants;

2° de renforcement pédagogique, orientation différenciation, formant des enseignants aux dispositifs pédagogiques favorisant la différenciation des apprentissages, et préparant notamment l'accès aux épreuves du master de spécialisation en enseignement sections 1, 2 et 3 tel que défini aux articles 28 et suivants;

3° de renforcement pédagogique, orientation orthopédagogique, formant des enseignants aux dispositifs d'aménagements raisonnables au sein de l'enseignement ordinaire, à l'enseignement spécialisé, à l'enseignement en « Langue des signes » et préparant notamment l'accès aux épreuves du master de spécialisation en enseignement sections 1, 2 et 3 tel que défini aux articles 28 et suivants;

4° de renforcement pédagogique, orientation techno-pédagogique, formant des enseignants à la création et à la mise en œuvre de dispositifs d'enseignement intégrant les outils numériques et préparant notamment l'accès aux épreuves du master de spécialisation en enseignement sections 1, 2 et 3 tel que défini aux articles 28 et suivants;

5° de renforcement « FLE » préparant à l'enseignement du « Français langue étrangère », ainsi qu'à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement d'élèves allophones et préparant notamment l'accès aux épreuves du master de spécialisation en enseignement sections 1, 2 et 3 tel que défini aux articles 28 et suivants;

6° de renforcement linguistique permettant aux étudiants d'acquérir les compétences nécessaires pour obtenir le certificat permettant d'enseigner en immersion et préparant notamment l'accès aux épreuves du master de spécialisation en enseignement sections 1, 2 et 3 tel que défini aux articles 28 et suivants.

Seuls les étudiants visés au 1°, 2°, 3°, 4° et 5° de l'article 11 et ceux visés au 6° de l'article 16 ont accès à l'option visée au 5°.

Art. 18. § 1^{er}. L'articulation entre les différents axes définis à l'article 14 s'opère prioritairement autour de la formation à et par la pratique grâce à la mise en place de situations professionnelles telles que définies au § 2. Les apprentissages relatifs aux contenus définis à l'article 17 se construisent progressivement à travers une interaction entre les situations de formation théorique concernant l'ensemble des axes définis à l'article 14 et les situations professionnelles.

Ces situations professionnelles sont travaillées dans le cadre d'ateliers de formation professionnelle ou de séminaires d'analyse des pratiques portant sur les différents axes et de stages pratiques en situation réelle tels que définis à l'article 15, § 1^{er}, 63°, du décret Paysage.

Les stages se déroulent dans des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, ordinaire et spécialisé, de plein exercice et en alternance, secondaire de promotion sociale ou secondaire artistique à horaire réduit et sont répartis sur les deux cycles de formation définis à l'article 5.

Dans les cursus conduisant aux grades de master en enseignement section 3 pour les familles de disciplines 11° et 12° définies à l'article 11 et aux grades de master en enseignement section 4 pour ce qui concerne les disciplines artistiques, les stages peuvent n'être organisés qu'au deuxième cycle.

§ 2. Les situations professionnelles permettent de développer les objectifs suivants:

- 1° la mise à l'épreuve du projet professionnel;
- 2° l'élaboration progressive de l'identité professionnelle;
- 3° la construction d'une attitude de praticien réflexif;
- 4° l'approfondissement disciplinaire, en ce compris la didactique de la discipline, ainsi que le diagnostic et la remédiation;
- 5° l'accroissement de l'autonomie du futur enseignant;
- 6° le développement de compétences liées au rôle social de l'enseignant;
- 7° l'apprentissage du travail en équipe.

Art. 19. § 1^{er}. Dans l'organisation des stages, les établissements d'enseignement supérieur confrontent chaque étudiant à une diversité de situations notamment en tenant compte:

- 1° des niveaux de la scolarité auxquels il se prépare à enseigner;
- 2° du public scolaire: l'origine socio-économique des élèves, le fait qu'il s'agisse d'élèves fréquentant l'enseignement ordinaire ou l'enseignement spécialisé, l'enseignement de plein exercice, l'enseignement en alternance ou l'enseignement de promotion sociale, l'ESAGR;
- 3° des tâches auxquelles il participe ou qui lui sont confiées;
- 4° des différentes facettes de la profession en ce compris les relations avec différents partenaires;
- 5° de la durée du stage.

§ 2. Les stages peuvent prendre les formes suivantes:

- 1° stages massés qui se déroulent sous la forme d'une prestation longue;
- 2° stages filés qui se déroulent sous la forme de prestations courtes répétées dans le temps;
- 3° stages seul ou en équipe.

La progression des stages est pensée en termes d'objectifs et de paliers de compétences à construire. La durée des stages évolue de stages courts en début de formation à des stages de plus en plus longs en fin de formation.

§ 3. Les établissements d'enseignement supérieur assurent l'accompagnement des étudiants avant, pendant et après les stages, notamment en intégrant les stages à des travaux pratiques, à des séminaires d'analyse des pratiques ou des ateliers de formation professionnelle, et en s'appuyant sur un dispositif d'évaluation formative.

Art. 20. Des accords de collaboration sont conclus entre les établissements d'enseignement supérieur et des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental ou secondaire, ordinaire ou spécialisé, de plein exercice, de promotion sociale ou artistique à horaire réduit pour organiser les stages des étudiants.

Dans le cadre de ces accords de collaboration, les établissements concernés définissent, dans le cadre du stage, un temps d'expérimentation mis à la disposition de l'étudiant pour développer des pratiques innovantes.

La forme de ces accords de collaboration est arrêtée par le Gouvernement. Ces accords précisent a minima la durée de la collaboration, les procédures de concertation entre les différents partenaires et leurs modes d'intervention respectifs, les objectifs particuliers des stages, les assurances en responsabilité civile. Ils peuvent également reprendre des engagements d'activités communes notamment en matière de recherche et de formation.

Les accords de collaboration sont tenus à la disposition des Commissaires et des Délégués du Gouvernement.

Art. 21. § 1^{er}. Il est créé une commission autonome d'avis intitulée « Commission de coordination de la formation initiale des enseignants, de l'enseignement obligatoire, de promotion sociale et secondaire artistique à horaire réduit », ci-dessous dénommée COCOFIE. La COCOFIE est composée de deux co-présidents et de vingt-huit membres désignés par le Gouvernement.

Parmi ces membres, dix sont désignés sur proposition de l'ARES, huit sur proposition de la Commission de Pilotage de l'enseignement obligatoire définie par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, un sur proposition du Conseil général de l'Enseignement de promotion sociale institué par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale et un sur proposition du Conseil de perfectionnement de l'ESAGR institué par le décret du 2 juin 1998. Aucun représentant des organisations syndicales représentatives et des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire ne figurent parmi ces vingt membres. Pour la désignation de ces vingt membres, une répartition des différents réseaux, différents niveaux, différentes formes d'enseignement, fondée sur la proportion d'élèves et étudiants dont ils ont la charge, est assurée.

En plus de ces vingt membres, la COCOFIE comprend six membres proposés par les organisations syndicales représentatives et deux membres proposés par les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire.

En l'absence de proposition de l'une des instances visées aux alinéas 2 et 3 le Gouvernement désigne le(s) membre(s) concerné(s) de la COCOFIE.

Le mandat des membres de la COCOFIE est de cinq ans, à l'exception des membres étudiants qui sont désignés pour un an. Les mandats sont tous renouvelables.

§ 2. La COCOFIE remet un avis au Gouvernement, à la demande de ce dernier ou d'initiative et, à tout le moins, tous les trois ans:

1° quant à l'évolution de la mise en œuvre de la réforme et de ses effets dans l'enseignement obligatoire, dans l'enseignement de promotion sociale et dans l'ESAGR;

2° quant à la cohérence des cursus organisés et des référentiels de compétences pour chacune des formations envisagés dans le cadre du présent décret avec, en fonction des niveaux d'enseignement et des disciplines visées, les socles de compétences visés à l'article 16 du décret Missions, les compétences et savoirs requis à l'issue des humanités générales et technologiques visés à l'article 25 du décret Missions, les compétences et les savoirs requis à l'issue des humanités techniques et professionnelles visés aux articles 34 et 35 du décret Missions, des acquis d'apprentissage tels que définis à l'article 5bis du décret du 16 mai 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale et le socle de compétences défini à l'article 1^{er}, 6°, du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

3° quant à la cohérence entre les thèmes choisis pour la formation continuée des membres du personnel de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale et les référentiels communs établis par l'ARES pour les cursus de formation envisagés dans le présent décret.

La COCOFIE est compétente pour chacune des formations organisées dans le cadre de la mise en œuvre du présent décret.

La COCOFIE peut mettre en place des groupes de travail spécifiques en fonction des disciplines considérées.

§ 3. Le règlement d'ordre intérieur de la COCOFIE est arrêté par le Gouvernement. Elle est co-présidée par l'Administrateur de l'ARES et un fonctionnaire général en charge de l'Enseignement désigné par le Gouvernement. Elle est accueillie à l'ARES qui en assure le secrétariat.

Art. 22. Au terme de leurs études, les titulaires d'un master en enseignement des sections 1, 2, 3 et 4 prononcent publiquement, au cours d'une cérémonie organisée par les établissements d'enseignement supérieur, le Serment de Socrate au terme duquel ils s'engagent à mettre toutes leurs forces et toute leur compétence au service de l'éducation de chacun des élèves qui leur sera confié.

La mention de cet engagement est apposée sur leur diplôme.

CHAPITRE IV. — *De l'organisation de la formation initiale directe à l'enseignement*

Art. 23. § 1^{er}. La formation initiale directe conduisant au grade de master en Enseignement sections 1, 2 et 3 définies à l'article 9 est organisée dans le cadre de la codiplômation. La codiplômation réunit au moins deux types d'opérateurs de formation:

1° une Haute Ecole qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage;

2° et une Université.

§ 2. Chaque cursus conduisant au grade de master en Enseignement section 1, 2 ou 3 comprend 180 crédits dispensés par une Haute Ecole et 60 crédits dispensés par une Université.

Les 180 crédits visés au précédent alinéa se répartissent en 150 crédits acquis au cours du premier cycle de la formation et 30 crédits au cours du deuxième cycle.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er} et au § 2, pour ce qui concerne les formations visées à l'article 11, 11° et 12°, la codiplômation réunit au moins:

1° une Haute Ecole ou une Ecole supérieure des Arts, qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage;

2° et une Université ou une Ecole supérieure des Arts dans le cas où l'établissement référent est une Haute Ecole.

Le cursus comprend 210 crédits dispensés par l'établissement référent et 30 crédits dispensés par l'établissement qui codiplôme.

§ 4. Dans l'élaboration des programmes de formation directe conduisant au grade de master en Enseignement sections 1, 2 et 3, 30 crédits du premier cycle de la formation sont communs aux étudiants des trois sections. Dans le cadre des apprentissages visés à l'article 17, sont intégrés, au sein de ces 30 crédits, des acquis d'apprentissage contribuant au développement d'une identité professionnelle commune aux futurs enseignants des trois sections.

Les établissements visés à l'article 1^{er} prennent les dispositions nécessaires, dans le cadre de la codiplômation, pour que les étudiants ne soient pas confrontés à des problèmes de mobilité importants entre les deux institutions partenaires. Les conventions de codiplômation prennent explicitement en compte les mesures mises en place pour éviter les problèmes de mobilité.

Art. 24. § 1^{er}. Pour la section 4 définie à l'article 9, chacun des deux cycles de la formation initiale directe conduisant au grade de master en Enseignement est organisé dans le cadre de la codiplômation. La codiplômation réunit au moins deux types d'opérateurs de formation:

1° une Université ou une Ecole supérieure des Arts qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage;

2° et une Haute Ecole.

§ 2. Le cursus de formation conduisant au grade de master en Enseignement section 4 comprend 240 crédits dispensés par une Université ou d'une Ecole supérieure des Arts et 60 crédits dispensés par une Haute Ecole ou une Université quand l'établissement référent est une Ecole supérieure des Arts.

Les 240 crédits visés à l'alinéa précédent se répartissent en 150 crédits acquis au cours du premier cycle de la formation et 90 acquis au cours du deuxième cycle.

§ 3. Les établissements visés à l'article 1^{er} prennent les dispositions nécessaires, dans le cadre de la codiplômation, pour que les étudiants ne soient pas confrontés à des problèmes de mobilité importants entre les deux institutions partenaires. Les conventions de codiplômation décrivent explicitement les mesures mises en place pour éviter les problèmes de mobilité.

Art. 25. § 1^{er}. Pour autant qu'ils se conforment aux dispositions définies dans le présent décret, les établissements d'enseignement supérieur qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret:

a) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier instituteur préscolaire sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 1;

b) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier instituteur primaire sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 2;

c) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation arts plastiques sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Formation artistique: arts plastiques;

d) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation éducation physique sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Education physique et Education à la santé;

e) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et français langue étrangère sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Langues anciennes;

f) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et Education à la philosophie et citoyenneté sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Education à la philosophie et citoyenneté;

g) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et morale sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Morale;

h) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et religion sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Religion;

i) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation arts plastiques et d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et français langue étrangère ou orientation français et morale ou orientation français et religion ou orientation français et éducation à la philosophie et citoyenneté sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Français et Formation culturelle et artistique;

j) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation langues germaniques sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Langues germaniques;

k) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation mathématiques sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Mathématiques et Technologies;

l) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences: biologie, chimie, physique sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Sciences et Technologies;

m) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences humaines: géographie, histoire, sciences sociales sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté;

n) d'une habilitation permettant d'organiser une formation conduisant au grade académique de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique ou bachelier en musique: formation musicale sont réputés habilités pour organiser une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement section 3 Formation artistique: Musique.

§ 2. Pour autant qu'ils se conforment aux dispositions définies dans le présent décret, les établissements d'enseignement supérieur qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent décret

a) d'une habilitation à délivrer un grade académique permettant de dispenser des cours relatifs à la composante disciplinaire de la spécificité de la fonction à laquelle prépare la formation sont réputés habilités pour organiser:

1° une formation conduisant au grade académique de master en Enseignement Section 4 pour les disciplines correspondant à la composante disciplinaire pour laquelle ils disposaient d'une habilitation à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

2° une formation conduisant au grade académique de master agrégé à l'Enseignement section 4 pour les disciplines correspondant à la composante disciplinaire pour laquelle ils disposaient d'une habilitation à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

3° une formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en Enseignement à dominante disciplinaire sections 2 et 3 pour les disciplines correspondant à la composante disciplinaire pour laquelle ils disposaient d'une habilitation à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

b) d'une habilitation à délivrer un grade académique permettant de dispenser des cours relatifs à la composante disciplinaire de la spécificité « Langues modernes » pour organiser:

1° une formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en Enseignement à dominante linguistique section 3;

2° une formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en Enseignement à dominante linguistique sections 1 et 2;

c) d'une habilitation à délivrer un grade académique de master en sciences de l'éducation pour organiser:

1° une formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en Enseignement à dominante pédagogique sections 1, 2 et 3;

2° une formation conduisant au grade académique de master de spécialisation en formation d'enseignants.

Art. 26. Parmi les établissements visés à l'article 25 § 2, seuls peuvent codiplômer:

1° en sections 1 et 2, les établissements qui possèdent l'habilitation pour organiser un master en sciences de l'éducation;

2° en section 3, les établissements qui possèdent l'habilitation pour organiser un master en sciences de l'éducation ou qui organisent au moins un cursus de master en enseignement section 4 correspondant à une des composantes des familles de disciplines visées au § 1^{er} de l'article 25.

CHAPITRE V. — *Du test diagnostique portant sur la maîtrise de la langue française*

Art. 27. § 1^{er}. Sans préjudice des autres conditions d'accès, les étudiants sont admis aux études du premier cycle de la formation directe à l'enseignement en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne pour autant qu'ils justifient d'une attestation de participation effective à un test diagnostique portant sur la maîtrise de la langue française.

Sans préjudice des autres conditions d'accès, les étudiants visés par la disposition définie à l'article 16, § 2, sont admis aux études du deuxième cycle en enseignement pour autant qu'ils justifient d'une attestation de participation effective au test diagnostique défini à l'alinéa 1^{er}.

Sans préjudice des autres conditions d'accès, les étudiants visés à l'article 35 sont admis aux études conduisant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 pour autant qu'ils justifient d'une attestation de participation effective au test diagnostique défini à l'alinéa 1^{er}.

Ce test évalue les compétences prérequisées à la poursuite d'une maîtrise approfondie de la langue française en contexte professionnel. Il porte sur la maîtrise de cette langue en qualité d'émetteur et de récepteur.

Le test porte sur les compétences suivantes:

1° analyser et synthétiser un texte écrit de type informatif ou de type argumentatif au niveau des contenus explicites et implicites;

2° produire un texte écrit de type argumenté en mettant en œuvre adéquatement un processus d'écriture, en ce compris les règles syntaxiques et orthographiques.

Le test est organisé deux fois au cours de chaque année académique sous forme d'épreuve écrite. Il est organisé une première fois avant le 15 septembre et une deuxième fois durant le mois de janvier. Par participation effective à ce test, on entend avoir présenté l'ensemble de l'épreuve. La preuve de participation au test est valable dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française.

Ce test, identique et simultané dans toutes les institutions habilitées à organiser la formation à l'enseignement, est organisé chaque année par les institutions précitées dans le respect des missions fixées à l'article 21, 5°, du décret Paysage; ces institutions sont tenues de participer à l'organisation et à la correction du test, aux conditions fixées par le Gouvernement sur avis de l'ARES.

Le Gouvernement arrête:

1° les dates auxquelles le test est organisé;

2° le programme détaillé du test;

3° les modalités d'évaluation du test;

4° le partage des responsabilités entre l'ARES, les établissements d'enseignement supérieur et les jurys dans le cadre de l'organisation du test;

5° le mode de désignation du jury encadrant le test;

6° la durée de validité de l'attestation de participation au test;

7° le seuil de réussite du test.

Ce test est accessible pour tout candidat en situation de pouvoir satisfaire pleinement aux conditions générales visées à l'article 107 du décret Paysage avant le début de l'année académique. Le droit d'inscription au test est fixé à 30,00 euros. A chaque inscription, le droit d'inscription est versé à l'établissement et est remboursé par l'établissement au candidat moyennant une participation effective au test.

Chaque participant reçoit personnellement le détail des résultats de son test. Les résultats du test ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une diffusion ou d'une communication publique qui permettrait d'inférer l'identité ou la qualité des candidats.

§ 2. Conformément à l'article 150, § 1^{er}, alinéa 4, du décret Paysage, les étudiants n'ayant pas atteint le seuil de réussite du test visé au § 1^{er} au plus tard à la session de fin de premier quadrimestre du 1^{er} bloc sont tenus d'alléger leur programme d'activités de deuxième quadrimestre. Ce programme est modifié de manière à inclure 5 crédits supplémentaires de renforcement de la maîtrise de la langue française.

§ 3. Les crédits supplémentaires visés au § 2 ont pour objectif de permettre aux étudiants d'acquérir les compétences en maîtrise de la langue française pré-requisées à la poursuite des études visées.

CHAPITRE VI. — *Des masters de spécialisation en enseignement*

Art. 28. § 1^{er}. Des masters de spécialisation, tel que défini à l'article 15, § 1^{er}, 47°, du décret Paysage en enseignement sont organisés pour ce qui concerne les sections 1, 2 ou 3 définies à l'article 9.

La formation dispensée dans ce cadre totalise 60 crédits. Elle permet de poursuivre et approfondir le développement des compétences définies à l'article 7 entamé au cours du cursus conduisant au master en Enseignement sections 1, 2 et 3.

Dans cette perspective, cette formation:

1° vise à amener les étudiant à une maîtrise plus affirmée des contenus disciplinaires et ce plus particulièrement sur le plan épistémique;

2° renforce les savoirs et compétences liés à la recherche en éducation et en didactique notamment afin de permettre aux étudiants d'entamer des études de troisième cycle tel que défini à l'article 115, § 1^{er}, du décret Paysage;

3° permet aux enseignants de mieux assurer la continuité des apprentissages notamment en renforçant leur vision systémique de ces apprentissages et en les préparant à enseigner dans d'autres années d'études. La continuité des apprentissages ainsi visé concerne tout autant les années d'études auxquelles l'enseignant a été préparé lors du cursus initial de 240 crédits que les années d'études supplémentaires dans lesquelles cette formation le prépare à enseigner;

4° prépare les enseignants au développement de pratiques pédagogiques basées sur la différenciation et la remédiation, en ce compris le développement et la mise en œuvre d'outils qui permettent d'identifier, d'analyser les difficultés d'apprentissage des élèves et d'apporter les réponses adéquates de façon à prévenir l'échec;

5° renforce les compétences spécifiques des enseignants dans le champ techno-pédagogique pour une intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement basé sur la mise en œuvre, la conception, la régulation et l'évaluation de dispositifs pédagogiques intégrant les outils numériques;

6° vise à approfondir les connaissances des troubles de l'apprentissage et les connaissances liées aux situations de handicaps. Elle prépare les enseignants à concevoir, mettre en œuvre et évaluer, sur bases de besoins spécifiques identifiés, des dispositifs et aménagements raisonnables;

7° forme les enseignants aux différentes techniques d'enseignement de la langue française, dans ses aspects communicationnels et culturels, à des apprenants non francophones;

8° donne aux enseignants des compétences relatives à l'accueil et la scolarisation d'élèves allophones.

§ 2. Le master de spécialisation en Enseignement section 1, 2 ou 3 à dominante pédagogique a pour objectif de renforcer notamment les contenus visés à l'article 17, 3°, 5°, 6°, 7° et 9°.

Le master de spécialisation en Enseignement section 2 ou 3 à dominante disciplinaire a plus particulièrement pour objectif de renforcer les compétences visés à l'article 17, 4°, 5° et 8°.

En section 2, il prépare notamment les enseignants à prendre en charge, en première et deuxième années de l'enseignement secondaire, une des disciplines suivantes: Français, Mathématiques, Sciences, Sciences humaines, Formation culturelle et artistique, Education à la philosophie et citoyenneté, Religion, Morale.

En section 3, il prépare notamment les enseignants à prendre en charge, en quatrième année de l'enseignement secondaire, une des disciplines faisant partie de la famille de disciplines telle que définie à l'article 11 à savoir:

a) pour les familles de disciplines 1°, 2°, 3°, 4° et 5°: Français ou Education à la philosophie et citoyenneté ou Religion ou Morale ou Formation culturelle et artistique;

b) pour la famille de disciplines 6°: Anglais ou Allemand ou Néerlandais;

c) pour la famille de disciplines 7°: Mathématiques;

d) pour la famille de disciplines 8°: Physique ou Chimie ou Biologie;

e) pour la famille de disciplines 9°: Education physique;

f) pour la famille de disciplines 10°: Histoire ou Géographie ou Sciences économiques et sociales ou Education à la philosophie et citoyenneté ou Religion ou Morale.

Par dérogation aux dispositions visées au § 1^{er}, le master de spécialisation en Enseignement section 1, 2 ou 3 à dominante linguistique prépare les enseignants à remplir les conditions pour enseigner dans le cadre de l'apprentissage par immersion linguistique.

L'étudiant effectue ses choix parmi les sections et les familles disciplines organisées par l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il s'inscrit.

§ 3. Les grades académiques délivrés au terme de cette formation sont:

- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 1 à dominante pédagogique orientation techno-pédagogique;
- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 1 à dominante pédagogique orientation orthopédagogique;
- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 1 à dominante pédagogique orientation « Différenciation »;
- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 1 à dominante linguistique complété par la langue dans laquelle la formation a préparé à enseigner;
- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 2 à dominante pédagogique orientation techno-pédagogique;
- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 2 à dominante pédagogique orientation orthopédagogique;
- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 2 à dominante pédagogique orientation « Différenciation »;
- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 2 à dominante linguistique complété par la langue dans laquelle la formation a préparé à enseigner;
- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 2 à dominante disciplinaire complété par la discipline à laquelle la formation a préparé à enseigner;
- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 3 à dominante pédagogique orientation techno-pédagogique;
- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 3 à dominante pédagogique orientation orthopédagogique;
- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 3 à dominante pédagogique orientation « Différenciation »;
- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 3 à dominante linguistique complété par la langue dans laquelle la formation a préparé à enseigner;
- le titre de master de spécialisation en Enseignement section 3 à dominante disciplinaire complété par la discipline à laquelle la formation a préparé à enseigner.

§ 4. La formation dispensée dans le cadre de ces masters de spécialisation comprend:

a) pour ce qui concerne le master de spécialisation à dominante disciplinaire: 30 crédits consacrés à la formation disciplinaire, 10 crédits consacrés à la formation à et par la pratique, 10 crédits consacrés à la formation didactique et pédagogique et 10 crédits consacrés à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique;

b) pour ce qui concerne le master de spécialisation à dominante pédagogique: 20 crédits consacrés à la formation à et par la pratique, 30 crédits consacrés à la formation didactique et pédagogique selon trois orientations possibles: l'orientation techno-pédagogique, l'orientation orthopédagogique », l'orientation « différenciation » et 10 crédits consacrés à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique;

c) pour ce qui concerne le master de spécialisation à dominante linguistique: 30 crédits consacrés à la formation disciplinaire, 20 crédits consacrés à la formation à et par la pratique et 10 crédits consacrés à la formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

Art. 29. § 1^{er}. Le master de spécialisation en Enseignement est organisé dans le cadre de la codiplômation selon les modalités définies à l'article 82 du décret Paysage. La codiplômation réunit au moins deux opérateurs de types différents:

1° une Université ou une Ecole supérieure des Arts qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage;

2° et une Haute Ecole ou une Ecole supérieure des Arts si l'établissement référent est une Université.

L'accord de codiplômation est conclu entre les établissements conformément aux dispositions définies aux articles 23, 24, 25 et 26 du présent décret.

§ 2. Chaque cursus de master de spécialisation en enseignement comprend 30 crédits dispensés par une Université ou Ecole supérieure des Arts et 30 autres crédits dispensés par une Haute Ecole ou une Ecole supérieure des Arts.

Art. 30. Les établissements d'enseignement supérieur organisent une partie des activités menant à l'obtention du master de spécialisation en Enseignement en horaire adapté.

Art. 31. Ont seuls accès au master de spécialisation en Enseignement, les titulaires d'un master en Enseignement section 1, 2 ou 3 tel que défini à l'article 5, § 1^{er}, et, s'il échet, pour la section ou les disciplines correspondantes.

Pour l'admission aux épreuves du master de spécialisation en Enseignement à dominante disciplinaire, la réussite de l'option de renforcement disciplinaire telle que définie à l'article 17, § 2, 1° est requise. Cette option doit porter sur la même discipline ou famille de disciplines que le master de spécialisation.

Pour l'admission aux épreuves du master de spécialisation en Enseignement à dominante linguistique, la réussite de l'option de renforcement linguistique telle que définie à l'article 17, § 2, 6°, est requise. Cette option doit porter sur la même discipline ou famille de disciplines que le master de spécialisation.

Pour l'admission aux épreuves du master de spécialisation en Enseignement à dominante pédagogique, la réussite de l'option de renforcement pédagogique telle que définie à l'article 17, § 2, 2° ou 3° ou 4° est requise. Cette option doit porter sur la même orientation que le master de spécialisation.

Les études conduisant au grade de master de spécialisation en Enseignement peuvent être entamées dès la fin du cursus de master en Enseignement ou plus tard au cours de la carrière professionnelle.

TITRE III. — La formation différée à l'enseignement

CHAPITRE I^{er}. — Des objectifs et des conditions d'accès à la formation différée à l'enseignement

Art. 32. Dans le cadre du présent décret, la formation différée à l'enseignement vise à faire acquérir les compétences relevant de la composante pédagogique à de futurs enseignants qui ont acquis les compétences relevant de la composante disciplinaire de leur formation, cette composante disciplinaire ayant été sanctionnée par un grade de master.

Dans le cadre de la poursuite des objectifs définis à l'article 3 du décret Paysage, la formation différée à l'enseignement vise à faire acquérir aux futurs enseignants les compétences suivantes:

1° la maîtrise approfondie de la langue française écrite et orale en contexte professionnel; cette maîtrise inclut a minima celle visée à travers le test diagnostique défini à l'article 27;

2° la capacité d'agir comme acteur pédagogique, social, culturel au sein de l'école et de la société, y compris dans leur transformation, d'intégrer la diversité et de développer des pratiques citoyennes pour plus de cohésion sociale;

3° la disposition à se positionner face à des enjeux éthiques et à respecter les cadres déontologiques et réglementaires de la profession dans une perspective démocratique et de responsabilité;

4° la capacité de s'investir dans le travail collaboratif d'une équipe éducative, afin d'en augmenter le professionnalisme et l'expertise par la mobilisation de l'intelligence collective, notamment au cours de concertations;

5° la capacité d'analyser l'environnement organisationnel et institutionnel du système éducatif et d'agir en son sein notamment en interagissant avec les collègues, les parents et d'autres acteurs afin de:

a. s'inscrire dans la démarche qualité de l'établissement et de participer aux démarches d'amélioration du système éducatif de la Communauté française;

b. faire de la classe et de l'école un lieu où les élèves apprennent, grandissent et se forment dans un climat positif, et non un lieu de sélection;

6° la capacité de s'appuyer sur diverses disciplines des sciences humaines pour analyser et agir en situation professionnelle;

7° la maîtrise de la langue française pour enseigner et communiquer de manière optimale dans la langue d'enseignement dans les divers contextes et les différentes disciplines liés à la profession;

8° la capacité de lire de manière critique les résultats de recherches scientifiques en éducation et en didactique et de s'en inspirer pour son action d'enseignement;

9° la capacité d'agir comme pédagogue au sein de la classe et, dans une perspective collective, au sein de l'établissement scolaire, notamment:

a) à travers la conception et la mise en œuvre d'une démarche d'enseignement comprenant des pratiques variées et différenciées, notamment numériques, et assurant la motivation et la promotion de la confiance en soi des élèves, de la créativité et de l'esprit d'initiative et de coopération dans le souci de l'intérêt général;

b) à travers la conception, le choix et l'utilisation de supports didactiques, d'outils et de manuels dans la perspective du décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire;

c) à travers la construction et l'utilisation de supports d'observation et d'évaluation spécifiquement diagnostique et formative favorisant la responsabilisation et la participation de l'élève dans ses apprentissages;

10° la capacité de mener, individuellement et avec ses pairs, une observation et une analyse critique et rigoureuse de ses propres pratiques et de leur impact sur les élèves afin de réguler son enseignement et d'en faire évoluer les stratégies et conditions de mise en œuvre dans une perspective d'efficacité et d'équité. Cette analyse intègre la dimension de genre;

11° le développement de capacités

a) relationnelles à l'égard des élèves et des étudiants, en ce compris leur entourage notamment familial, et à l'égard des collègues;

b) de gestion de groupes en situation éducative et pédagogique;

12° la capacité d'identifier ses besoins de formation individuelle et de participer à l'identification des besoins de formation de l'équipe pédagogique;

13° la capacité de développer des compétences personnelles liées aux exigences de la profession, notamment les exigences relatives à la gestion du groupe classe;

14° la capacité de s'insérer dans le système éducatif en y respectant les codes et fonctionnement notamment hiérarchiques;

15° la maîtrise de sa situation administrative et le suivi de son dossier administratif personnel.

Art. 33. Le développement des compétences visées à l'article 32 se poursuit tout au long de la carrière professionnelle des enseignants et de manière renforcée à l'entrée dans le métier.

Au terme de leur formation, les enseignants ont acquis la maîtrise des concepts et les compétences disciplinaires, didactiques et pédagogiques leur permettant d'amener leurs futurs élèves à la maîtrise, chacun pour le niveau d'enseignement et les disciplines auxquels il se prépare, des référentiels de compétences d'application dans les niveaux d'enseignement concernés.

Ils sont aussi préparés à s'adapter à une évolution des différents textes cités à l'alinéa précédent du présent article.

Art. 34. La formation différée à l'enseignement prépare à enseigner de la quatrième à la sixième année de l'enseignement secondaire. Ce niveau d'enseignement est à adapter conformément à la disposition visée à l'article 9, alinéa 3, pour ce qui relève de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Art. 35. Sans préjudice des autres conditions d'accès, ont accès aux études en vue du grade d'agrégé de l'enseignement section 4 les étudiants qui, cumulativement:

1° sont titulaires d'un master qui correspond à la composante disciplinaire d'au moins une spécificité de la fonction de professeur au degré supérieur de l'enseignement secondaire ou qui correspond à un titre pour enseigner dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit tel que mentionné dans le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

2° justifient d'une attestation de participation effective au test diagnostique défini à l'article 27.

Les autorités académiques peuvent fixer des conditions complémentaires d'accès aux études menant au grade académique d'agrégé de l'enseignement section 4. Eu égard aux compétences relatives à la composante disciplinaire acquises par le candidat, ces conditions complémentaires visent à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières pré-requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 30 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son inscription.

CHAPITRE II. — *Du contenu et des axes de la formation différée à l'enseignement*

Art. 36. Par dérogation à l'article 70, § 3, du décret Paysage, la formation différée à l'enseignement est dispensée en un cursus de deuxième cycle d'au moins 60 crédits correspondant au niveau 7 du cadre francophone des certifications.

Le grade académique délivré au terme de cette formation différée est celui de master agrégé de l'enseignement section 4.

Art. 37. Les unités d'enseignement nécessaires pour atteindre les objectifs définis à l'article 32 sont articulées autour des axes de formation suivants:

1° une formation à et par la pratique;

2° une formation didactique et pédagogique, en ce compris des aspects spécifiques de la didactique de la discipline ou de la didactique appliquée à la discipline;

3° une formation en sciences humaines et sociales;

4° une formation à et par la recherche en éducation et en didactique.

Ces axes de formation sont articulés entre eux.

Art. 38. Les 60 crédits définis à l'article 36 se répartissent comme suit: 20 crédits pour la formation à et par la pratique, 20 crédits pour la formation didactique et pédagogiques, 10 crédits pour la formation en sciences humaines et sociales, 10 crédits pour la réalisation d'un travail intégré. On entend par travail intégré un travail qui a un caractère global et qui a pour objectif de vérifier si l'étudiant maîtrise, sous forme de synthèse, les capacités couvertes par les différents axes de formation.

Art. 39. Dans les profils d'enseignement tels que visés à l'article 15, § 1^{er}, 57°, du décret Paysage et relatifs aux cursus menant au grade académique d'agrégé de l'Enseignement section 4, sont notamment pris en compte les contenus suivants:

1° la sensibilisation théorique et pratique aux spécificités du « Français langue de scolarisation », ainsi qu'à celles de l'enseignement à des élèves allophones;

2° les savoirs et compétences pédagogiques et didactiques, en ce compris le rapport au savoir, les méthodologies d'enseignement et d'apprentissage, la gestion de groupes d'apprenants, l'exercice de la pratique réflexive, les pratiques citoyennes, le travail collaboratif;

3° l'évaluation, ses fonctions et les formes qu'elle peut prendre, la régulation des apprentissages, la mise en œuvre de pédagogies variées et différenciées en ce compris le recours à différentes médiations d'apprentissage, la reconnaissance et la détection des difficultés des élèves, l'activation de différentes formes de soutien aux apprentissages et la mise en œuvre de processus de remédiation immédiate;

4° le développement de la littératie numérique et l'initiation aux sciences informatiques dans une perspective d'utilisation à des fins d'ordre éducatif, pédagogique et didactique;

5° la psychologie:

a) des apprentissages, adaptée au public scolaire accueilli, en ce compris les facteurs cognitifs, affectifs et conatifs influençant le rapport au savoir, l'apprentissage et les troubles qui y sont associés;

b) du développement, en ce compris les neurosciences, les troubles du développement, l'éducation au choix dont l'approche éducative de l'orientation, les besoins spécifiques des enfants et adolescents porteurs de handicaps, la prise en compte dans une perspective inclusive des difficultés et des troubles de l'apprentissage ou du développement, les aménagements pédagogiques raisonnables et la sensibilisation aux aménagements relationnels et communicationnels raisonnables en fonction des besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire et spécialisé;

c) sociale et la gestion des relations humaines à l'égard des élèves, des étudiants et de leur environnement familial et des groupes en ce compris la prévention de la maltraitance telle que visée par le décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, les inégalités découlant des rapports sociaux de sexe opérant dans le milieu scolaire, et plus généralement des rapports de pouvoir entre les groupes majoritaires et les groupes minorisés socialement;

6° la sociologie de l'éducation, en ce compris:

a) la diversité culturelle et les inégalités relatives aux différents critères de discrimination tels que couverts par le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;

b) les inégalités liées au sexe;

c) les inégalités socio-économiques et notamment les phénomènes de pauvreté;

d) les formes que peuvent prendre certaines radicalisations en analysant leurs idéologies, leurs processus, leurs manifestations excessives possibles et les moyens de les prévenir;

e) les violences sexistes faites aux femmes et basées sur le genre et la prise en compte de ces réalités dans une perspective inclusive dont les relations entre les familles et l'école, ainsi qu'intersectionnelle, c'est-à-dire impliquant la prise en considération des discriminations multiples et leur articulation;

7° la dimension de genre intégrée dans la pédagogie de l'enseignant pour assurer un enseignement dépourvu d'inégalités et de stéréotypes de genre;

8° les approches sociale, politique et économique des systèmes scolaires, des politiques et des organisations éducatives, l'analyse de notre système scolaire et son évolution, notamment sous son aspect législatif, et l'analyse comparée de systèmes éducatifs;

9° la philosophie de l'éducation y compris des éléments de philosophie sociale, économique et politique et l'évolution des conceptions de l'apprentissage, des droits de l'enfant ainsi que des concepts d'éducabilité et d'égalité en éducation;

10° les cadres éthique, déontologique et règlementaire en contexte scolaire et le travail sur l'identité professionnelle, la formation à la neutralité;

11° la formation à la méthodologie et aux outils de la recherche en éducation et en didactique;

12° pour les sections concernées, la transition entre la fin de l'enseignement secondaire et soit l'enseignement supérieur, soit l'entrée dans le monde professionnel.

Art. 40. § 1^{er}. L'articulation entre les différents axes définis à l'article 37 et les compétences notamment disciplinaires préalables s'opère prioritairement autour de la formation à et par la pratique grâce à la mise en place de situations professionnelles telles que définies à l'article 2, 17°. Les apprentissages relatifs aux contenus définis à l'article 39 se construisent ainsi progressivement à travers une alternance intégrative. On entend par alternance intégrative les liens établis entre les situations de formation théorique concernant l'ensemble des axes définis à l'article 37 au sein des établissements d'enseignement supérieur et les situations de formation en situation professionnelle grâce à des allers-retours entre les situations de formation théorique et les situations de formation en situation professionnelle.

Les situations professionnelles sont travaillées dans le cadre de séminaires d'analyse des pratiques ou d'ateliers de formation professionnelle portant sur les différents axes et de stages pratiques en situation réelle tels que définis à l'article 15, § 1^{er}, 63°, du décret Paysage.

§ 2.- Les situations professionnelles permettent de développer les objectifs suivants:

1° la mise à l'épreuve du projet professionnel;

2° l'élaboration progressive de l'identité professionnelle;

3° la construction d'une attitude de praticien réflexif;

4° la transposition à la didactique des compétences disciplinaires;

5° l'accroissement de l'autonomie du futur enseignant;

6° le développement de compétences liées au rôle social de l'enseignant;

7° l'apprentissage du travail en équipe.

Art. 41. Dans l'organisation des stages, les établissements d'enseignement supérieur veillent à ce que chaque étudiant soit confronté à une diversité de situations notamment en tenant compte de:

1° le public scolaire: l'origine socio-économique des élèves, le fait qu'il s'agisse d'élèves fréquentant l'enseignement ordinaire ou l'enseignement spécialisé, l'enseignement de transition ou de qualification, l'enseignement de plein exercice, l'enseignement en alternance, l'enseignement de promotion sociale ou l'enseignement artistique à horaire réduit;

- 2° les tâches auxquelles il participe ou qui lui sont confiées;
- 3° les différentes facettes de la profession en ce compris les relations avec différents partenaires;
- 4° la durée du stage.

La progression des stages est pensée en termes d'objectifs et de paliers de compétences à construire.

Les établissements d'enseignement supérieur assurent l'accompagnement des étudiants avant, pendant et après les stages, par exemple en intégrant les stages à des travaux pratiques, à des séminaires ou des ateliers d'analyse de pratiques, et en s'appuyant sur un dispositif d'évaluation formative.

Pour les étudiants inscrits dans un cursus conduisant au master agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et qui sont en fonction dans l'enseignement secondaire supérieur, les prestations effectuées dans le cadre de cette fonction peuvent être assimilées à des stages.

Art. 42. Des accords de collaboration sont conclus entre les établissements d'enseignement supérieur et des établissements d'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, de plein exercice et en alternance, de promotion sociale ou secondaire artistique à horaire réduit pour organiser les stages des étudiants.

Dans le cadre de ces accords de collaboration, les établissements concernés définissent, dans le cadre du stage, un temps d'expérimentation mis à la disposition de l'étudiant pour développer des pratiques innovantes.

La forme de ces accords de collaboration est arrêtée par le Gouvernement. Ces accords précisent a minima la durée de la collaboration, les procédures de concertation entre les différents partenaires et leurs modes d'intervention respectifs, les objectifs particuliers des stages, les assurances en responsabilité civile. Ils peuvent également reprendre des engagements d'activités communes notamment en matière de recherche et de formation.

Les accords de collaboration sont tenus à la disposition des Commissaires et des Délégués du Gouvernement.

Art. 43. Au terme de leurs études, les titulaires d'un master agrégé de l'Enseignement section 4 prononcent publiquement, au cours d'une cérémonie organisée par les établissements d'enseignement supérieur, le Serment de Socrate au terme duquel ils s'engagent à mettre toutes leurs forces et toute leur compétence au service de l'éducation de chacun des élèves qui leur sera confié.

La mention de cet engagement est apposée sur leur diplôme.

CHAPITRE III. — *De l'organisation de la formation différée à l'enseignement*

Art. 44. § 1^{er}. Les études menant au grade académique d'agrégé de l'Enseignement section 4 sont organisées dans le cadre de la codiplômation. La codiplômation réunit au moins deux types d'opérateurs de formation:

- 1° une Université ou une Ecole supérieure des Arts qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage;
- 2° et une Haute Ecole.

§ 2. Le cursus conduisant au grade de master agrégé à l'Enseignement section 4 comprend 10 crédits dispensés par une Haute Ecole et 50 crédits dispensés par une Université ou une Ecole supérieure des Arts.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les formations visées à l'article 11, 11° et 12° organisées dans l'enseignement supérieur artistique, dans le cadre d'une codiplômation, le cursus conduisant au grade d'agrégé à l'Enseignement section 4 comprend minimum 10 crédits dispensés par une Haute Ecole et 50 crédits dispensés par l'Ecole supérieure des Arts.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, les Hautes Ecoles, qui à la date d'entrée en vigueur du présent décret, bénéficiaient d'une habilitation à organiser l'agrégation à l'enseignement secondaire supérieur peuvent organiser le cursus menant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 dans le respect des objectifs fixés par le présent décret et pour autant qu'elles inscrivent cette organisation dans le cadre de la codiplômation pour laquelle elles sont considérées comme établissements référents.

Art. 45. Les établissements d'enseignement supérieur organisent une partie des activités menant au grade académique de master agrégé de l'Enseignement section 4 en horaire adapté.

TITRE IV. — *De l'encadrement des unités d'enseignement en formation initiale d'enseignants*

CHAPITRE 1^{er}. — *Des principes généraux*

Art. 46. L'encadrement des unités d'enseignement en formation initiale d'enseignants est assuré par des membres du personnel aux profils variés dont les interventions pédagogiques sont coordonnées et articulées entre elles.

Par profils variés, il y a lieu d'entendre, au sens du présent article, aussi bien la variété portant sur les titres dont sont titulaires les membres du personnel que la variété de parcours académiques ou professionnels ayant conduit à devenir formateurs dans le cadre de la formation initiale d'enseignants.

Art. 47. § 1^{er}. Les membres du personnel, chargés, dans une Haute Ecole ou dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale, des unités d'enseignement relevant des axes 3, 4 et 6 définis à l'article 14, § 1^{er}, ainsi que de l'axe 1 pour ce qui relève des aspects didactiques et visant des matières qui seront enseignées par le futur enseignant, sont titulaires d'un master de spécialisation, tel que défini à l'article 15, § 1^{er}, 46°, du décret Paysage, en formation d'enseignants.

Le master de spécialisation en formation d'enseignants doit être obtenu dans les six ans à dater de la première désignation dans une fonction pour laquelle ce master est exigé. Au-delà de cette période, le membre du personnel ne peut plus être désigné dans cette même fonction ou dans une fonction soumise aux mêmes exigences.

Dans le cas de l'extension ou du changement d'attribution d'un membre du personnel, l'exigence d'obtention du master de spécialisation en formation d'enseignants ne porte que sur les attributions décrites au 1^{er} alinéa du présent paragraphe.

§ 2. Les détenteurs du master de spécialisation en formation d'enseignants sont réputés titulaires du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale défini par le décret du 17 juillet 2002.

Art. 48. Le titulaire d'un doctorat en sciences psychologiques et de l'éducation ou d'un doctorat dans le domaine « Enseignement » ou d'un doctorat à visée didactique dans un autre domaine d'études est dispensé du master de spécialisation en formation d'enseignants et est réputé titulaire du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur de promotion sociale défini par le décret du 17 juillet 2002. Le Gouvernement arrête les

modalités selon lesquelles l'effectivité de la visée didactique d'un doctorat relevant d'un autre domaine d'études que les sciences psychologiques et de l'éducation ou de l'enseignement est reconnue.

Art. 49. Il est créé, au sein de chaque Haute Ecole ayant une catégorie pédagogique, un Service de recherche et développement en Enseignement coordonné par un membre du personnel chargé des matières associées à la didactique de la discipline ou de la formation à et par la pratique, titulaire d'un grade de docteur en sciences psychologiques et de l'éducation, ou de docteur dans le domaine « Sciences de l'éducation et Enseignement » ou de docteur à visée didactique dans un autre domaine d'études.

A titre transitoire jusqu'en septembre 2025, cette fonction pourra être occupée par un membre du personnel reconnu par le pouvoir organisateur pour sa notoriété scientifique.

Ce service a notamment pour missions de collaborer avec le ou les établissement(s) d'enseignement supérieur codiplômant(s) notamment en ce qui concerne le développement de la recherche en sciences psychologiques et de l'éducation et en didactique.

CHAPITRE II. — *Des objectifs, de l'organisation et de l'accès au master de spécialisation en formation d'enseignants*

Art. 50. § 1^{er}. Il est créé un master de spécialisation, tel que défini à l'article 15, § 1^{er}, 46°, du décret Paysage, en formation d'enseignants, comprenant 60 crédits.

§ 2. Sans préjudice de la poursuite des objectifs généraux définis à l'article 3 du décret Paysage, le master de spécialisation en formation d'enseignants poursuit comme objectifs particuliers l'acquisition des compétences suivantes:

- 1° la maîtrise de la didactique de la ou des disciplines concernées ou de la didactique appliquée à ces disciplines;
- 2° la connaissance et la compréhension des lieux de formation au sein desquels on aura à exercer et de ceux au sein desquels exerceront ses futurs étudiants;
- 3° la capacité à accompagner des personnes en situation de formation professionnelle;
- 4° la maîtrise des spécificités de la pédagogie pour adultes et notamment les jeunes adultes;
- 5° la capacité à participer à la conception de dispositifs de formation pour enseignants et à mettre en œuvre ces dispositifs;
- 6° la capacité à observer, à analyser et à évaluer des éléments de pratique professionnelle enseignante en vue de conseiller et d'aider à réajuster ces pratiques en s'inspirant notamment de résultats de recherches scientifiques en éducation, en didactique des contenus disciplinaires à enseigner, en psychologie, en sociologie de l'éducation et en étude de genre, concernant notamment la diversité culturelle, les inégalités socio-économiques, la dimension de genre;
- 7° la capacité de mener, individuellement et avec ses pairs, une analyse critique et rigoureuse de ses propres pratiques et de leur impact sur les étudiants et la réussite de ces derniers, notamment en s'appuyant sur diverses disciplines des sciences humaines, afin de réguler son enseignement dans une perspective d'efficacité et d'équité. L'ensemble de ces objectifs s'inscrit dans le cadre d'une distanciation épistémologique et d'une vision systémique.

Art. 51. Ont seuls accès au master de spécialisation en formation d'enseignants les étudiants qui sont titulaires:

- 1° soit d'un master en sciences de l'éducation;
- 2° soit d'un master de spécialisation en Enseignement tel que défini aux articles 28 et suivants, soit d'un master en Enseignement section 4 tel que défini dans le présent décret;
- 3° soit d'un master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis à l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée à l'enseignement telle que définie dans le présent décret. Ce master étant complété par le grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 définie aux articles 30 et suivants;
- 4° soit, pour les membres du personnel se destinant à prendre en charge, dans les Ecoles supérieures des Arts, l'enseignement de la didactique d'un ou plusieurs cours artistiques, une reconnaissance d'expérience utile et de notoriété selon les modalités définies à l'article 82, § 2, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants).

Art. 52. § 1^{er}. Le master de spécialisation en formation d'enseignants est organisé dans le cadre de la codiplômation définie aux articles 23, 24, 25 et 26 du présent décret. La codiplômation réunit:

- 1° une Haute Ecole ou une Ecole supérieure des Arts;
- 2° et une Université qui est l'établissement référent au sens de l'article 82, § 2, alinéa 2, du décret Paysage.

§ 2. Le cursus conduisant au grade de master de spécialisation en formation d'enseignants comprend 10 crédits dispensés par une Haute Ecole ou une Ecole supérieure des Arts et 50 crédits dispensés par une Université.

§ 3. Il est créé une commission autonome d'avis intitulée « Commission de pilotage de la formation des formateurs d'enseignants ». Elle est composée d'un représentant par institution qui organise la formation des enseignants.

Elle est coprésidée par un représentant d'une Université ou d'une Ecole supérieure des Arts et par un représentant d'une Haute Ecole.

Cette commission remet au Gouvernement, à la demande de ce dernier ou d'initiative ou à tout le moins tous les 3 ans, un avis quant à la mise en œuvre de la formation de la formateurs des enseignants.

Art. 53. Les établissements d'enseignement supérieur organisent une partie des activités menant à l'obtention du master de spécialisation en formation d'enseignants en horaire adapté.

CHAPITRE III. — *De l'encadrement spécifique des situations professionnelles de formation*

Art. 54. § 1^{er}. Dans les Hautes Ecoles, les ateliers de formation professionnelle visés à l'article 18, § 1^{er}, sont pris en charge:

- a) pour un tiers temps, par des membres du personnel encadrant les situations de formation théorique correspondant à l'axe défini à l'article 14, § 1^{er}, 1°;
- b) pour un tiers temps, par des membres du personnel encadrant les situations de formation théorique correspondant à l'axe définis à l'article 14, § 1^{er}, 4°;

c) pour un tiers temps, par des enseignants praticiens.

Les différents intervenants dans l'encadrement de ces ateliers veillent à coordonner leurs actions et y interviennent seuls ou par équipe de deux ou trois.

§ 2. Dans les Universités et dans l'Enseignement supérieur artistique, des enseignants de l'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale interviennent aux côtés des membres du personnel encadrant les situations de formation théorique dans l'encadrement des séminaires d'analyse des pratiques visés aux articles 18, § 1^{er}, et 40, § 1^{er}, dans le cadre des accords de collaboration définis aux articles 20 et 42.

§ 3. Les stages pratiques en situation réelle sont encadrés par des membres du personnel en charge des situations de formation théorique correspondant aux axes définis à l'article 14, § 1^{er}, 1^o et 4^o, par des enseignants praticiens pour les institutions au sein desquelles cette fonction a été définie et par le maître de stage, ce dernier ne fait toutefois pas partie du jury tel que défini aux articles 131 et suivants du décret Paysage.

Art. 55. Les enseignants praticiens visés à l'article 54, § 1^{er}, exercent au moins un cinquième temps dans l'enseignement obligatoire ou de promotion sociale ou secondaire artistique à horaire réduit à un niveau concerné par la formation à laquelle ils contribuent.

Art. 56. Les maîtres de stage sont désignés préférentiellement dans le cadre des accords de collaboration définis aux articles 20 et 42.

Une formation préparant à la fonction de maître de stage est organisée dans le cadre de la disposition visée à l'article 74 du décret Paysage par les établissements d'enseignement supérieur. Elle prépare les futurs maîtres de stage à interagir avec un étudiant et à observer, analyser et évaluer des éléments de pratique professionnelle enseignante en vue de conseiller et d'aider à réajuster ces pratiques.

La formation visée à l'alinéa précédent est dispensée en un cursus de 10 crédits valorisables pour le master de spécialisation en formation d'enseignants. Elle est sanctionnée par un certificat en encadrement de stages pour enseignants en formation.

Cette formation est accessible:

- aux titulaires d'un grade académique délivré dans le cadre du présent décret;
- aux détenteurs d'un diplôme de bachelier instituteur préscolaire, bachelier instituteur primaire et bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur délivré conformément au décret du 12 décembre 2000 définissant la formation des instituteurs et des régents et aux détenteurs d'un titre équivalent délivré conformément aux législations antérieures;
- aux détenteurs d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur délivré conformément au décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur et aux détenteurs d'un titre équivalent délivré conformément aux législations antérieures.

Les établissements d'enseignement supérieur et les établissements d'enseignement obligatoire partenaires, chacun pour ce qui le concerne, désignent de préférence comme maître de stage des enseignants titulaires d'un master de spécialisation en Enseignement ou pouvant justifier d'une expérience d'au moins 6 ans au niveau concerné, a minima, titulaires du titre requis pour la fonction qu'ils exercent et titulaires du certificat en encadrement de stages de futurs enseignants.

Une rémunération est octroyée aux maîtres de stage pour leur participation à la formation initiale des enseignants. Les montants et modalités de rémunération sont fixés par le Gouvernement. Le Gouvernement peut octroyer une rémunération plus importante aux maîtres de stage titulaire du certificat en encadrement de stages pour enseignants en formation et acceptant une concertation définie dans l'accord de collaboration défini à l'article 20 avec les établissements d'enseignement supérieur organisant la formation initiale.

TITRE V. — *Des dispositions budgétaires*

CHAPITRE I^{er}. — *Subventionnement transitoire pour la mise en œuvre de la formation initiale des enseignants*

Art. 57. Pour les années budgétaires 2020 à 2022, une allocation est annuellement accordée aux Universités qui organisent en codiplômation le premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants, telles que définies à l'article 9 du présent décret.

Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Haute École ou ESA référente et est versé à l'Université partenaire de la convention de codiplômation. Si plusieurs Universités sont associées à une même Haute École ou ESA référente, les conventions de codiplômation prévoient les modalités de répartition de l'allocation entre les Universités.

Les montants annuels par Haute École ou ESA référente, alloués de 2020 à 2022, sont calculés comme suit: financement non pondéré d'un étudiant en Haute École pour l'année budgétaire considérée x 1,65 x le nombre d'inscriptions dans cette formation au 1^{er} décembre de l'année budgétaire considérée dans la Haute École ou l'ESA considérée x 17 %.

Les montants inscrits dans les budgets des années concernées font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles.

À partir de l'année budgétaire 2023, le montant total calculé pour l'année 2022 en vertu du 3^{ème} alinéa est ajouté, après indexation, à la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des Universités, tel que prévu par l'article 68 du présent décret.

Art. 58. Pour les années budgétaires 2020 à 2022, une allocation est annuellement accordée aux Universités et aux Hautes Écoles qui organisent en codiplômation le master de spécialisation en formation d'enseignants.

Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Université référente et est versée aux établissements partenaires de la convention de codiplômation à concurrence de 17 % pour la Haute École et à concurrence de 83 % pour l'Université.

Les montants par Université référente, alloués de 2020 à 2022, sont calculés comme suit: financement non-pondéré d'un étudiant universitaire pour l'année budgétaire considérée x 1,45 x nombre d'étudiants inscrits dans cette formation au 1^{er} décembre de l'année budgétaire considérée dans l'Université considérée.

À partir de l'année budgétaire 2023, le montant total des allocations octroyées en 2022 est intégré, après indexation, à concurrence de 17 % dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, et à concurrence de 83 % dans la partie variable du financement des Universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée.

Les montants visés au troisième alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles.

Art. 59. Pour les années budgétaires 2023 à 2025, une allocation est annuellement accordée aux Universités et aux Hautes Écoles qui organisent en codiplômation le deuxième cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants.

Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Haute École référente et est versé pour moitié à la Haute École et pour moitié à l'Université partenaire de la convention de codiplômation. Si plusieurs Universités sont associées à une même Haute École, les conventions de codiplômation prévoient les modalités de répartition de l'allocation entre les Universités.

Les montants par Haute École, alloués de 2023 à 2025, sont calculés comme suit: financement non-pondéré d'un étudiant en Haute École pour l'année budgétaire considérée x 1,65 x nombre d'étudiants inscrits dans cette formation au 1^{er} décembre de l'année budgétaire considérée dans la Haute école considérée.

Si une convention de codiplômation est conclue entre une ESA référente et une Université, le financement alloué à cette Université est calculé sur base des principes définis aux alinéas précédents mais en tenant compte du nombre d'inscriptions dans l'ESA référente. Si cette convention est conclue avec une ESA non-référente, le partenaire de la convention reçoit la moitié du financement calculé sur base des principes définis aux alinéas précédents.

À partir de l'année budgétaire 2026, le montant total des allocations prévues au troisième alinéa pour l'année budgétaire 2025 est intégré, après indexation, pour moitié dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 précité, et pour moitié dans l'enveloppe de financement des Universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée.

Les montants visés au troisième alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles.

Art. 60. Pour les années budgétaires 2024 à 2026, une allocation est annuellement accordée aux Universités et aux Hautes Écoles qui organisent en codiplômation le master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3.

Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque Université référente et est versé pour moitié à l'Université et pour moitié à la Haute école partenaire de la convention de codiplômation. Si plusieurs Hautes écoles sont associées à une même Université, les conventions de codiplômation prévoient les modalités de répartition de l'allocation entre les Hautes écoles.

Les montants par Université référente, alloués de 2024 à 2026, sont calculés comme suit: financement non-pondéré d'un étudiant universitaire pour l'année budgétaire considérée x 1,45 x nombre d'étudiants inscrits dans cette formation au 1^{er} décembre de l'année budgétaire considérée dans l'Université considérée.

Si une convention de codiplômation est conclue entre une ESA référente et une Haute écoles, le financement alloué à cette Haute école est calculé sur base des principes définis aux alinéas précédents mais en tenant compte du nombre d'inscriptions dans l'ESA référente. Si cette convention est conclue avec une ESA non-référente, le partenaire de la convention reçoit la moitié du financement calculé sur base des principes définis aux alinéas précédents.

À partir de l'année budgétaire 2027, le montant total des allocations prévues au troisième alinéa pour l'année budgétaire 2026 est intégré, après indexation, pour moitié dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 précité, et pour moitié dans l'enveloppe de financement des Universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée.

Les montants visés au troisième alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles.

Art. 61. Pour les années budgétaires 2023 à 2025, une allocation est annuellement accordée aux Universités et aux Hautes Écoles qui organisent en codiplômation la formation menant au grade de master agrégé de l'Enseignement section 4.

Le montant de cette allocation est calculé en fonction de chaque établissement référent et est versée aux établissements partenaires de la convention de codiplômation à concurrence de leur part dans la répartition des crédits du cursus.

Les montants par établissement référent, pour les années 2023 à 2025, sont calculés comme suit: financement non pondéré par étudiant universitaire pour l'année budgétaire considérée x 1,45 x nombre d'étudiants inscrits au 1^{er} décembre de l'année budgétaire considérée dans ce cursus.

À partir de l'année budgétaire 2026, le montant total des allocations octroyées en 2025 aux Hautes Ecoles en vertu des alinéas précédents est intégré, après indexation, dans l'enveloppe de financement des Hautes Écoles, visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 précité. Le montant total des allocations octroyées en 2025 aux Universités en vertu des alinéas précédents est intégré, après indexation, dans l'enveloppe de financement des Universités, visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée.

Les montants visés au troisième alinéa font l'objet d'une régularisation lorsque les données définitives à la base du calcul sont disponibles.

Art. 62. Le financement non-pondéré par étudiant en Haute École ou par étudiant universitaire, visé aux articles 57 à 61, est calculé en divisant le montant de la partie variable du financement des Hautes Écoles ou des Universités par respectivement le nombre total d'unités de charges d'enseignement ou du nombre pondéré d'étudiants subsidiables pour l'année budgétaire concernée.

Art. 63. Les partenaires au sein d'une convention de codiplômation peuvent décider d'un commun accord la mise en œuvre de transferts financiers entre eux afin d'ajuster le financement alloué en vertu du présent décret en fonction des coûts réels liés à l'organisation des différents cursus du domaine 10 bis pour les différents partenaires. Les institutions veillent à établir un juste équilibre entre facultés, en tenant compte du coût réel des formations dispensées.

Ces dispositions éventuelles sont précisées dans les conventions de codiplômation.

CHAPITRE II. — *Modification du Décret du 9 septembre 1996
relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 64. L'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est complété comme suit: « À partir de l'année budgétaire 2023, un montant déterminé en application de l'article 58, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.

À partir de l'année budgétaire 2026, le montant déterminé en application des articles 59, cinquième alinéa, et 61, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.

À partir de l'année budgétaire 2027, un montant déterminé en application de l'article 60, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents ».

Art. 65. L'article 15 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit: « À partir de l'année académique 2020-2021, les formations organisées dans le domaine 10bis, défini à l'article 83 du décret Paysage, sont classées dans le groupe G. ».

Art. 66. L'article 17, alinéa 2, du même décret est complété comme suit: « Toutefois, en lien avec le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les dérogations suivantes sont appliquées aux modalités de calculs prévues par les alinéas précédents:

1° pour les années académiques 2020-2021 à 2022-2023, pour les Hautes Écoles qui organisent en codiplômation le premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants, le nombre d'étudiants inscrits dans le premier cycle des sections 1 à 3 du domaine 10bis et dans les cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 est remplacé, pour chaque Haute École concernée, par la moyenne du nombre d'étudiants inscrits en bachelier en agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 lors des années académiques 2017-2018 à 2019-2020. Les étudiants de premier cycle dans les sections 1 à 3 du domaine 10bis ne sont ainsi pris en compte qu'à partir des inscriptions lors de l'année académique 2023-2024, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charges d'enseignement du budget 2025;

2° le nombre d'étudiants en master de spécialisation en formation d'enseignants organisé en codiplômation n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2021-2022, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2023;

3° le nombre d'étudiants dans le deuxième cycle des sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2024-2025;

4° le nombre d'étudiants inscrits dans la formation menant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2024-2025;

5° le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2025-2026, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2027.

Le calcul des moyennes triennales pour les étudiants visés à l'alinéa précédent, 2° à 5°, intègre, pour les deux années précédant la première année de leur prise en compte dans le calcul des unités de charges d'enseignement, le nombre d'étudiants inscrits lors de la première année d'organisation du cycle d'étude. ».

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités*

Art. 67. À l'article 28 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des établissements universitaires, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit: « Les études menant à un grade académique dans les domaines définis à l'article 83 du décret Paysage, non reprises au premier alinéa, ainsi que les formations doctorales, sont classées dans le groupe B, à l'exception des études du domaine 10bis. À partir de l'année budgétaire 2018, les études menant à un grade académique de master de spécialisation du domaine 11° organisées en application de l'article 73, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 précité appartiennent au groupe C. ».

Art. 68. À l'article 29 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré un paragraphe 3quinquies rédigé comme suit:

« § 3quinquies. À la suite du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les montants suivants sont ajoutés à la partie variable visée au § 2:

- à partir de l'année budgétaire 2023, un montant en application de l'article 58 du décret du 7 février 2019 précité;
- à partir de l'année budgétaire 2023, les montants en application des articles 57 cinquième alinéa, et 58 quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité;
- à partir de l'année budgétaire 2026, un montant en application de l'article 59, cinquième alinéa, et de l'article 61, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité;
- à partir de l'année budgétaire 2027, un montant en application de l'article 60, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité. »;

2° au paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées:

a) l'alinéa 1 est complété par ce qui suit: « Par dérogation, les étudiants inscrits dans les sections 1 à 3 du domaine 10bis ne sont pris en compte qu'à partir de l'année budgétaire:

- 2022 pour les étudiants de master de spécialisation en formation d'enseignants;
- 2023 pour les étudiants du premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants et les étudiants de master de spécialisation en formation d'enseignants;
- 2026 pour les étudiants du deuxième cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants et pour les étudiants en formation menant à un grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4;
- 2027 pour les étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3;

b) le paragraphe 5 est complété par un quatrième alinéa rédigé comme suit:

« Pour le calcul des moyennes quadriennales visées au troisième alinéa, les nombres d'étudiants des sections 1 à 3 du domaine 10 bis pris en compte pour les années précédant leur année d'intégration dans le calcul, telle que prévue par dérogation au premier alinéa, sont fixés aux nombres d'étudiants inscrits lors de la première année d'organisation du cycle d'étude. ».

Art. 69. L'article 29bis de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit: « À partir de l'année académique 2019-2020, un coefficient de pondération de 1,45 est appliqué aux étudiants finançables inscrits dans le domaine 10bis. ».

Art. 70. À l'article 30 de la même loi, le deuxième alinéa est complété comme suit: « et aux étudiants inscrits dans le domaine 10bis. ».

CHAPITRE IV. — *Modification du Décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études*

Art. 71. L'article 9 du décret adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études est complété comme suit: « Toutefois, pour le calcul du financement des établissements partenaires d'un programme d'étude en codiplômation, l'inscription d'un étudiant au programme d'étude conjoint peut être répartie entre les établissements partenaires selon les modalités prévues dans la convention qui organise l'organisation du programme conjoint. ».

TITRE VI. — Dispositions transitoires, abrogatoires, modificatives et finales

CHAPITRE I^{er}. — *Des dispositions transitoires*

Art. 72. § 1^{er}. Les étudiants qui sont inscrits, avant l'année académique 2020-2021, dans le cursus de bachelier instituteur préscolaire, de bachelier instituteur primaire, de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou de bachelier en formation musicale terminent ce cursus durant les années académiques 2020-2021 et 2021-2022.

§ 2. Si, au terme de l'année académique 2021-2022, les étudiants visés au § 1^{er} n'ont pas obtenu le grade académique correspondant à ce cursus, ils disposent des années académiques 2022-2023 et 2023-2024 pour acquérir les unités d'enseignement manquantes.

Si, au terme de l'année académique 2023-2024, ils n'ont pas obtenu le grade académique correspondant au cursus suivi, ils poursuivent leurs études dans le cursus tel que défini dans le présent décret. Les autorités de l'établissement définissent les unités d'enseignement acquises qui sont valorisées dans le cadre de ce nouveau cursus.

Pour la bonne fin des études, les établissements qui organisent au moins une des formations visées au § 1^{er} du présent article durant l'année académique 2019-2020 poursuivent l'organisation de chacune des formations organisées jusqu'au terme de l'année académique 2023-2024 pour autant qu'au moins un étudiant inscrit dans leur établissement avant l'année académique 2020-2021 soit concerné par cette organisation.

Art. 73. § 1^{er}. Les étudiants qui sont inscrits, avant l'année académique 2023-2024, dans le cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur organisé selon les modalités définies par le décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur ou par le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique terminent ce cursus durant l'année académique 2023-2024.

§ 2. Si, au terme de l'année académique 2023-2024, les étudiants concernés par la disposition visée au § 1^{er} du présent article n'ont pas obtenu le grade académique correspondant à ce cursus, ils disposent de l'année académique 2024-2025 pour acquérir les unités d'enseignement manquantes.

Si, au terme de l'année académique 2024-2025, ils n'ont pas obtenu le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, ils poursuivent leurs études dans le cursus tel que défini par le présent décret. Les autorités académiques définissent les unités d'enseignement acquises qui sont valorisées dans le cadre de ce nouveau cursus.

Pour la bonne fin des études, les établissements qui organisent la formation visée au § 1^{er} du présent article durant l'année académique 2022-2023 poursuivent l'organisation de cette formation jusqu'au terme de l'année académique 2024-2025 pour autant qu'au moins un étudiant inscrit dans leur établissement avant l'année académique 2023-2024 soit concerné par cette organisation. ».

Art. 74. § 1^{er}. Les étudiants qui sont inscrits, avant l'année académique 2023-2024, dans un cursus de deuxième cycle à finalité didactique organisé selon les modalités définies à l'article 70, § 2, du décret Paysage terminent ce cursus durant les années académiques 2023-2024 et 2024-2025.

§ 2. Si, au terme de l'année académique 2024-2025, les étudiants concernés par la disposition visée au § 1^{er} du présent article n'ont pas obtenu le grade académique correspondant à ce cursus, ils disposent de l'année académique 2025-2026 pour acquérir les unités d'enseignement manquantes.

Si, au terme de l'année académique 2025-2026, ils n'ont pas obtenu le grade académique visé, ils poursuivent leurs études dans le cursus tel que défini pour le master en Enseignement section 4 par le présent décret. Les autorités académiques définissent les unités d'enseignement acquises qui sont valorisées dans le cadre de ce nouveau cursus.

Pour la bonne fin des études, les établissements qui organisent la formation visée au § 1^{er} du présent article durant l'année académique 2022-2023 poursuivent l'organisation de cette formation jusqu'au terme de l'année académique 2025-2026 pour autant qu'au moins un étudiant inscrit dans leur établissement avant l'année académique 2023-2024 soit concerné par cette organisation.

Art. 75. Les titulaires du grade de bachelier instituteur préscolaire, de bachelier instituteur primaire ou de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur obtenu dans le cadre défini par le décret du 12 décembre 2000 ou du grade équivalent obtenu dans le cadre d'une législation antérieure à ce même décret ont accès au deuxième cycle du master en Enseignement respectivement en section 1, 2 ou 3 selon le grade obtenu, dès que ce deuxième cycle est organisé.

Le Gouvernement, sur la base de l'avis de l'ARES, fixe, pour le présent décret, le volume et les modalités selon lesquels sont valorisés l'expérience acquise par les enseignants visés par le présent article, ainsi que leurs titres et brevets éventuels.

Art. 76. Les titulaires d'un master tel que défini à l'article 51, 3^o, ont accès au master de spécialisation en formation d'enseignement si ce master est à finalité didactique ou s'il est complété par le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur obtenu dans le cadre du décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur ou obtenu dans le cadre d'une législation antérieure.

Art. 77. § 1^{er}. Les membres du personnel des établissements d'enseignement supérieur en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret ne sont pas concernés par les dispositions visées aux articles 48 et 51. Les désignations et attributions les concernant s'effectuent selon les dispositions en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1^{er}, jusqu'en 2030-2031, la charge d'enseignant praticien est prioritairement attribuée aux détenteurs du titre requis pour accéder à la fonction d'enseignant praticien tel que défini dans l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignants des Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Les titulaires du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale défini par le décret du 17 juillet 2002 ayant obtenu ce certificat ou ayant entamé une formation en vue de l'obtention de ce certificat avant la date d'entrée en vigueur du présent décret ne sont pas concernés par les dispositions statutaires visées aux articles 48 et 51 du présent décret. Les désignations et attributions les concernant se font conformément aux textes statutaires en vigueur avant cette date.

§ 2. Les maîtres de formation pratique exercent au moins un cinquième-temps dans l'enseignement fondamental, secondaire inférieur ou secondaire de promotion sociale à un niveau concerné par la formation à laquelle ils contribuent.

CHAPITRE II. — *Des dispositions abrogatoires et modificatives*

Art. 78. Le décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents est abrogé dès la mise en place de la nouvelle formation. Il reste toutefois d'application jusqu'au terme de l'année académique 2023-2024 pour les étudiants ayant entamé leur cursus avant l'année académique 2020-2021 ce, selon les modalités définies à l'article 72.

Art. 79. Le décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur est abrogé dès la mise en place de la nouvelle formation. Il reste toutefois d'application jusqu'au terme de l'année académique 2025-2026 pour les étudiants ayant entamé leur cursus avant l'année académique 2023-2024 ce, selon les modalités définies aux articles 73 et 74.

Art. 80. Dans l'article 6 du décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté, le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante:

« § 1^{er}. Une formation à la neutralité est organisée à raison de 20 heures par:

1° les établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de la formation initiale des enseignants telle que définie par le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants;

2° les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale organisés par la Communauté française dans le cadre des études menant au certificat d'aptitudes pédagogiques et au grade académique de bachelier en éducation spécialisée en accompagnement psycho-éducatif. ».

Art. 81. Dans l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignants des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

1° après la ligne

Droit	a. le diplôme de Master en droit, ou b. le diplôme de Master en criminologie, ou c. le diplôme de Master en administration publique, ou d. le diplôme de Master en gestion publique, ou e. le diplôme de Master en sciences administratives
-------	---

est insérée la ligne

Didactique d'une discipline	a. le diplôme de master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 selon le niveau d'enseignement concerné ou b. le diplôme de master en enseignement section 4 ou c. un diplôme de master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis dans la présente annexe, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée des enseignants tel que définie dans le décret du 7 février 2019. Ce master étant complété par le grade académique de master agrégé de l'enseignement Filière 4 définie aux articles 24 et suivants du même décret, le Certificat d'Aptitude Pédagogique ou le Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur. Le titre repris en a, b ou c est complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 42 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire est constitutive du titre requis.
-----------------------------	---

2° après la ligne

Education physique	Le diplôme de Master en sciences de la motricité
--------------------	--

est insérée la ligne

Enseignant praticien	Selon le niveau d'enseignement et les disciplines concernés, le diplôme de master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 42 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire à un niveau correspondant à celui auquel se préparent les futurs enseignants qu'ils encadrent est constitutive du titre requis.
----------------------	---

Art. 82. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003 organisant l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur dans les Ecoles supérieures des Arts, organisées ou subventionnées par la Communauté française est abrogé. Il reste toutefois d'application jusqu'au terme de l'année académique 2025-2026 pour les étudiants ayant entamé leur cursus avant l'année académique 2022-2023 ce, selon les modalités définies aux articles 73 et 74.

Art. 83. Dans l'article 7 du décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement, le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante:

« § 1^{er}. Une formation répondant aux exigences des articles 2 à 6 est organisée à raison de 20 heures par:

1° les établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de la formation initiale des enseignants telle que définie par le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants;

2° les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale subventionnés par la Communauté française dans le cadre des études menant au certificat d'aptitudes pédagogiques et au grade académique de bachelier en éducation spécialisée en accompagnement psycho-éducatif. ».

Art. 84. Dans le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique les articles 11, 14, § 5, 19, § 5, et 23 sont abrogés. Toutefois, ces dispositions restent d'application jusqu'au terme de l'année académique 2021-2022 pour les étudiants ayant entamé leur cursus avant l'année académique 2020-2021 ce, selon les modalités définies à l'article 74 du présent décret.

Art. 85. L'article 15, § 1^{er}, 5°, du décret Paysage est abrogé.

Art. 86. L'article 37, 2°, du décret Paysage est complété par les mots « de l'organisation des masters de spécialisation en enseignement ».

Art. 87. Dans l'article 66, § 1^{er}, alinéa 3, du décret Paysage, la phrase « En particulier, les études menant au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (AESS) sont accessibles aux porteurs du grade académique de master et valorisées pour 30 crédits de niveau 7 » est abrogée.

Art. 88. Dans l'article 70, § 2, du décret Paysage, le 1° est abrogé dès l'entrée en vigueur du présent décret. Cette disposition reste toutefois d'application pour les étudiants ayant entamé leur cursus avant l'année académique 2023-2024 ce, selon les modalités définies à l'article 74.

Art. 89. A l'article 73 du décret Paysage, les modifications suivantes sont apportées:

a) il est inséré un paragraphe 2 rédigé comme suit:

« § 2. Par dérogation, à l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master en Enseignement section 1, 2 ou 3, des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire au grade académique de master de spécialisation en Enseignement section 1, 2 ou 3 tel que défini aux articles 28 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. »;

b) il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit:

« § 3. Par dérogation, à l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master de spécialisation en Enseignement section 1,2 ou 3, des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire au grade académique de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 28 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. ».

Art. 90. A l'article 83 du décret Paysage, les modifications suivantes sont apportées:

a) au § 1^{er}, 10°, les mots « et de l'éducation » sont abrogés;

b) il est inséré un 10°bis rédigé comme suit: « 10°bis Sciences de l'éducation et Enseignement. »;

c) au § 2, 1°, le « 10° » est remplacé par « 10°bis ».

Art. 91. L'article 113 du décret Paysage est abrogé.

Art. 92. L'article 115, § 1^{er}, alinéa 1, du décret Paysage, est complété par un 4° rédigé comme suit: « 4° un grade académique de master de spécialisation en Enseignement section 1, 2 ou 3 tel que défini aux articles 28 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. ».

Art. 93. Dans l'annexe II du décret Paysage, les modifications suivantes sont apportées:

a) les lignes suivantes sont abrogées:

10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation arts plastiques
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation éducation physique
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et français langue étrangère
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et morale
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et éducation à la philosophie et la citoyenneté
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et religion
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation langues germaniques
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation mathématique
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences : biologie, chimie, physique
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences économiques appliquées
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation bois - construction
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation économie familiale et sociale
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation électromécanique
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation habillement
10	HE	B								Bachelier : éducateur spécialisé en activités socio-sportives
10	HE	B								Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif
10	HE	B								Bachelier : instituteur préscolaire
10	HE	B								Bachelier : instituteur primaire Bachelier de spécialisation : accompagnateur en milieux scolaires
10	HE			BS						
10	HE			BS						Bachelier de spécialisation en intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement

10	HE			BS						Bachelier de spécialisation en orthopédagogie
10	HE			BS						Bachelier de spécialisation en psychomotricité
10	HE			BS						Bachelier de spécialisation en éducation et rééducation des déficients sensoriels

10	U						M			Master en sciences de l'éducation
10	U								MS	Master de spécialisation en pédagogie universitaire et de l'enseignement supérieur

b) après la ligne:

10	U								MS	Master de spécialisation en théories psychanalytiques
----	---	--	--	--	--	--	--	--	----	---

sont insérées les lignes suivantes:

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 1
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 2
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : Français et Education à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : Français et Morale
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : Français et Religion
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : Français et Formation culturelle et artistique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : Français et Langues anciennes
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : Langues germaniques
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : Mathématiques et Technologies
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : Sciences et Technologies
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : Education physique et Education à la santé
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : Sciences humaines et Morale
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 3 : Sciences humaines et Religion
10bis	HE/U/ESA	B								Bachelier en enseignement section 3 : Formation artistique : Musique
10bis	HE/U/ESA	B								Bachelier en enseignement section 3 : Formation artistique : Arts plastiques

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Grec ancien et latin
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Grec ancien et latin
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Langues modernes
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Biologie
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Chimie
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Education physique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Français
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Géographie
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Histoire
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Mathématiques
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Physique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Sciences économiques
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Sciences sociales
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Arts plastiques, visuels et de l'espace
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Musique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Arts de la parole et du théâtre
10bis	HE	B								Bachelier : éducateur spécialisé en activités socio-sportives
10bis	HE	B								Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif
10bis	HE				BS					Bachelier de spécialisation: accompagnateur en milieux scolaires
10bis	HE				BS					Bachelier de spécialisation en intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement
10bis	HE				BS					Bachelier de spécialisation en orthopédagogie
10bis	HE				BS					Bachelier de spécialisation en psychomotricité
10bis	HE				BS					Bachelier de spécialisation en éducation et rééducation des déficients sensoriels
10bis	HE/U							M		Masters en enseignement section 1
10bis	HE/U							M		Masters en enseignement section 2
10bis	HE/U	B								Masters en enseignement section 3 : Français et Education à la philosophie et citoyenneté

10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Français et Cours philosophiques : Religion ou Morale
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Français et Formation culturelle et artistique
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Français et Langues anciennes
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Langues germaniques
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Mathématiques et Technologies
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Sciences et Technologies
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Education physique et Education à la santé
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Sciences humaines et Morale
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Sciences humaines et Religion
10bis	HE/U/ ESA						M			Masters en enseignement section 3 : Formation artistique : Musique
10bis	HE/U/ ESA						M			Masters en enseignement section 3 : Formation artistique : Arts plastiques
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Grec ancien et latin
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Langues modernes
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Biologie
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Chimie
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Education physique
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Français
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Géographie
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Histoire
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Mathématiques
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Physique
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Sciences économiques
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Sciences sociales

10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Arts plastiques, visuels et de l'espace
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Musique
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Arts de la parole et du théâtre
10bis	HE/U						M			Masters agrégé de l'enseignement section 4
10bis	U						M			Masters en sciences de l'éducation
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 1 pédagogique Orientation techno-pédagogique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 1 pédagogique Orientation orthopédagogique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 1 pédagogique Orientation « Différenciation »
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 1 linguistique en néerlandais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 1 linguistique en allemand
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 1 linguistique en anglais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 pédagogique Orientation techno-pédagogique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 pédagogique Orientation orthopédagogique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 pédagogique Orientation « Différenciation »
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 linguistique en néerlandais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 linguistique en allemand
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 linguistique en anglais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Français
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Mathématiques
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Sciences
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Sciences humaines
10bis	HE/U/ ESA								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Formation culturelle et artistique

10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Education à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Morale
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Religion
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 pédagogique Orientation techno-pédagogique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 pédagogique Orientation orthopédagogique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 pédagogique Orientation « Différenciation »
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 linguistique en néerlandais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 linguistique en allemand
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 linguistique en anglais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Français
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Anglais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Allemand
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Néerlandais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Mathématiques
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Physique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Chimie
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Chimie
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Biologie
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Education physique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Histoire
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Géographie

10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Sciences sociales
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Education à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Morale
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Religion
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en formation d'enseignants
10bis	U								MS	Masters de spécialisation en gestion d'établissement d'enseignement obligatoire
10bis	U								MS	Masters de spécialisation en pédagogie universitaire de l'enseignement supérieur

c) la ligne

23	ESA	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique
----	-----	---	--	--	--	--	--	--	--	--

est abrogée.

Art. 94. Dans le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, à l'article 17, le § 3 est remplacé et complété avec un § 4 rédigés comme suit:

« § 3. Le porteur d'un master ou d'une licence ouvrant l'accès à un cursus conduisant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 peut, en vue de satisfaire à la possession de la composante pédagogique, s'inscrire dans une section d'un établissement d'enseignement de promotion sociale sanctionnée par le certificat d'aptitude pédagogique s'il respecte au minimum la condition suivante: l'annexion au dossier de l'étudiant d'un document attestant de l'impossibilité d'une université, d'une haute école ou d'une école supérieure des arts de son choix de l'inscrire dans un cursus conduisant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4.

Le Gouvernement fixe le modèle du document attestant de l'impossibilité de s'inscrire dans un cursus conduisant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Le porteur d'un master ou d'une licence ouvrant l'accès à un cursus conduisant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 peut, en vue de satisfaire à la possession de la composante pédagogique, s'inscrire dans une section d'un établissement d'enseignement de promotion sociale sanctionnée par le certificat d'aptitude pédagogique et ayant, au préalable signé une convention de collaboration/co-organisation avec une haute école, une université ou une école supérieure des arts, s'il respecte au minimum la condition suivante: l'annexion au dossier de l'étudiant d'un document attestant que, pour des motifs professionnels, sociaux ou matériels, l'organisation pratique du cursus conduisant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 la rend manifestement plus accessible.

Le Gouvernement fixe le modèle du document attestant de la plus grande accessibilité de la formation si elle est organisée par une université, une haute école ou une école supérieure des arts en collaboration avec un établissement de promotion sociale. ».

Art. 95. A l'article 50, § 1^{er}, du décret réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

a) le mot « deux » est remplacé par le mot « trois » ;

b) il est inséré un premier libellé comme suit:

« 1° par dérogation au 2°, possède une composante disciplinaire acquise dans le cadre d'un « master en Enseignement section 1, 2 ou 3 » délivré dans le cadre du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants ». Il s'ensuit que le « 1° » devient un « 2° », le « 2° » devient un « 3° ».

CHAPITRE III. — Des dispositions finales

Art. 96. À partir de l'année 2024, le Gouvernement réalise chaque année un rapport afin d'estimer l'évolution de la masse salariale des enseignants en pourcentage des recettes de la Communauté française. Ces rapports annuels sont soumis pour avis à la Cour des comptes. Le cas échéant, le Gouvernement prend les mesures utiles pour garantir l'équilibre et la soutenabilité financière des différents mécanismes de subventionnement des établissements scolaires.

Art. 97. La première année du premier cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement sections 1, 2, 3 et 4 est organisée selon les nouvelles dispositions dès l'année académique 2020-2021. La suite du programme des études est organisée dès l'année académique 2021-2022.

Les études de deuxième cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement sections 1, 2, 3 sont organisées dès l'année académique 2021-2022.

Les études de deuxième cycle du cursus conduisant au grade académique de master en enseignement section 4 sont organisées dès l'année académique 2023-2024.

Les études de deuxième cycle du cursus conduisant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 sont organisées dès l'année académique 2023-2024.

Les études de troisième cycle relevant du domaine 10bis sont organisées dès l'année académique 2020-2021.

Art. 98. La formation conduisant au master de spécialisation en enseignement sections 1, 2 et 3 est mise en place à la rentrée académique 2024-2025 sur la base d'une évaluation de la mise en œuvre du tronc commun, en vue d'en ajuster les objectifs et l'organisation tels que prévus à l'article 28.

Art. 99. La formation conduisant au master de spécialisation en formation d'enseignants est mis en place au plus tard à la rentrée académique 2020-2021.

Art. 100. Les référentiels visés aux articles 15, § 1^{er}, 60°, et 22, 16°, du décret Paysage et les profils d'enseignement et programmes d'études visés à l'article 121 du même décret sont élaborés durant l'année académique 2018-2019 pour ce qui concerne les formations visées dans le cadre du présent décret.

Art. 101. Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2020-2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 février 2019.

Le Ministre-Président et Ministre en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—————
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n°690-1. – Avis du Conseil d'Etat, n° 690-2. – Avis du Conseil d'Etat, n° 690-3. – Avis du Conseil d'Etat, n° 690-4. – Amendements en commission, n° 690-5 - Rapport de commission, n° 690-6. – Texte adopté en commission, n° 690-7 – Amendement(s) en séance, n° 690-8. – Texte adopté en séance plénière, n° 690-9

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 6 février 2019.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/40573]

7 FEBRUARI 2019. — Decreet tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — Algemene bepalingen, definities en doelstellingen van de initiële opleiding

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en definities

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op instellingen voor hoger onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd als bedoeld in de artikelen 10 tot en met 13 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:

1° ARES: de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs als bedoeld in de artikelen 20 en volgende van het voormelde decreet van 7 november 2013;

2° COCOFIE: de Coördinatiecommissie voor initiële leerkrachtenopleiding, van het leerplichtonderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het artistieke secundaire onderwijs met beperkte leerplan, zoals bepaald in artikel 21 van dit besluit;

3° Competentie: de competentie zoals bepaald in artikel 15, 20°, van het voornoemde decreet van 7 november 2013;

4° Vakcomponent: het vakonderdeel als bedoeld in artikel 16, § 3, 1°, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

5° Pedagogische component: de pedagogische component als bedoeld in artikel 16, § 3, 2°, van het voormelde decreet van 11 april 2014;

6° gezamenlijke diplomering: het partnerschap zoals bepaald in artikel 15, § 1, 18°, van het voormelde decreet van 7 november 2013;

7° ESAHR-decreet: het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

8° Landschapsdecreet: het voormelde decreet van 7 november 2013;

9° Opdrachtendecreet: het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

10° Decreet Bekwaamheidsbewijzen en ambten: het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs ;

11° ESAHR: kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan in de zin van het decreet van 2 juni 1998 tot organisatie van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

12° FLE: Frans als vreemde taal;

13° Aangepast tijdsschema: uren buiten de werkuren van kandidaten voor opleiding georganiseerd door het hoger onderwijs;

14° Opleidingsoperator: inrichting die deelneemt aan de organisatie van de initiële leerkrachtenopleiding. Er zijn drie soorten operatoren: de hogescholen, de hogere kunstscholen, de Universiteiten;

15° Optie: de optie zoals bepaald in artikel 15, § 1, 49°, van het Landschapsdecreet;

16° Afdeling: het onderscheid gemaakt tussen de leerplannen van de rechtstreekse initiële leerkrachtenopleiding volgens de onderwijsniveaus waarop deze cursussen voorbereiden;

17° Beroepssituatie: scenario's en casestudies, het ontwerpen, uitvoeren en evalueren van leersequenties, hun planning over perioden die in lengte verschillen en die steeds langer worden;

18° Specificiteit: specificiteit zoals bepaald in artikel 2, § 1, 6°, van het reeds vermelde decreet van 11 april 2014.

Art. 3. § 1. - Dit decreet organiseert de initiële opleiding van leerkrachten.

§ 2. Ze bereidt toekomstige leerkrachten voor om les te geven in het kleuter-, lager en secundair ,gewoon en gespecialiseerd, met volledig leerplan, onderwijs, in het onderwijs voor sociale promotie, het ESAHR en het alternerend onderwijs.

Ze heeft geen betrekking op het getuigschrift van pedagogische bekwaamheden.

§ 3. Deze initiële opleiding neemt de vorm in van een rechtstreekse opleiding in het onderwijzen of de vorm in van een uitgestelde opleiding tot het onderwijzen.

Rechtstreekse opleiding voor het lesgeven betekent opleiding die vakopleiding en leerkrachtenopleiding combineert in hetzelfde curriculum.

Uitgestelde onderwijsopleiding, zoals bepaald in dit decreet, verwijst naar een onderwijsopleiding die plaatsvindt na een vakopleiding.

Art. 4. Voor een goede leesbaarheid van de tekst is het gebruik van mannelijke namen voor de verschillende titels en functies in dit decreet gemeenschaptig, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep.

TITEL II. — *Rechtstreekse leerkrachtenopleiding*

HOOFDSTUK I. — *Academische graden van initiële leerkrachtenopleiding*

Art. 5. § 1. In afwijking van artikel 70, lid 3, van het Landschapsdecreet, wordt voor de afdelingen 1, 2 en 3 als bedoeld in artikel 9, de rechtstreekse opleiding tot het onderwijzen verstrekt in een lange opleiding die in twee studiecyclussen is georganiseerd met een totaal van 240 studiepunten, als volgt verdeeld: 180 studiepunten voor de eerste cyclus en 60 studiepunten voor de tweede cyclus.

De academische graden die de studies van de eerste cyclus van 180 studiepunten bekrachtigen, zijn de volgende:

1° bachelor onderwijs afdeling 1;

2° bachelor onderwijs afdeling 2;

3° bachelor onderwijs afdeling 3.

De academische graden die de studies van de tweede cyclus van 60 studiepunten bekrachtigen, zijn de volgende:

1° master onderwijs afdeling 1;

2° master onderwijs afdeling 2;

3° master onderwijs afdeling 3.

Wanneer de opleiding een discipline of een groep van disciplines zoals bepaald in artikel 11 betreft, wordt de academische graad gespecificeerd door de disciplines waaraan de opleiding heeft voorbereid om les te geven.

§ 2. Voor afdeling 4, bedoeld in artikel 9, wordt een rechtstreekse opleiding tot het onderwijzen verstrekt in een twee-cyclus lange opleiding van in totaal 300 studiepunten, opgedeeld als volgt: 180 studiepunten voor de eerste cyclus en 120 studiepunten voor de tweede cyclus. Undergraduate opleiding is gesanctioneerd door de academische graad van een "Bachelor in Education Section 4" voor de discipline waaraan de opleiding heeft voorbereid om les te geven.

De academische graad die de graduate studies certificeert, is de "Master in Education Section 4" aangevuld met de discipline waaraan de opleiding heeft voorbereid om les te geven. Een tweede discipline, vergelijkbaar met de eerste, kan worden vermeld op het diploma dat aan het einde van de cursus is uitgereikt.

§ 3. In afwijking van artikel 70, § 1, 1° en 2°, van het Landschapsdecreet, kan de eerste cyclus van cursussen die leiden tot de mastergraden onderwijs afdelingen 1, 2, 3 en 4, 185 studiepunten omvatten en de tweede cyclus van cursussen die leiden tot de graad van master onderwijs afdeling 4, 125 studiepunten omvatten.

§ 4. Binnen elke inrichting wordt een structuur opgericht die voor de activiteiten zorgt met betrekking tot gebied 10bis zoals bepaald in artikel 15, § 1, 28°, van het Landschapsdecreet.

Art. 6. De graden die worden toegekend op het einde van de initiële leerkrachtenopleiding zijn de enige bekwaamheidsbewijzen voor het onderwijzen zoals bepaald in het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs en in het decreet van 2 juni 1998 tot organisatie van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Doelstellingen van de initiële leerkrachtenopleiding*

Art. 7. Onverminderd het nastreven van de algemene doelstellingen omschreven in artikel 3 van het Landschapsdecreet, streven de hogeronderwijsinstellingen als bedoeld in artikel 1 van dit decreet naar hun doelstellingen binnen het kader van de leerkrachtenopleiding; de verwerving van de volgende bekwaamheden:

1° het vermogen om op te treden als een pedagogische, sociale en culturele actor binnen de school en de samenleving, inclusief in hun transformatie, om diversiteit te integreren en om burgerpraktijken te ontwikkelen voor meer sociale cohesie;

2° de bereidheid om zich tegenover ethische kwesties te positioneren en de ethische en regelgevende kaders van het beroep te respecteren vanuit een democratisch en verantwoordingsperspectief;

3° het vermogen om te investeren in het samenwerkingswerk van een educatief team, om zijn professionaliteit en expertise te vergroten door het mobiliseren van collectieve intelligentie, in het bijzonder tijdens overlegessies;

4° het vermogen om de organisatorische en institutionele omgeving van het onderwijssysteem te analyseren en ernaar te handelen, met name door interactie met collega's, ouders en andere belanghebbenden om:

- deel uit te maken van de kwaliteitsbenadering van de instelling en deel te nemen aan de verbetering van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

- om van klas en school een plaats te maken waar studenten leren, groeien en trainen in een positief klimaat, niet een plaats van selectie;

5° het vermogen om te vertrouwen op verschillende disciplines van de menswetenschappen om te analyseren en te handelen in professionele situaties;

6° spreekvaardigheid in de Franse taal om optimaal te onderwijzen en communiceren in de instructietaal in de verschillende contexten en disciplines die verband houden met het beroep;

7° beheersing van de vakinhoud, inclusief de te onderwijzen concepten, hun epistemologische grondslagen, hun didactiek en de methodologie van hun onderwijs, evenals de ontwikkeling van een kritische en autonome relatie met wetenschappelijke kennis;

8° het vermogen om kritisch de resultaten van wetenschappelijk onderzoek in onderwijs en didactiek te lezen en inspiratie op te doen voor de onderwijsactiviteiten;

9° het vermogen om op te treden als pedagoog in de klas en, in een collectief perspectief, binnen de school, inzonderheid:

- door het ontwerpen en implementeren van een onderwijsaanpak met inclusie van gevarieerde en gedifferentieerde werkwijzen, inzonderheid digitale benaderingen, en zorgen voor de motivatie en bevordering van het zelfvertrouwen van studenten, creativiteit en initiatief en samenwerking in het belang van het algemeen belang;

- door het ontwerpen, de selectie en het gebruik van leermiddelen, hulpmiddelen en handleidingen in het kader van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs;

- door de constructie en het gebruik van specifiek diagnostische en vormende observatie- en beoordelingssteun die de verantwoordelijkheid en de deelname van de student aan zijn leren bevorderen;

10° het vermogen om individueel en met leeftijdsgenoten een observatie en een kritische en rigoureuze analyse van hun eigen praktijken en hun impact op studenten uit te voeren om hun onderwijs te reguleren en de strategieën en voorwaarden voor de uitvoering ervan te veranderen in een perspectief van efficiëntie en rechtvaardigheid. Deze analyse integreert de genderdimensie;

11° ontwikkeling van vaardigheden:

- relationele betrekkingen met studenten, met inbegrip van hun groep en vrienden, en collega's;

- groepsbeheer in educatieve en pedagogische situaties;

12° het vermogen om individuele opleidingsbehoeften te identificeren en om deel te nemen aan de identificatie van de opleidingsbehoeften van het onderwijsteam;

13° het vermogen om persoonlijke vaardigheden te ontwikkelen die verband houden met de vereisten van het beroep, de vereisten met betrekking tot het management van de klasgroep inbegrepen;

14° het vermogen om te integreren in het onderwijssysteem door de codes en het functioneren, inclusief hiërarchisch, te respecteren;

15° de beheersing van zijn administratieve situatie en de opvolging van zijn persoonlijk administratief dossier.

Art. 8. § 1. De ontwikkeling van de vaardigheden als bedoeld in artikel 7 gaat door gedurende de gehele loopbaan van de leerkrachten en wordt verstevigd bij het toetreden tot het beroep.

§ 2. De beheersing van de vaardigheden beschreven in artikel 7 van dit besluit, bereikt aan het einde van de initiële opleiding, varieert naargelang de door de toekomstige leraar gevolgde vorming:

1° een cursus die leidt tot de graad van master onderwijs afdeling 1, 2 of 3 van 240 studiepunten zoals bepaald in artikel 5, § 1 van dit decreet;

2° een cursus die leidt tot de graad van master onderwijs afdeling 4 van 300 studiepunten zoals bepaald in artikel 5, § 2 van dit decreet;

3° een cursus die leidt tot een masterdiploma onderwijs specialisatieafdeling 1, 2 of 3 van 60 studiepunten zoals bepaald in artikelen 28 en volgende van dit decreet;

4° een cursus die leidt tot de graad van master geaggregeerde onderwijs afdeling 4 van 60 studiepunten zoals bepaald in de artikelen 32 en volgende van dit decreet.

Onverminderd de bepaling waarnaar in het vorige lid wordt verwezen, hebben de leerkrachten op het einde van hun opleiding de beheersing van de concepten en de disciplinaire, didactische en pedagogische vaardigheden verworven die hen in staat stellen hun toekomstige studenten naar de beheersing te brengen, elk voor zijn niveau en voor de disciplines waarin hij wordt voorbereid, van de referentiesystemen van bekwaamheden die van toepassing zijn op de betrokken niveaus van het onderwijs.

Ze ontwikkelen de bekwaamheden om zich aan te passen aan een evolutie van deze referentiesystemen.

HOOFDSTUK III. — *Afdelingen, assen en inhoud van de rechtstreekse opleiding tot het onderwijzen*

Art. 9. Rechtstreekse leerkrachtenopleiding bestaat uit de volgende vier afdelingen:

1° afdeling 1 tot opleiding, via een cursus van 240 studiepunten zoals bepaald in artikel 5, § 1, van dit decreet, van toekomstige leerkrachten om te onderwijzen van het begin van het kleuteronderwijs tot het einde van het tweede jaar lager onderwijs;

2° afdeling 2 tot opleiding, via een cursus van 240 studiepunten zoals bepaald in artikel 5, § 1, van dit decreet, van toekomstige leerkrachten om les te geven vanaf de derde kleuterklas tot het zesde leerjaar;

3° afdeling 3 tot opleiding, via een cursus van 240 studiepunten zoals bepaald in artikel 5, § 1, van dit decreet, van toekomstige leerkrachten om les te geven vanaf het vijfde jaar lager onderwijs tot het derde jaar van het secundair onderwijs;

4° afdeling 4 tot opleiding, via een cursus van 300 studiepunten zoals bepaald in artikel 5, § 2, van dit decreet, van toekomstige leerkrachten om les te geven van het derde tot het zesde jaar van het secundair onderwijs.

De onderwijsniveaus die in de vorige paragraaf genoemd worden, stemmen overeen met de niveaus van gewoon onderwijs met volledig leerplan, ze variëren naargelang de afdeling en de betrokken vakken voor wat onder het gespecialiseerd onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie.

Voor het ESAHR worden enkel de afdelingen 3 en 4 betroffen en bereiden ze zich voor op het onderwijzen van alle studenten, ongeacht hun leeftijd en niveau.

Art. 10. § 1. Afdeling 1 vormt toekomstige leerkrachten te zorgen voor,

1° op de kleuterschool al de opleiding van hun leerlingen, met inbegrip van psychomotoriek;

2° in het eerste en tweede jaar van het lager onderwijs, alle opleiding van hun leerlingen, met uitzondering van lichamelijke opvoeding, de tweede taal en cursussen in zedenleer of godsdienst.

Onverminderd lid 1 kunnen de inrichtingen in het curriculum de mogelijkheid opnemen om een opleiding te volgen die hen voorbereidt op het onderwijzen van zedenleer of godsdienst.

§ 2. Afdeling 2 leidt toekomstige leerkrachten op om in het derde jaar van de kleuterschool en in het lager onderwijs de volledige opleiding van hun leerlingen op zich te nemen, met uitzondering van psychomotoriek en lichamelijke opvoeding, de tweede taal, evenals cursussen zedenleer of godsdienst.

Onverminderd lid 1 kunnen inrichtingen in het curriculum de mogelijkheid opnemen om een opleiding te volgen die hen voorbereidt op het onderwijzen van zedenleer of godsdienst.

§ 3. Afdeling 3 leidt toekomstige leerkrachten op om de leiding te nemen,

1° in het vijfde en zesde leerjaar van het lager onderwijs en in het eerste, tweede en derde jaar van het secundair onderwijs, van een vakgebied of een groep van verwante vakken zoals bepaald in artikel 11 onder de vakgroepen voorgesteld door de inrichting;

2° in het ESAHR, vakken die voortvloeien uit de ambten bepaald door het decreet van 2 juni 1998 tot organisatie van dat onderwijs.

§ 4. Afdeling 4 leidt toekomstige leerkrachten op tot het opnemen van de vakken zoals bepaald in artikel 13 in het derde, vierde, vijfde en zesde jaar secundair onderwijs.

Afdeling 4 over artistieke vakken leidt ook toekomstige leraren op om de leiding te nemen over de vakken die de ambten vormen die zijn vastgelegd in het decreet van 2 juni 1998 tot organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkte leerplan.

Art. 11. De vakken of groepen van verwante onderwerpen als bedoeld in artikel 10, lid 3, zijn als volgt samengesteld:

1° Frans en Zedenleer;

2° Frans en Godsdienst;

3° Frans en Opvoeding tot filosofie en burgerschap;

4° Franse en Oude talen;

5° Franse en Culturele en artistieke opleiding;

6° Twee moderne talen onder Engels, Duits, Nederlands;

7° Wiskunde en Technologieën;

8° Wetenschappen en Technologieën;

9° Lichamelijke opvoeding en Opvoeding tot gezondheid;

10° Menswetenschappen en Opvoeding tot filosofie en burgerschap of Godsdienst of Zedenleer;

11° Artistieke opleiding: muziek;

12° Artistieke opleiding: beeldende kunsten.

Art. 12. In afwijking van artikel 9, lid 1:

1° voor de vakken bedoeld in artikel 11, 6°, zijn de studenten van de master in het onderwijs afdeling 3 opgeleid om de leiding te nemen over leerlingen van het derde jaar lager onderwijs tot het derde jaar secundair onderwijs;

2° voor de vakken bedoeld in artikel 11, 9°, zijn de studenten van de Master in het onderwijs afdeling 3 opgeleid om de leiding te nemen over leerlingen vanaf de ingang tot de kleuterschool tot het einde van het derde jaar secundair onderwijs.

Art. 13. De vakken voor afdeling 4 zijn:

1° Oud-Grieks en Latijn;

2° Moderne talen (twee talen in de talen die worden onderwezen op de hogere graad van het secundair onderwijs);

3° Biologie;

4° Scheikunde;

- 5° Lichamelijke opvoeding;
- 6° Frans;
- 7° Geografie;
- 8° Geschiedenis;
- 9° Wiskunde;
- 10° Filosofie en burgerschap;
- 11° Natuurkunde;
- 12° Economische wetenschappen;
- 13° Sociale wetenschappen;
- 14° Beeldende, visuele en ruimtevaartkunsten;
- 15° Muziek;
- 16° Spreek- en theaterkunsten;
- 17° Godsdienst of Zedenleer;
- 18° Spektakelkunsten en verspreidings- en communicatietechnieken.

Voor de punten 14°, 15°, 16° en 18° hierboven kan de discipline worden aangevuld met een verwijzing naar een specialiteit of een instrument.

Met betrekking tot punt 17° hierboven wordt de vermelding Godsdienst aangevuld met het opschrift van de godsdienst van de erkende cultus die overeenkomt met de aard van de inrichting.

Art. 14. § 1. De onderwijsenheden die nodig zijn om de in artikel 7 bepaalde doelstellingen te bereiken, zijn in elk van de vier afdelingen, opgenomen in de volgende zes opleidingsassen:

1° een vakopleiding die aspecten van de didactiek van het vakgebied kan omvatten of op het vakgebied kan worden toegepast;

- 2° opleiding tot en door communicatie;
- 3° opleiding tot en door praktijk;
- 4° didactische en pedagogische opleiding;
- 5° opleiding tot de menswetenschappen en sociale wetenschappen;
- 6° opleiding tot en door onderzoek inzake onderwijs en didactiek.

De uiteindelijke scriptie is gebaseerd op ten minste twee van de hierboven bepaalde assen.

§ 2. Deze assen van opleiding worden onderling gearticuleerd. De genderdimensie is transversaal geïntegreerd in de zes opleidingsassen; ze wordt in het bijzonder in rekening gebracht in assen 3° en 4°.

Art. 15. § 1. De rechtstreekse opleiding tot het onderwijzen in de afdelingen 1, 2 en 3 omvat ten minste 100 studiepunten voor vakopleiding, ten minste 5 studiepunten voor de opleiding tot en door communicatie, ten minste 55 studiepunten voor de opleiding tot en door praktijk, ten minste 20 studiepunten voor didactische en pedagogische opleiding, ten minste 20 studiepunten in menswetenschappen en sociale wetenschappen en ten minste 15 studiepunten voor de opleiding tot en door onderzoek inzake onderwijs en didactiek.

De resterende 25 studiepunten worden overgelaten aan het oordeel van de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs die de opleiding organiseren, in overeenstemming met de doelstellingen van dit besluit.

Met betrekking tot afdeling 3 zijn de minimum 100 studiepunten voor vakopleiding als volgt verdeeld volgens de vakgroepen bepaald in artikel 11:

- 1° Frans: 70 studiepunten; Zedenleer: 30 studiepunten;
- 2° Frans: 70 studiepunten; Godsdienst: 30 studiepunten;
- 3° Frans: 70 studiepunten; Onderwijs filosofie en burgerschap: 30 studiepunten;
- 4° Frans: 70 studiepunten; Oude talen: 30 studiepunten;
- 5° Frans: 70 studiepunten; Culturele en artistieke opleiding: 30 studiepunten;
- 6° Twee moderne talen (Engels, Duits, Nederlands): 50 studiepunten voor elk van de twee talen;
- 7° Wiskunde: 70 studiepunten; Technologieën: 30 studiepunten;
- 8° Wetenschap: 70 studiepunten; Technologieën: 30 studiepunten;
- 9° Lichamelijke Opvoeding: 70 studiepunten; Gezondheidsopvoeding: 30 studiepunten;
- 10° Menswetenschappen: 70 studiepunten; Onderwijs filosofie en burgerschap of zedenleer of godsdienst: 30 studiepunten.

In afwijking van het eerste lid van deze paragraaf omvat de opleiding voor vakgroepen 11 en 12 als bepaald in artikel 11 en meer in het bijzonder voor het ESAHR, ten minste 160 studiepunten voor vakopleiding en ten minste 60 studiepunten te spreiden over de andere 5 assen.

De resterende 20 studiepunten worden overgelaten aan het oordeel van de inrichtende machten van instellingen voor hoger onderwijs die de opleiding organiseren, in overeenstemming met de doelstellingen van dit decreet.

§ 2. Rechtstreekse opleiding voor het lesgeven in afdeling 4 omvat ten minste 170 studiepunten voor vakopleiding, ten minste 5 studiepunten voor de opleiding tot en door communicatie, ten minste 30 studiepunten voor de opleiding tot en door praktijk, ten minste 30 studiepunten in didactische en pedagogische opleiding, ten minste 20 studiepunten in menswetenschappen en sociale wetenschappen en ten minste 20 studiepunten in opleiding tot en door onderzoek inzake onderwijs en didactiek.

De overige 25 studiepunten worden overgelaten aan het oordeel van de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs die de opleiding organiseren, in overeenstemming met de doelstellingen die in dit decreet zijn vastgelegd.

Met betrekking tot artistieke disciplines omvat de opleiding, in afwijking van lid 1, 210 studiepunten voor vakopleiding en 90 studiepunten die over de andere 5 assen moeten worden gespreid.

§ 3. In aanvulling op artikel 125, § 2, van het Landschapsdecreet, omvat de opleiding op het eerste cyclusniveau voor de afdelingen 1, 2 en 3, onder de minima bepaald in § 1 van dit artikel, ten minste 78 studiepunten van gemeenschappelijke cursussen in vakopleiding, ten minste 5 studiepunten van gezamenlijke cursussen in opleiding tot en door communicatie, ten minste 10 studiepunten van gezamenlijke cursussen in opleiding tot en door praktijk, ten minste 10 studiepunten in gemeenschappelijke cursussen over didactische en pedagogische opleiding en ten minste 5 studiepunten van gemeenschappelijke cursussen over opleiding tot de menswetenschappen en sociale wetenschappen.

§ 4. In aanvulling op artikel 125, paragraaf 2 van het Landschapsdecreet, omvat de opleiding op het eerste cyclusniveau voor afdeling 4, onder de minima bepaald in § 2, ten minste 108 studiepunten van gemeenschappelijke cursussen die zijn gewijd aan vakopleiding, ten minste 5 studiepunten van gemeenschappelijke cursussen die zijn gewijd aan opleiding tot en door communicatie, ten minste 10 studiepunten van gemeenschappelijke cursussen die zijn gewijd aan opleiding tot en door praktijk, ten minste 10 studiepunten van gemeenschappelijke cursussen die zijn gewijd aan didactische en pedagogische opleiding en ten minste 5 studiepunten van gemeenschappelijke cursussen gewijd aan de opleiding in de menswetenschappen en sociale wetenschappen.

Art. 16. § 1. De opleiding op het eerste cyclusniveau voor afdeling 4 is als volgt georganiseerd:

1° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Oudgrieks en Latijn bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in oude talen en literatuur, klassieke oriëntatie. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters;

2° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Moderne talen bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in moderne talen en literatuur. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters en de bijhorende oriëntaties;

3° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Biologie bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in biologische wetenschappen. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters;

4° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Scheikunde bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in scheikundige wetenschappen. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters;

5° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Lichamelijke opvoeding bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in wetenschappen motoriek, algemene oriëntatie. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters;

6° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Frans bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in Franse en Romaanse talen en letteren, algemene oriëntatie. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters;

7° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Geografie bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in geografische wetenschappen. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters;

8° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Geschiedenis bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in de geschiedenis. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters;

9° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Wiskunde bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in wiskundige wetenschappen. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters;

10° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Filosofie en burgerschap bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in filosofie. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters;

11° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Natuurkunde bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in wetenschappen natuurkunde. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters;

12° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Economische wetenschappen bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in economische wetenschappen, algemene oriëntatie. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters;

13° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Sociale wetenschappen bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in sociale wetenschappen. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters;

14° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Beeldende, visuele en ruimtekunsten bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in beeldende, visuele en ruimtekunsten. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters en de bijbehorende specialiteiten;

15° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Muziek bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in muziek. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters, instrumenten en bijhorende specialiteiten;

16° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Theater en spreekkunst bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in theater en spreekkunst. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters en de bijbehorende specialiteiten;

17° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Godsdienst bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in godsdienstige wetenschappen. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters en de bijbehorende specialiteiten;

17bis° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Zedenleer bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in filosofie. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters

18° de opleiding leidend tot de bachelorsgraad onderwijs in afdeling 4 Spektakelkunsten en verspreidings- en communicatietechnieken bestaat uit 150 gemeenschappelijke studiepunten met de opleiding die leidt tot een bachelorsgraad in Spektakelkunsten en verspreidings- en communicatietechnieken. De 150 gemeenschappelijke studiepunten worden gewaardeerd voor de toelating tot cursussen die leiden tot de overeenkomstige masters en de bijbehorende specialiteiten.

§ 2. Het programma van de studenten toegelaten tot de 2de cyclus van de rechtstreekse opleiding voor afdeling 4 en die niet houder zijn van de academische graad van Bachelor onderwijs afdeling 4, omvat de 120 studiepunten van de opleiding master onderwijs afdeling 4, aangevuld met de studiepunten van de opleiding die de 1e cyclus van het curriculum vormt in afdeling 4, die zij niet hebben verworven.

§ 3. Onverminderd artikel 111, § 1, 3°, van het Landschapsdecreet, zullen de studiepunten betreffende een pedagogische optie, gevolgd gedurende een eerste studiecycclus, niet worden gewaardeerd voor de toegang tot de studies van de tweede cyclus die naar de master leidt in het onderwijs afdeling 4, behoudens als zij georganiseerd werden onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 23 tot 26 van dit decreet en in overeenstemming met artikel 15, § 4.

Art. 17. § 1. In de opleidingsprofielen als bedoeld in artikel 15, § 1, 57°, van het Landschapsdecreet, complementair aan artikel 125, § 1, van het Landschapsdecreet wordt inzonderheid rekening gehouden met de volgende inhoud:

1° een grondige beheersing van de schriftelijke en mondelinge Franse taal in een professionele context, waarbij de beheersing waarnaar wordt verwezen a minima deze omvat bedoeld via de diagnostische test bepaald in artikel 27;

2° de theoretisch en praktisch bewustwording voor de specifieke kenmerken van het Frans als taal van het onderwijs, evenals van lesgeven aan allofonen;

3° de verbale en niet-verbale communicatie in klassensituaties en in andere professionele situaties, opvoeding tot de media, inclusief mediageletterdheid, informatie- en communicatietechnieken;

4° de vakkennis en -vaardigheden met betrekking tot de vereisten voor stoffen en niveaus waarop opleiding ze bereidt om les te geven in de in artikel 8, § 2 bedoelde referentiesystemen, de epistemologie van de bedoelde disciplines, het verband leggen tussen verschillende vakken, met name met het oog op duurzame en inclusieve ontwikkeling en de ontwikkeling van een gemeenschappelijke cultuur;

5° pedagogische en didactische kennis en vaardigheden, met inbegrip van de relatie tot kennis; onderwijs- en leermethoden; het beheer van groepen leerlingen; de uitoefening van reflexieve praktijken; burgerlijke praktijken, collaboratieve werkzaamheden;

6° de evaluatie, de functies en vormen die zij kan nemen, de regulering van het leren, de uitvoering van de verschillende en gedifferentieerde pedagogische methoden, waaronder het gebruik van verschillende leerbemiddelingsmogelijkheden, de herkenning en opsporing van de leerproblemen van de studenten, de activering van verschillende vormen van leerondersteuning en de implementatie van processen van rechtstreekse remediering;

7° de ontwikkeling van digitale geletterdheid en inleiding tot computerwetenschappen vanuit een perspectief van gebruik om educatieve, pedagogische en didactische doeleinden;

8° psychologie:

- van het leren, aangepast aan het schoolpubliek, inclusief de cognitieve, affectieve en conatieve factoren die invloed uitoefenen op de relatie tot kennis, leren en verwante stoornissen;
- van de ontwikkeling, met inbegrip van neurowetenschappen, ontwikkelingsstoornissen, keuzegedrag, inclusief de educatieve benadering van begeleiding, de specifieke behoeften van kinderen en adolescenten met een handicap, de inclusie van een inclusief perspectief leer- en/of ontwikkelingsmoeilijkheden en stoornissen, redelijke pedagogische aanpassingen en het bewustmaken voor redelijke relatie- en communicatieaanpassingen gebaseerd op specifieke behoeften in het gewone en gespecialiseerde onderwijs;
- van het sociaal management van menselijke relaties met betrekking tot leerlingen, studenten en hun gezinsomgeving en -groepen, waaronder de preventie van mishandeling als bedoeld in het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen, ongelijkheid als gevolg van maatschappelijke genderrelaties die in scholen, en meer algemeen van kracht tussen de meerderheid en sociaal geminoriseerde groepen;

9° de sociologie van het onderwijs, waaronder:

- culturele diversiteit en ongelijkheden met betrekking tot de verschillende criteria voor discriminatie zoals bedoeld bij het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie;
- ongelijkheden tussen mannen en vrouwen;
- sociaaleconomische ongelijkheden en inzonderheid de verschijnselen van armoede;
- de vormen die bepaalde radicalisering kunnen aannemen door analyse van hun ideologieën, hun processen, hun mogelijke buitensporige manifestaties en de middelen om ze te voorkomen;
- gendergerelateerd geweld tegen vrouwen en op basis van geslacht en rekening houdend met deze realiteit in een inclusief perspectief dat de relatie tussen gezinnen en de school, alsook tussen de afdelingen, dat wil zeggen, met betrekking tot het in rekening nemen van meervoudige discriminaties en hun articulatie;

10° de genderdimensie geïntegreerd in de pedagogie van de leerkracht om te zorgen voor onderwijs zonder ongelijkheden en genderstereotypen;

11° de sociale, politieke en economische benaderingen van schoolsystemen, beleid en onderwijsorganisaties, de analyse van ons schoolstelsel en de evolutie daarvan, inzonderheid op wetgevend gebied, en de vergelijkende analyse van onderwijsstelsels;

12° filosofie van het onderwijs, waaronder sociale filosofie-elementen, economische en politieke ontwikkelingen en opvattingen van het leren, van de rechten van het kind, alsmede concepten van opvoedbaarheid en gelijkheid in het onderwijs;

13° ethische, deontologische en regelgevende kaders in de schoolcontext en werken aan professionele identiteit, opleiding tot neutraliteit;

14° opleiding tot en door onderzoek, inclusief het kritisch lezen van onderzoek, geïntegreerd in verschillende opleidingsgebieden; opleiding tot methodologie en hulpmiddelen voor onderzoek inzake onderwijs en didactiek;

15° voor de relevante afdelingen, de overgang tussen het einde van het secundair onderwijs en het hoger onderwijs of de toegang tot de beroepswereld.

Met betrekking tot de inhoud met betrekking tot punt 4° hierboven bepaald, worden inzonderheid in aanmerking genomen de vakkennis en -vaardigheden met betrekking tot de studieniveaus waartoe de master in de specialisatie zoals bepaald in de artikelen 28 en volgende voorbereidt.

Bij de ontwikkeling van hun programma's zorgen de instellingen die de initiële opleiding organiseren ervoor dat:

1° de leerresultaten met betrekking tot de in lid 1 bepaalde inhoud gezamenlijk door de verschillende afdelingen worden opgesteld;

2° het leren met betrekking tot de inhoud die met name is genoemd in 3°, 5°, 6°, 7° en 8° van paragraaf 1 zijn ontwikkeld in samenhang met die met betrekking tot de inhoud opgenomen in 4°.

Ze houden rekening, in de definitie van educatieve profielen, met het aantal samenstellende studiepunten voor elke relevante cursus en dat de academische graad uitgereikt aan het einde van dit curriculum al dan niet toegang verleent tot het hoger onderwijs.

§ 2. Instellingen kunnen opties organiseren, inzonderheid met het oog op:

1° disciplinaire versterking die met name de toegang tot de proeven van de corresponderende specialisatiemaster bij het onderwijzen van afdelingen 2 en 3, zoals bepaald in de artikelen 28 en volgende, voorbereidt;

2° pedagogische versteviging, differentiatieoriëntatie, de opleiding van leerkrachten in het onderwijs bevorderen inzake differentiatie van leren, en het voorbereiden inzonderheid van de toegang tot proeven van specialisatiemaster onderwijs afdelingen 1, 2 en 3, zoals bepaald in de artikelen 28 en volgende;

3° pedagogische bekrachtiging, orthopedagogische oriëntatie, opleiding van leerkrachten in redelijke aanpassingsstelsels in het gewoon onderwijs, gespecialiseerd onderwijs, gebarentaalonderwijs en het voorbereiden inzonderheid van de toegang tot proeven van specialisatiemaster onderwijs afdelingen 1, 2 en 3, zoals bepaald in de artikelen 28 en volgende;

4° pedagogische versteviging, techno-pedagogische oriëntatie, de opleiding van leerkrachten tot de creatie en implementatie van digitale leermiddelen en hulpmiddelen die de voorbereiding, inclusief de toegang tot proeven van specialisatiemaster onderwijs afdelingen 1, 2 en 3, zoals bepaald in de artikelen 28 en volgende;

5° FLE versteviging ter voorbereiding voor het onderwijs van het "Frans als vreemde taal" evenals gastvrijheid, onderwijs en de begeleiding van anderstalige leerlingen en het voorbereiden waaronder de toegang tot proeven van specialisatiemaster onderwijs afdelingen 1, 2 en 3, zoals bepaald in de artikelen 28 en volgende;

6° de taalkundige verbetering zodat studenten de vaardigheden die nodig zijn om het getuigschrift om het taalbadonderwijs te beoefenen, te verkrijgen, en het voorbereiden inzonderheid voor de toegang tot proeven van specialisatiemaster onderwijs afdelingen 1, 2 en 3, zoals bepaald in de artikelen 28 en volgende.

Alleen studenten bedoeld in de punten 1°, 2°, 3°, 4° en 5° van artikel 11 en die bedoeld in punt 6° van artikel 16 hebben toegang tot de optie bedoeld onder 5°.

Art. 18. § 1. De articulatie tussen de verschillende assen bepaald in artikel 14 is voornamelijk gebaseerd op opleiding tot en door praktijk door de implementatie van professionele situaties zoals bepaald in § 2. De leerresultaten gerelateerd aan de inhoud bepaald in artikel 17 worden geleidelijk opgebouwd door een wisselwerking tussen de theoretische opleidingsituaties met betrekking tot alle assen bepaald in artikel 14 en de beroepssituaties.

Deze professionele situaties worden uitgewerkt in het kader van workshops voor beroepsopleiding of seminaries voor analyse van de praktijken met betrekking tot de verschillende assen en praktische opleiding in reële situaties zoals bepaald in artikel 15, § 1, 63°, van het Landschapsdecreet.

De stages vinden plaats in de inrichtingen voor kleuter-, lager, basis, secundair, gewoon en gespecialiseerd onderwijs, met volledig leerplan en altemerend, secundair onderwijs voor sociale promotie of kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en zijn verspreid over de twee opleidingscycli bepaald in artikel 5.

In de cursussen die leiden tot de mastergraden onderwijs afdeling 3 voor de groepen van de disciplines 11° en 12° bepaald in artikel 11 en de mastergraden onderwijs afdeling 4 voor zover het kunstdisciplines betreft, mogen stages enkel worden georganiseerd tijdens de tweede cyclus.

§ 2. De professionele situaties maken het mogelijk om de volgende doelstellingen te ontwikkelen:

1° het testen van het professionele project;

2° geleidelijke ontwikkeling van professionele identiteit;

3° de constructie van een reflexieve houding van een beoefenaar;

4° disciplinaire verdieping, inclusief didactiek van de discipline, evenals diagnose en remediëring;

5° vergroting van de autonomie van de toekomstige leerkracht;

6° de ontwikkeling van vaardigheden gerelateerd aan de sociale rol van de leerkracht;

7° leren werken in een team.

Art. 19. § 1. Bij het organiseren van stages confronteren instellingen voor hoger onderwijs elke student met een verscheidenheid aan situaties, inzonderheid door rekening te houden met:

1° de scholingsniveaus die hij voorbereidt om les te geven;

2° het schoolpubliek: de sociaaleconomische herkomst van de leerlingen, het feit dat zij leerlingen zijn van het gewone of gespecialiseerde onderwijs, onderwijs met volledig leerplan, alternerend onderwijs of onderwijs voor sociale promotie, ESAHR;

3° de taken waarin hij participeert of aan hem worden toevertrouwd;

4° verschillende facetten van het beroep, inclusief relaties met verschillende partners;

5° de duur van de stage.

§ 2. Stages kunnen de volgende vormen hebben:

1° massale stages die plaatsvinden in de vorm van een lange prestatie;

2° stages die plaatsvinden in de vorm van korte diensten die in de loop van de tijd worden herhaald;

3° stages alleen of in een team.

De voortgang van stages wordt gedacht in termen van doelstellingen en niveaus van op te bouwen bekwaamheden. De duur van de stages evolueert van korte stages aan het begin van de opleiding tot progressief langere stages aan het einde van de opleiding.

§ 3. Hogeronderwijsinstellingen ondersteunen studenten vóór, tijdens en na de stages, met name door cursussen te integreren in praktisch werk, praktijkanalyseseminaries of workshops voor beroepsopleiding, en gebaseerd op een formatief evaluatiesysteem.

Art. 20. Samenwerkingsovereenkomsten worden gesloten tussen instellingen voor hoger onderwijs en inrichtingen voor kleuter-, lager, basis- of secundair onderwijs, gewoon of gespecialiseerd onderwijs, met volledig leerplan, voor sociale promotie of kunst met beperkt leerplan om stages te organiseren voor de studenten.

In het kader van deze samenwerkingsovereenkomsten bepalen de betrokken instellingen in het kader van de stage een experimenteertijd die de student ter beschikking staat om innovatieve werkwijzen te ontwikkelen.

De vorm van deze samenwerkingsovereenkomsten wordt bepaald door de regering. Deze overeenkomsten specificeren ten minste de duur van de samenwerking, de procedures van overleg tussen de verschillende partners en hun respectieve wijzen van interventie, de specifieke doelstellingen van de cursussen, de verzekering in burgerlijke aansprakelijkheid. Zij kunnen ook de verbintenissen voor gezamenlijke activiteiten hervatten, met name op het gebied van onderzoek en opleiding.

Samenwerkingsovereenkomsten worden beschikbaar gesteld aan commissarissen en regeringsafgevaardigden.

Art. 21. § 1. Een autonome adviescommissie wordt opgericht met als titel "Coördinatiecommissie voor initiële leerkrachtenopleiding, leerplichtonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan", hierna COCOFIE genoemd. COCOFIE bestaat uit twee co-presidenten en achtentwintig leden die door de regering worden benoemd.

Onder deze leden worden er tien benoemd op voordracht van de ARES, acht op voorstel van de Stuurgroep van het leerplichtonderwijs zoals bepaald door het decreet van 27 maart 2002 betreffende het sturen van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, één op voorstel van de Algemene Raad van Onderwijs voor sociale promotie ingesteld bij het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie en één op voorstel van de Raad voor de verbetering van het ESAHR, ingesteld bij het decreet van 2 juni 1998. Geen vertegenwoordiger van de vakorganisaties en representatieve organisaties van studenten op gemeenschapsniveau behoren niet tot deze 20 leden. Voor de aanwijzing van deze twintig leden is een verdeling over de verschillende netwerken, verschillende niveaus, verschillende vormen van onderwijs, op basis van het aandeel leerlingen en studenten waarvoor zij verantwoordelijk zijn, gewaarborgd.

Naast deze twintig leden bestaat COCOFIE uit zes leden voorgesteld door de representatieve vakbondsorganisaties en twee leden voorgesteld door de representatieve organisaties van studenten op gemeenschapsniveau.

In afwezigheid van een voorstel van een van de in de leden 2 en 3 genoemde organen wijst de regering de betrokken leden van COCOFIE aan.

De ambtstermijn van COCOFIE-leden is vijf jaar, behalve voor studenten die voor één jaar worden benoemd. De mandaten zijn allemaal hernieuwbaar.

§ 2. COCOFIE brengt advies uit aan de regering, op verzoek van deze laatste of uit eigen initiatief en ten minste om de drie jaar:

1° over de ontwikkeling van de uitvoering van de hervorming en de gevolgen daarvan voor het leerplichtonderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het ESAHR;

2° wat betreft de samenhang van de georganiseerde cursussen en referentiesystemen voor elk van de opleidingen die in dit decreet worden beoogd en, afhankelijk van de onderwijsniveaus en de betrokken disciplines, de in artikel 16 van het opdrachtendecreet, vaardigheden en kennis vereist aan het einde van de algemene en technologische humaniora als bedoeld in artikel 25 van het opdrachtendecreet, vaardigheden en kennis vereist aan het einde van de technische en professionele humaniora bedoeld in de artikelen 34 en 35 van het opdrachtendecreet, leerresultaten als bepaald in artikel 5bis van het decreet van 16 mei 1991 tot organisatie van het onderricht over sociale promotie en de basis van competenties bepaald in artikel 1, 6°, van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van artistiek secundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

3° wat betreft de samenhang tussen de thema's gekozen voor de voortgezette opleiding van de personeelsleden van het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie en de gemeenschappelijke normen vastgelegd door de ARES voor de opleidingscursussen die in dit decreet worden beoogd.

COCOFIE is verantwoordelijk voor elk van de opleidingen georganiseerd als onderdeel van de implementatie van dit decreet.

COCOFIE kan specifieke werkgroepen oprichten volgens de bestudeerde disciplines.

§ 3. Het huishoudelijk reglement van COCOFIE wordt vastgesteld door de regering. Ze wordt gezamenlijk voorgezeten door de administrateur van ARES en een door de regering aangewezen ambtenaar-generaal belast met het onderwijs. Ze zetelt bij ARES, die de leiding heeft over het secretariaat.

Art. 22. Aan het einde van hun studie leggen de houders van een master onderwijs voor de afdelingen 1, 2, 3 en 4 tijdens een ceremonie georganiseerd door instellingen voor hoger onderwijs, de eed van Socrates af aan het einde waarvan ze beloven om al hun kracht en al hun competentie ten dienste te stellen van de opleiding van elke leerling die aan hen is toevertrouwd.

De vermelding van deze verplichting is aangebracht op hun diploma.

HOOFDSTUK IV. — *Van de organisatie van de initiële opleiding tot het lesgeven*

Art. 23. § 1. De rechtstreekse initiële opleiding die leidt tot de masterdiploma in onderwijsafdelingen 1, 2 en 3 zoals bepaald in artikel 9, wordt georganiseerd in het kader van het co-diploma. Deze cumulatie brengt ten minste twee soorten opleidingsoperatoren samen:

- 1° een Haute Ecole die de referentie-instelling is in de zin van artikel 82, § 2, tweede lid, van het Landschapsdecreet;
- 2° en een universiteit.

§ 2. Elke opleiding die leidt tot de graad van Master in onderwijs, afdeling 1, 2 of 3, omvat 180 studiepunten verstrekt door een hogeschool en 60 studiepunten door een universiteit.

De 180 studiepunten genoemd in het vorige lid worden verdeeld in 150 studiepunten verworven tijdens de eerste opleidingscyclus en 30 studiepunten tijdens de tweede cyclus.

§ 3. In afwijking van § 1 en § 2, met betrekking tot de formaties bedoeld in artikel 11, 11° en 12°, omvat de co-diplomering ten minste:

- 1° een Haute Ecole of een hogere kunstschool, de referentie-instelling in de zin van artikel 82, § 2, tweede lid, van het Landschapsdecreet;
- 2° en een universiteit of een hogere kunstschool in het geval dat de referentie-instelling een hogeschool is.

Het curriculum omvat 210 studiepunten verstrekt door de verwijzende instelling en 30 studiepunten verstrekt door de instelling die co-diplomeert.

§ 4. Bij de ontwikkeling van rechtstreekse opleidingsprogramma's die leiden naar de masterdiploma in onderwijsafdelingen 1, 2 en 3, zijn 30 studiepunten van de eerste opleidingscyclus gemeenschappelijk voor studenten van de drie afdelingen. In het kader van de leerresultaten waarnaar wordt verwezen in artikel 17, worden binnen deze 30 studiepunten leerresultaten opgenomen die bijdragen tot de ontwikkeling van een gemeenschappelijke professionele identiteit voor toekomstige leerkrachten in de drie afdelingen.

De in artikel 1 bedoelde instellingen treffen de nodige regelingen in het kader van het co-diploma om ervoor te zorgen dat studenten geen grote mobiliteitsproblemen ondervinden tussen de twee partnerinstellingen. De co-werkgelegenheidsovereenkomsten houden expliciet rekening met de maatregelen die zijn getroffen om mobiliteitsproblemen te voorkomen.

Art. 24. § 1. Voor afdeling 4 bepaald in artikel 9, wordt elk van de twee cycli van de initiële rechtstreekse opleiding die leidt tot de mastergraad Onderwijs georganiseerd als onderdeel van het co-diploma. De co-cumulatie brengt ten minste twee soorten opleidingsoperatoren samen:

- 1° een universiteit of een hogere kunstschool die de referentie-instelling is in de zin van artikel 82, § 2, tweede lid, van het Landschapsdecreet;
- 2° en een hogeschool.

§ 2. De opleiding die leidt tot de graad van master onderwijs, afdeling 4, omvat 240 studiepunten verstrekt door een universiteit of een hogere kunstschool en 60 studiepunten verstrekt door een hogeschool of universiteit wanneer de referentie-instelling een hogere kunstschool is.

De 240 studiepunten waarnaar in het vorige lid wordt verwezen, zijn verdeeld in 150 studiepunten die zijn verworven tijdens de eerste cyclus van opleiding en 90 studiepunten tijdens de tweede cyclus.

§ 3. De in artikel 1 bedoelde instellingen treffen de nodige maatregelen, in het kader van het co-diploma, om ervoor te zorgen dat studenten geen grote mobiliteitsproblemen ondervinden tussen de twee partnerinstellingen. De co-kwalificatieovereenkomsten beschrijven expliciet de maatregelen die zijn ingevoerd om mobiliteitsproblemen te voorkomen.

Art. 25. § 1. Op voorwaarde dat ze voldoen aan de bepalingen van dit decreet, kunnen de instellingen voor hoger onderwijs die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet:

- a) een machtiging genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor voorschools onderwijs, worden geacht het recht te hebben een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 1;
- b) een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor lager onderwijs worden geacht het recht te hebben een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 2;
- c) een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs, oriëntatie beeldende kunst, worden geacht het recht te hebben om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master in het onderwijs afdeling 3 artistieke opleiding; beeldende kunsten;
- d) een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs, oriëntatie lichamelijke opvoeding, worden geacht het recht te hebben om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 3 lichamelijke en gezondheidsopvoeding;
- e) een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs, oriëntatie Frans en FLE, worden geacht het recht te hebben om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 3 Frans en oude talen;
- f) een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs, oriëntatie Frans en inleiding in de filosofie en burgerschap, worden geacht het recht te hebben om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 3 Frans en inleiding in de filosofie en burgerschap;
- g) een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs, oriëntatie Frans en zedenleer, worden geacht het recht te hebben om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 3 Frans en zedenleer;
- h) een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs, oriëntatie Frans en godsdienst, worden geacht het recht te hebben om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 3 Frans en godsdienst;

i) een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs, oriëntatie beeldende kunsten en een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs, oriëntatie Frans en FLE of oriëntatie Frans en zedenleer of oriëntatie Frans en godsdienst of oriëntatie Frans en inleiding in de filosofie en burgerschap, worden geacht het recht te hebben om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 3 Frans en cultuur- en kunstopleiding;

j) een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs, oriëntatie Germaanse talen, worden geacht het recht te hebben om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 3 Germaanse talen;

k) een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs, oriëntatie wiskunde, worden geacht het recht te hebben om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 3 Wiskunde en technologieën;

l) een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs, oriëntatie wetenschappen: biologie, scheikunde, natuurkunde, worden geacht het recht te hebben om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 3 Wetenschappen en technologieën;

m) een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs, oriëntatie menswetenschappen: geografie, geschiedenis, sociale wetenschappen, worden geacht het recht te hebben om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 3 Menswetenschappen en Opvoeding tot filosofie en burgerschap;

n) een toelating genieten om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs, inzake muziek of bachelor muziek: muziekopleiding, worden geacht het recht te hebben om een opleiding te organiseren die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 3 Kunstopleiding: muziek.

§ 2. Voor zover zij aan de bepalingen van dit decreet voldoen, worden instellingen voor hoger onderwijs die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet

a) een toelating om een academische graad uit te reiken om cursussen te verstrekken met betrekking tot de disciplinaire component van de specificiteit van het ambt waartoe de opleiding voorbereidt, genieten, ertoe gemachtigd geacht om:

1° een opleiding die leidt tot de academische graad van master onderwijs Afdeling 4 voor de disciplines die overeenkomen met de disciplinaire component waarvoor zij een toelating hadden op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, te organiseren;

2° een opleiding die leidt tot de academische graad van master onderwijs afdeling 4 voor de disciplines die overeenkomen met de disciplinaire component waarvoor zij op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een toelating hadden, te organiseren;

3° een opleiding die leidt tot de academische graad van masterspecialisatie in onderwijs met een disciplinaire focus in de afdelingen 2 en 3 voor de disciplines die overeenkomen met de disciplinaire component waarvoor zij een toelating hadden op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, te organiseren;

(b) een toelating voor het uitreiken van een academische graad om cursussen te geven met betrekking tot de disciplinaire component van de specificiteit "Moderne talen" om:

1° een opleiding die leidt tot de academische graad van masterspecialisatie onderwijs voornamelijk taalkundig afdeling 3 te organiseren;

2° een opleiding die leidt tot de academische graad van masterspecialisatie in taalkundige opvoeding afdelingen 1 en 2 te organiseren;

c) een toelating voor het uitreiken van een academische graad van master opvoedingswetenschappen om:

1° een opleiding die leidt tot de academische graad van masterspecialisatie in onderwijs dat voornamelijk pedagogisch gericht is, afdelingen 1, 2 en 3 te organiseren;

2° een opleiding die leidt tot de academische graad van masterspecialisatie in de leerkrachtenopleiding te organiseren.

Art. 26. Onder de in artikel 25, paragraaf 2, bedoelde instellingen mag enkel co-diplomering worden gebruikt

1° in de afdelingen 1 en 2, door instellingen die gemachtigd zijn om een master in opvoedingswetenschappen te organiseren;

2° in afdeling 3, instellingen die een toelating hebben om een master in opvoedingswetenschappen te organiseren of die minstens één masteropleiding in onderwijsafdeling 4 organiseren die overeenkomt met een van de componenten van de groepen van disciplines bedoeld in § 1 van artikel 25.

HOOFDSTUK V. — *Diagnostische test op de beheersing van de Franse taal*

Art. 27. § 1. Onverminderd de andere toegangsvoorwaarden worden studenten toegelaten tot de studies van de eerste cyclus van de rechtstreekse opleiding tot leraar om de rang te verkrijgen die ze bekrachtigt voor zover ze een attest van effectieve deelname genieten van deelneming aan een diagnostische test op de beheersing van de Franse taal.

Onverminderd de andere toegangsvoorwaarden worden studenten die vallen onder de bepaling van artikel 16, § 2, toegelaten tot de studies van de tweede cyclus in het onderwijs, op voorwaarde dat zij een certificaat van effectieve deelname aan de diagnostische test via een attest rechtvaardigen bepaald in lid 1.

Onverminderd de overige toegangsvoorwaarden worden de in artikel 35 bedoelde studenten toegelaten tot studies die leiden tot de academische graad van master geaggregeerde van het onderwijs afdeling 4, mits zij attest leveren van deelname aan de diagnostische test bedoeld in lid 1.

Deze test beoordeelt de vereiste vaardigheden voor het volgen van een grondige beheersing van de Franse taal in een professionele context. Hij richt zich op de beheersing van deze taal als zender en ontvanger.

De test richt zich op de volgende vaardigheden:

1° analyseren en synthetiseren van een geschreven tekst van informatietype of argumentatietype op het niveau van expliciete en impliciete inhoud;

2° een geschreven tekst produceren van het type dat geargumenteed wordt door het correct implementeren van een schrijfproces, inclusief syntactische en spellingsregels.

De test wordt twee keer per academiejaar georganiseerd als een schriftelijke test. Hij is eenmaal georganiseerd vóór 15 september en een tweede keer tijdens de maand januari. Onder effectieve deelname aan deze test is bedoeld om het hele evenement te hebben voorgelegd. Het attest van deelname aan de test is geldig in alle hogeronderwijsinstellingen in de Franse Gemeenschap.

Deze test, die identiek en gelijktijdig is in alle instellingen die gemachtigd zijn om de leerkrachtenopleiding te organiseren, wordt elk jaar georganiseerd door de bovengenoemde instellingen in overeenstemming met de opdrachten uiteengezet in artikel 21, 5° van het Landschapsdecreet; deze instellingen zijn verplicht om deel te nemen aan de organisatie en verbetering van de test, onder de voorwaarden gesteld door de Regering op advies van de ARES.

De overheid bepaalt:

- 1° de datums waarop de test is georganiseerd;
- 2° het gedetailleerde programma van de test;
- 3° de procedures voor het evalueren van de test;
- 4° het verdelen van de verantwoordelijkheden tussen de ARES, de instellingen voor hoger onderwijs en de examencommissies als onderdeel van de organisatie van de test;
- 5° de wijze van benoeming van de examencommissie die toezicht houdt op de test;
- 6° de geldigheidsperiode van het attest van deelname aan de test;
- 7° de drempel voor het slagen voor de test.

Deze test is toegankelijk voor elke kandidaat die in staat is om vóór het begin van het academisch jaar volledig te kunnen voldoen aan de algemene voorwaarden bedoeld in artikel 107 van het Landschapsdecreet. Het inschrijvingsgeld voor de test is vastgesteld op 30,00 euro. Bij elke registratie wordt het inschrijvingsgeld aan de instelling betaald en wordt het door de instelling aan de aanvrager terugbetaald na een effectieve deelname aan de test.

Elke deelnemer ontvangt persoonlijk de details van de resultaten van zijn test. De resultaten van de test kunnen in geen geval het voorwerp uitmaken van een verspreiding of een openbare mededeling die het mogelijk maakt om de identiteit of de kwaliteit van de kandidaten af te leiden.

§ 2. In overeenstemming met artikel 150, § 1, vierde lid, van het Landschapsdecreet, studenten die de slaagdrempel van de test bedoeld in § 1 niet hebben bereikt bij de zittijd aan het einde van het eerste quadrimester van het 1ste blok zijn vereist om hun programma van activiteiten van het tweede quadrimester lichter te maken. Dit programma is aangepast om 5 extra studiepunten te bevatten om de beheersing van de Franse taal te versterken.

§ 3. Het doel van de aanvullende studiepunten bedoeld in § 2 is om studenten in staat te stellen de Franse taalvaardigheid te verwerven die vereist is om de betrokken studies te vervolgen.

HOOFDSTUK VI. — *Specialisatiemaster in lesgeven*

Art. 28. § 1. Specialisatiemasters, zoals bepaald in artikel 15, § 1, 47°, van het Landschapsdecreet, in onderwijs zijn georganiseerd met betrekking tot de afdelingen 1, 2 of 3 zoals bepaald in artikel 9.

De opleiding die in deze context wordt gegeven, bedraagt in totaal 60 studiepunten. Ze maakt het mogelijk om de ontwikkeling van de competenties bepaald in artikel 7 voort te zetten en te verdiepen die gestart werd tijdens de cursus die leidt naar de master onderwijs afdelingen 1, 2 en 3.

In dat perspectief beoogt deze opleiding:

- 1° studenten naar een meer assertieve beheersing van disciplinaire inhoud te brengen en dit inzonderheid op epistemisch niveau;
- 2° de kennis en vaardigheden met betrekking tot onderzoek op het gebied van onderwijs en didactiek te versterken, met name om studenten in staat te stellen postuniversitaire studies te starten zoals bepaald in artikel 115, § 1, van het Landschapsdecreet;
- 3° stelt leraren in staat om de continuïteit van het leren beter te waarborgen, in het bijzonder door hun systemische visie op deze leerresultaten te versterken en door ze voor te bereiden om les te geven in andere jaren van studie. De continuïteit van het aldus gerichte onderwijs betreft zowel de jaren van studie waarvoor de leraar was voorbereid tijdens de initiële cursus van 240 studiepunten als de extra jaren van studie waarin deze opleiding hem voorbereid om les te geven;
- 4° bereidt docenten voor op de ontwikkeling van pedagogische praktijken gebaseerd op differentiatie en remediëring, inclusief de ontwikkeling en implementatie van hulpmiddelen die de leermoeilijkheden van leerlingen en studenten identificeren, analyseren en aangepast verhelpen om falen te voorkomen;
- 5° versterkt de specifieke vaardigheden van leerkrachten in het techno-pedagogische veld voor de integratie van nieuwe technologieën in dienst van het onderwijs op basis van de implementatie, het ontwerpen, de regulering en evaluatie van pedagogische apparaten waarin digitale hulpmiddelen zijn geïntegreerd;
- 6° heeft tot doel de kennis van leerstoornissen en kennis met betrekking tot handicapsituaties te verdiepen. Het bereidt leerkrachten voor om op basis van specifieke behoeften, redelijke regelingen en aanpassingen te ontwerpen, te implementeren en te evalueren;
- 7° leidt docenten op in de verschillende onderwijstechnieken van de Franse taal, in zijn communicatieve en culturele aspecten, tot niet-Franstalige lerende;
- 8° geeft leraren vaardigheden bij de opvang en scholarisatie van anderstalige leerlingen.

§ 2. Het doel van de masterspecialisatie in onderwijs afdeling 1, 2 of 3 met pedagogische inhoud is met name de inhoud bedoeld in artikel 17, 3°, 5°, 6°, 7° en 9° te versterken.

De masterspecialisatie in onderwijs afdeling 2 of 3 met een disciplinaire focus is inzonderheid gericht op het versterken van de competenties waarnaar wordt verwezen in artikel 17, 4°, 5° en 8°.

In afdeling 2 bereidt ze docenten voor om de leiding te nemen in het eerste en tweede jaar van het secundair onderwijs, van een van de volgende vakken: Frans, Wiskunde, Wetenschappen, Menswetenschappen, Culturele en Artistieke Opleiding, Opvoeding tot Filosofie en Burgerschap, godsdienst, zedenleer.

In afdeling 3 bereidt ze docenten voor om, in het vierde jaar van het secundair onderwijs, de leiding te nemen over een van de disciplines behorend tot de groep van disciplines zoals bepaald in artikel 11, inzonderheid:

- a) voor groepen van disciplines 1°, 2°, 3°, 4° en 5°: Frans of onderwijs in filosofie en burgerschap of godsdienst of zedenleer of culturele en artistieke opleiding;
- b) voor de groep van disciplines 6°: Engels of Duits of Nederlands;
- c) voor de groep van disciplines 7°: Wiskunde;
- d) voor de groep van disciplines 8°: Natuurkunde of Scheikunde of Biologie;
- e) voor de groep van disciplines 9°: Lichamelijke opvoeding;
- f) voor de groep van disciplines 10°: Geschiedenis of Aardrijkskunde of Economische en Sociale wetenschappen of Opleiding tot filosofie en burgerschap of Godsdienst of Zedenleer.

In afwijking van de bepalingen waarnaar in § 1 wordt verwezen, bereidt de specialisatiemaster onderwijs afdeling 1, 2 of 3 met een taalfocus leerkrachten voor op het voldoen aan de voorwaarden om les te geven in het kader van taalbadonderwijs.

De student maakt zijn keuzes uit de afdelingen en disciplinaire groepen georganiseerd door de instelling voor hoger onderwijs waarin hij zich inschrijft.

§ 3. De academische graden die aan het einde van deze opleiding worden toegekend, zijn:

- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 1 met pedagogische focus van techno-pedagogische oriëntatie;
- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 1 met pedagogische focus van orthopedagogische oriëntatie;
- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 1 met pedagogische focus van "Differentiatie" oriëntatie;
- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 1 met taalkundige focus aangevuld met de taal waarin de opleiding heeft voorbereid om les te geven;
- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 2 met pedagogische focus van techno-pedagogische oriëntatie;
- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 2 met pedagogische focus van orthopedagogische oriëntatie;
- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 2 met pedagogische focus van "Differentiatie" oriëntatie;
- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 2 met taalkundige focus aangevuld met de taal waarin de opleiding heeft voorbereid om les te geven;
- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 2 met disciplinaire focus aangevuld met de discipline waarover de opleiding heeft voorbereid om les te geven;
- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 3 met pedagogische focus van techno-pedagogische oriëntatie;
- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 3 met pedagogische focus van orthopedagogische oriëntatie;
- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 3 met pedagogische focus van "Differentiatie" oriëntatie;
- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 3 met taalkundige focus aangevuld met de taal waarin de opleiding heeft voorbereid om les te geven;
- de titel van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 3 met disciplinaire focus aangevuld met de discipline waartoe de opleiding heeft voorbereid om les te geven;

§ 4. De opleiding die wordt aangeboden in het kader van deze specialisatiemasters omvat:

a) voor de specialisatiemaster met disciplinaire focus: 30 studiepunten voor vakopleiding, 10 studiepunten bestemd voor opleiding tot en door praktijk, 10 studiepunten gewijd aan didactische en pedagogische opleiding en 10 studiepunten gewijd aan opleiding tot en door onderzoek inzake onderwijs en didactiek;

b) wat betreft de specialisatiemaster met pedagogische focus: 20 studiepunten bestemd voor opleiding tot en door praktijk, 30 studiepunten gewijd aan didactische en pedagogische vorming volgens drie mogelijke oriëntaties: de techno-pedagogische oriëntatie, de "differentiatie" oriëntatie en 10 studiepunten gewijd aan opleiding tot en door onderzoek inzake onderwijs en didactiek;

c) wat betreft de specialisatiemaster met taalkundige focus: 30 studiepunten voor vakopleiding, 20 studiepunten voor opleiding tot en door praktijk en 10 studiepunten voor opleiding tot en door onderzoek inzake onderwijs en didactiek.

Art. 29. § 1. De specialisatiemaster onderwijs is georganiseerd als onderdeel van het co-diploma in overeenstemming met de voorwaarden die zijn vastgelegd in artikel 82 van het Landschapsdecreet. De co-certificering brengt ten minste twee operatoren van verschillende types samen:

1° een universiteit of een hogere kunstschool die de referentie-instelling is in de zin van artikel 82, § 2, tweede lid, van het Landschapsdecreet;

2° en een hogeschool of een hogere kunstschool als de referentie-instelling een universiteit is.

De co-certificeringovereenkomst wordt gesloten tussen de instellingen in overeenstemming met de bepalingen die zijn vastgelegd in de artikelen 23, 24, 25 en 26 van dit decreet.

§ 2. Elke masteropleiding in specialisatie in onderwijs omvat 30 studiepunten verstrekt door een universiteit of hogeschool voor de kunsten en 30 andere studiepunten verstrekt door een hogeschool of een hogere kunstschool.

Art. 30. Instellingen voor hoger onderwijs organiseren een deel van de activiteiten die leiden tot het verkrijgen van de specialisatiemaster onderwijs met aangepaste uurregelingen.

Art. 31. De enige toegang tot de masteropleiding in specialisatie in onderwijs is voor houders van een masterdiploma in onderwijsafdeling 1, 2 of 3 zoals bepaald in artikel 5, § 1, en, indien van toepassing, voor de overeenkomstige afdeling of disciplines.

Voor de toelating tot de proeven van de specialisatiemaster in onderwijs met disciplinaire focus, is het slagen voor de disciplinaire versterkingsoptie zoals bepaald in artikel 17, § 2, 1° vereist. Deze optie moet betrekking hebben op dezelfde discipline of dezelfde groep van disciplines als de specialisatiemaster.

Voor de toelating tot de proeven van de specialisatiemaster in onderwijs met taalkundige focus, is het slagen voor de optie van taalkundige versterking zoals bepaald in artikel 17, § 2, 6° vereist. Deze optie moet betrekking hebben op dezelfde discipline of dezelfde groep van disciplines als de specialisatiemaster.

Voor de toelating tot de proeven van de specialisatiemaster in pedagogisch onderwijs, is het slagen voor de optie van pedagogische versterking als bepaald in artikel 17, § 2, 2° of 3° of 4° vereist. Deze optie moet betrekking hebben op dezelfde oriëntatie als de specialisatiemaster.

Studies die leiden tot een specialisatiemasterdiploma in het onderwijs kunnen worden gestart aan het einde van de masteropleiding in het onderwijs of later tijdens de professionele loopbaan.

TITEL III. — *Uitgestelde Opleiding tot het Onderwijs*

HOOFDSTUK I. — *Doelstellingen en voorwaarden voor de toegang tot de uitgestelde opleiding tot het lesgeven*

Art. 32. In het kader van dit decreet streeft de uitgestelde opleiding tot het lesgeven ernaar om de competenties met betrekking tot de pedagogische component te verwerven voor toekomstige leraren die de competenties hebben verworven die behoren tot de disciplinaire component van hun vorming, waarbij deze disciplinecomponent bekrachtigd werd met een mastergraad.

In het kader van het nastreven van de doelstellingen bepaald in artikel 3 van het Landschapsdecreet beoogt de uitgestelde opleiding tot het lesgeven toekomstige leerkrachten de volgende vaardigheden te bieden:

1° grondige kennis van de geschreven en mondelinge Franse taal in een professionele context; deze controle omvat ten minste het doel waarnaar wordt verwezen in de diagnostische test als bepaald in artikel 27;

2° het vermogen om op te treden als een pedagogische, sociale, culturele actor binnen de school en de maatschappij, inclusief in hun transformatie, om diversiteit te integreren en om burgerpraktijken te ontwikkelen voor meer sociale cohesie;

3° de bereidheid om zich tegenover ethische kwesties te positioneren en de ethische en regelgevende kaders van het beroep te respecteren vanuit een democratisch en verantwoordingsperspectief;

4° het vermogen om te investeren in het samenwerkingswerk van een educatief team, om zijn professionaliteit en expertise te vergroten door het mobiliseren van collectieve intelligentie, in het bijzonder tijdens overlegessies;

5° het vermogen om de organisatorische en institutionele omgeving van het onderwijssysteem te analyseren en ernaar te handelen, in het bijzonder door interactie met collega's, ouders en andere belanghebbenden om:

a. deel uit te maken van de kwaliteitsbenadering van de instelling en deelnemen aan de verbetering van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

b. van klas en school een plaats maken waar studenten leren, groeien en trainen in een positief klimaat, niet een plaats van selectie;

6° het vermogen om te vertrouwen op verschillende disciplines van de menswetenschappen om te analyseren en te handelen in een professionele situatie;

7° spreekvaardigheid in de Franse taal om optimaal te onderwijzen en communiceren in de instructietaal in de verschillende contexten en disciplines die verband houden met het beroep;

8° het vermogen om kritisch de resultaten van wetenschappelijk onderzoek inzake onderwijs en didactiek te lezen en inspiratie op te doen voor de onderwijsactiviteiten;

9° het vermogen om op te treden als pedagoog in de klas en, in een collectief perspectief, binnen de school, waaronder:

a) door het ontwerpen en implementeren van een onderwijsaanpak, met gevarieerde en gedifferentieerde werkwijzen, inclusief digitaal, en het zorgen voor de motivatie en bevordering van het zelfvertrouwen, de creativiteit en de creativiteit van studenten; geest van initiatief en samenwerking in het belang van het algemeen belang;

b) door het ontwerpen, selecteren en gebruiken van leermiddelen, hulpmiddelen en handleidingen in de context van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor leerplichtonderwijs;

c) door de constructie en het gebruik van specifiek diagnostische en vormende observatie- en beoordelingssteun die het empowerment en de deelname van de student aan zijn leren bevorderen;

10° het vermogen om individueel en met leeftijdsgenoten een observatie en een kritische en rigoureuze analyse van hun eigen praktijken en hun impact op studenten uit te voeren om hun onderwijs te reguleren en de strategieën en voorwaarden voor de uitvoering ervan te wijzigen in een perspectief van efficiëntie en rechtvaardigheid. Deze analyse integreert de genderdimensie;

11° capaciteitsontwikkeling

a) interpersoonlijke relaties met studenten, met inbegrip van hun groep en vrienden, en collega's;

b) groepsbeheer in educatieve en pedagogische situaties;

12° het vermogen om individuele opleidingsbehoeften te identificeren en om deel te nemen aan de identificatie van de opleidingsbehoeften van het onderwijsteam;

13° het vermogen om persoonlijke vaardigheden te ontwikkelen die verband houden met de vereisten van het beroep, inclusief de vereisten met betrekking tot het management van de klasgroep;

14° het vermogen om zich te integreren in het onderwijssysteem door de codes en het functioneren, inclusief hiërarchisch, te respecteren;

15° de beheersing van zijn administratieve situatie en de opvolging van zijn persoonlijk administratief dossier.

Art. 33. De ontwikkeling van de vaardigheden als bedoeld in artikel 32 gaat door gedurende de gehele loopbaan van leerkrachten en op een sterker manier het toetreden tot het beroep.

Aan het einde van hun opleiding hebben de leerkrachten de beheersing van de concepten en de disciplinaire, didactische en pedagogische vaardigheden verworven die hen in staat stellen hun toekomstige studenten naar de master te brengen, elk voor het niveau van het onderwijs en de disciplines waar hij zich op voorbereidt, de referentiesystemen van toepassing in de relevante onderwijsniveaus.

Ze zijn ook bereid zich aan te passen aan de evolutie van de verschillende teksten die in de vorige paragraaf van dit artikel zijn genoemd.

Art. 34. De uitgestelde leerkrachtenopleiding bereidt voor op het lesgeven van het vierde tot het zesde jaar van het secundair onderwijs. Dit niveau van onderwijs wordt aangepast in overeenstemming met de bepaling bedoeld in artikel 9, derde lid, wat betreft het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan.

Art. 35. Onverminderd andere toegangsvoorwaarden, bezitten de studenten die toegang hebben tot studies voor de graad van geaggregeerde van het onderwijs afdeling 4, cumulatief:

1° een masterdiploma dat overeenkomt met de disciplinaire component van ten minste één specificiteit van het ambt van leraar op het hogere niveau van het secundair onderwijs of die overeenkomt met een bekwaamheidsbewijs om les te geven in het secundair kunstsonderwijs met beperkt leerplan zoals vermeld in het decreet van 2 juni 1998 voor het organiseren van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° een getuigschrift van daadwerkelijke deelname aan de diagnostische test bepaald in artikel 27.

Academische overheden kunnen aanvullende voorwaarden stellen voor de toegang tot studies die leiden tot de academische graad van geaggregeerde voor het onderwijs afdeling 4. Gezien de competenties die verband houden met de disciplinaire component verworven door de kandidaat, zijn deze aanvullende voorwaarden bedoeld om ervoor te zorgen dat de student de vereiste voorkennis en vaardigheden voor het aanvangen van de bedoelde studies heeft verworven. Wanneer deze aanvullende toegangsvoorwaarden bestaan uit een of meer aanvullende cursussen, kunnen deze voor de student niet meer dan 30 extra studiepunten vertegenwoordigen, rekening houdend met alle studiepunten die hij ook daarbij kan laten gelden bij het registreren.

HOOFDSTUK II. — *De inhoud en de assen van de uitgestelde opleiding tot het lesgeven*

Art. 36. In afwijking van artikel 70, § 3, van het Landschapsdecreet wordt de uitgestelde opleiding tot het lesgeven verstrekt in een tweedecyclus-cursus van ten minste 60 studiepunten, overeenkomend met niveau 7 van het Franstalige kwalificatiekader.

De academische graad die aan het einde van deze uitgestelde opleiding wordt toegekend, is die van de geaggregeerde master van het onderwijs afdeling 4.

Art. 37. De onderwijseenheden die nodig zijn om de in artikel 32 bepaalde doelstellingen te bereiken, zijn geformuleerd rond de volgende opleidingsgebieden:

1° opleiding tot en door praktijk;

2° didactische en pedagogische opleiding, met inbegrip van specifieke aspecten van de discipline of de didactiek toegepast op de discipline;

3° opleiding in de menswetenschappen en sociale wetenschappen;

4° opleiding tot en door onderzoek inzake onderwijs en didactiek.

Deze opleidingsassen worden onderling gearticuleerd.

Art. 38. De 60 studiepunten bedoeld bij artikel 36, worden verdeeld als volgt: 20 studiepunten voor de opleiding tot en door de praktijk, 20 studiepunten voor de didactische en pedagogische opleiding, 10 studiepunten voor de opleiding in de mens- en sociale wetenschappen, 10 studiepunten voor de realisatie van geïntegreerd werk. Onder geïntegreerd werk wordt verstaan een werk dat is globaal en dat als doel heeft na te gaan of de student, in beknopte vorm, de capaciteit die onder de verschillende opleidingsassen ressorteren beheerst.

Art. 39. In opleidingsprofielen als bedoeld in artikel 15, § 1, 57°, van het Landschapsdecreet en de opleidingen die leiden tot de academische graad van geaggregeerde van het onderwijs afdeling 4, zijn inzonderheid in aanmerking genomen de volgende inhoud:

1° de theoretische en praktische bewustwording voor de specifieke kenmerken van het Frans als taal van het onderwijs, evenals van het lesgeven aan anderstaligen;

2° de pedagogische en didactische vakkennis en vaardigheden, met inbegrip van de relatie tot de kennis, onderwijsmethodologieën en leerprocessen, het beheer van de groepen lerenden, de beoefening van de denkpraktijk en de burgerpraktijken, het samenwerkingswerk;

3° de evaluatie, de functies en vormen die zij kan nemen, de regulering van het leren, de uitvoering van de verschillende en gedifferentieerde pedagogische methoden, waaronder het gebruik van verschillende leerbemiddelingsmogelijkheden, de herkenning en opsporing van de leerproblemen van de studenten, de activering van verschillende vormen van leerondersteuning en de implementatie van processen van rechtstreekse remediëring;

4. de ontwikkeling van digitale geletterdheid en inleiding tot computerwetenschappen vanuit een perspectief van gebruik om educatieve, pedagogische en didactische doeleinden;

5° psychologie:

a) van het leren, aangepast aan het schoolpubliek, inclusief de cognitieve, affectieve en conatieve factoren die invloed uitoefenen op de relatie tot kennis, leren en verwante stoornissen;

b) van de ontwikkeling, met inbegrip van neurowetenschappen, ontwikkelingsstoornissen, keuzegedrag, inclusief de educatieve benadering van begeleiding, de specifieke behoeften van kinderen en adolescenten met een handicap, de inclusie van een inclusief perspectief leer- en/of ontwikkelingsmoeilijkheden en stoornissen, redelijke pedagogische aanpassingen en het bewustmaken voor redelijke relatie- en communicatieaanpassingen gebaseerd op specifieke behoeften in het gewone en gespecialiseerde onderwijs;

c) van het sociaal management van menselijke relaties met betrekking tot leerlingen, studenten en hun gezinsomgeving en -groepen, waaronder de preventie van mishandeling als bedoeld in het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen, ongelijkheid als gevolg van maatschappelijke genderrelaties die in scholen, en meer algemeen van kracht tussen de meerderheid en sociaal geminoriseerde groepen;

6° de sociologie van het onderwijs, waaronder:

- a) culturele diversiteit en ongelijkheden met betrekking tot de verschillende criteria voor discriminatie zoals bedoeld bij het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie;
- b) ongelijkheden tussen mannen en vrouwen;
- c) sociaaleconomische ongelijkheden en inzonderheid de verschijnselen van armoede;
- d) de vormen die bepaalde radicalisering kunnen aannemen door analyse van hun ideologieën, hun processen, hun mogelijke buitensporige manifestaties en de middelen om ze te voorkomen;
- e) gendergerelateerd geweld tegen vrouwen en op basis van geslacht en rekening houdend met deze realiteit in een inclusief perspectief dat de relatie tussen gezinnen en de school, alsook tussen de afdelingen, dat wil zeggen, met betrekking tot het in rekening nemen van meervoudige discriminaties en hun articulatie;

7° de genderdimensie geïntegreerd in de pedagogie van de leerkracht om te zorgen voor onderwijs zonder ongelijkheden en genderstereotypen;

8° de sociale, politieke en economische benaderingen van schoolsystemen, beleid en onderwijsorganisaties, de analyse van ons schoolstelsel en de evolutie daarvan, inzonderheid op wetgevend gebied, en de vergelijkende analyse van onderwijssystemen;

9° filosofie van het onderwijs, waaronder sociale filosofie-elementen, economische en politieke ontwikkelingen en opvattingen van het leren, van de rechten van het kind, alsmede concepten van opvoedbaarheid en gelijkheid in het onderwijs;

10° ethische, deontologische en regelgevende kaders in de schoolcontext en werken aan professionele identiteit, opleiding tot neutraliteit;

11° opleiding tot en door onderzoek, inclusief het kritisch lezen van onderzoek, geïntegreerd in verschillende opleidingsgebieden; opleiding tot methodologie en hulpmiddelen voor onderzoek inzake onderwijs en didactiek;

12° voor de relevante afdelingen, de overgang tussen het einde van het secundair onderwijs en het hoger onderwijs of de toegang tot de beroepswereld.

Art. 40. § 1. De articulatie tussen de verschillende assen bepaald in artikel 37 en de competenties, namelijk discipline gebonden, is voornamelijk gebaseerd op de opleiding tot en door praktijk door de implementatie van professionele situaties zoals bepaald in artikel 2, 17°. De leerresultaten gerelateerd aan de inhoud bepaald in artikel 39 worden geleidelijk opgebouwd door een integratieve wisselwerking. Onder integratieve wisselwerking wordt verstaan de banden gelegd tussen de theoretische opleidingsituaties met betrekking tot alle assen bepaald in artikel 37 en de beroepsopleidingsituaties.

Deze professionele situaties worden uitgewerkt in het kader van workshops voor beroepsopleiding of seminaries voor analyse van de praktijken met betrekking tot de verschillende assen en praktische stages in reële situaties zoals bepaald in artikel 15, § 1, 63°, van het Landschapsdecreet.

§ 2. De professionele situaties maken het mogelijk om de volgende doelstellingen te ontwikkelen:

- 1° het testen van het professionele project;
- 2° geleidelijke ontwikkeling van professionele identiteit;
- 3° de constructie van een reflexieve houding van een beoefenaar;
- 4° disciplinaire verdieping, inclusief didactiek van de discipline, evenals diagnose en remediëring;
- 5° vergroting van de autonomie van de toekomstige leerkracht;
- 6° de ontwikkeling van vaardigheden gerelateerd aan de sociale rol van de leerkracht;
- 7° leren werken in een team.

Art. 41. Bij het organiseren van stages zorgen de instellingen voor hoger onderwijs ervoor dat elke student met een verscheidenheid aan situaties wordt geconfronteerd, inzonderheid door rekening te houden met:

- 1° het schoolpubliek: de sociaaleconomische herkomst van de leerlingen, het feit dat zij leerlingen zijn van het gewone of gespecialiseerde onderwijs, het doostromings- of kwalificatieonderwijs, het onderwijs met volledig leerplan, alternerend onderwijs of onderwijs voor sociale promotie of ESAHR;
- 2° de taken waarin hij participeert of aan hem worden toevertrouwd;
- 3° verschillende facetten van het beroep, inclusief relaties met verschillende partners;
- 4° de duur van de stage.

De voortgang van stages wordt gedacht in termen van doelstellingen en niveaus van op te bouwen bekwaamheden.

Hogeronderwijsinstellingen begeleiden studenten vóór, tijdens en na de stages, met name door stages te integreren in praktisch werk, praktijkanalyseseminaries of -workshops, en gebaseerd op een formatief evaluatiesysteem.

Art. 42. Samenwerkingsovereenkomsten worden gesloten tussen instellingen voor hoger onderwijs en inrichtingen voor kleuter-, lager, basis- of secundair onderwijs, gewoon of gespecialiseerd onderwijs, met volledig leerplan, voor sociale promotie of kunst met beperkt leerplan om stages te organiseren voor de studenten.

In het kader van deze samenwerkingsovereenkomsten bepalen de betrokken instellingen in het kader van de stage een experimenteertijd die de student ter beschikking staat om innovatieve werkwijzen te ontwikkelen.

De vorm van deze samenwerkingsovereenkomsten wordt bepaald door de regering. Deze overeenkomsten specificeren ten minste de duur van de samenwerking, de procedures van overleg tussen de verschillende partners en hun respectieve wijzen van interventie, de specifieke doelstellingen van de cursussen, de verzekering in burgerlijke aansprakelijkheid. Zij kunnen ook de verbintenissen voor gezamenlijke activiteiten hervatten, met name op het gebied van onderzoek en opleiding.

Samenwerkingsovereenkomsten worden beschikbaar gesteld aan commissarissen en regeringsafgevaardigden.

Art. 43. Aan het einde van hun studie leggen de ouders van een master van geaggregeerde van het onderwijs voor de afdeling 4 tijdens een ceremonie georganiseerd door instellingen voor hoger onderwijs, de eed van Socrates af aan het einde waarvan ze beloven om al hun kracht en al hun competentie ten dienste te stellen van de opleiding van elke leerling die aan hen is toevertrouwd.

De vermelding van deze verplichting is aangebracht op hun diploma.

HOOFDSTUK III. — *De organisatie van uitgestelde opleiding tot lesgeven*

Art. 44. § 1. De studies die leiden tot de academische graad van geaggregeerde van het onderwijs afdeling 4 worden georganiseerd als onderdeel van het co-diploma. De co-diplomering brengt ten minste twee soorten opleidingsoperators samen:

- 1° een universiteit of een hogere kunstschool die de referentie-instelling is in de zin van artikel 82, § 2, tweede lid, van het Landschapsdecreet;
- 2° en een hogeschool.

§ 2. De cursus die leidt tot de mastergraad van geaggregeerde afdeling 4 bestaat uit 10 studiepunten verstrekt door een hogeschool en 50 studiepunten verstrekt door een Universiteit of hogere kunstschool.

In afwijking van lid 1, voor de opleidingen op grond van artikel 11, 11° en 12° georganiseerd in het hoger kunstonderwijs, als onderdeel van een co-diplomering, omvat de opleiding die leidt tot de graad van geaggregeerde van het onderwijs afdeling 4 een minimum van 10 studiepunten verstrekt door een hogeschool en 50 studiepunten door de hogere kunstschool.

§ 3. In afwijking van § 1, kunnen de hogescholen, die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, toestemming hadden gekregen om de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs te organiseren, de cursus organiseren die leidt tot de academische mastergraad van geaggregeerde van het onderwijs afdeling 4 mits inachtneming van de door dit decreet ingestelde doelstellingen en op voorwaarde dat ze deze organisatie inschrijven in het kader van de co-diplomering waarvoor ze als referentie- instellingen worden beschouwd.

Art. 45. Instellingen voor hoger onderwijs organiseren een deel van de activiteiten die leiden tot de academische mastergraad van geaggregeerde van het onderwijs afdeling 4 met aangepast leerplan.

TITEL IV. — *Begeleiding van leseenheden in de initiële leerkrachtenopleiding*

HOOFDSTUK I. — *Algemene principes*

Art. 46. De leiding van de onderwijsseenheden in de initiële leerkrachtenopleiding wordt verzorgd door personeelsleden van gevarieerde profielen waarvan de educatieve interventies gecoördineerd worden en onderling samenhangend georganiseerd.

Voor de toepassing van dit artikel verwijst de term "gevarieerde profielen" naar zowel de verscheidenheid aan bekwaamheidsbewijzen van personeelsleden als de verscheidenheid aan academische loopbanen of loopbanen die hebben geleid tot het worden van opleider in de context van de initiële leerkrachtenopleiding.

Art. 47. § 1. Personeelsleden, in een hogeschool of een instelling voor hoger onderwijs voor sociale promotie, belast met onderwijsseenheden die vallen onder de assen 3, 4 en 6 als omschreven in artikel 14, lid 1, en as 1 voor wat betreft de didactische aspecten en die betrekking hebben op onderwerpen die moeten worden onderwezen door de toekomstige leerkracht, moeten een specialisatiemaster, zoals bedoeld in artikel 15, § 1, 46°, van het Landschapsdecreet, in de leerkrachtenopleiding, bezitten.

De specialisatiemaster in de leerkrachtenopleiding moet binnen zes jaar na de datum van de eerste benoeming worden verkregen tot een ambt waarvoor het masterdiploma vereist is. Na deze periode kan het personeelslid niet langer worden aangewezen in hetzelfde ambt of in een ambt dat aan dezelfde vereisten is onderworpen.

In het geval van uitbreiding of verandering van toewijzing van een personeelslid, heeft de vereiste om de specialisatiemaster te behalen alleen betrekking op de toewijzingen beschreven in het eerste lid van deze paragraaf.

§ 2. De houders van de specialisatiemaster leerkrachtenopleiding worden geacht houder te zijn van het getuigschrift van geschikte pedagogische vaardigheden voor het hoger onderwijs in hogescholen en in het hoger onderwijs voor sociale promotie bepaald in het decreet van 17 juli 2002.

Art. 48. De houder van een doctoraat in de psychologische wetenschappen en van het onderwijs of een doctoraat in het gebied "Onderwijs" of doctoraat met didactische focus in een ander vakgebied wordt vrijgesteld van de specialisatiemaster inzake leerkrachtenopleiding en wordt geacht het getuigschrift van pedagogische vaardigheden te bezitten dat toegang verleent tot het onderwijs voor sociale promotie bepaald bij het decreet van 17 juli 2002. De Regering bepaalt de procedures waarmee de effectiviteit van de didactische focus van een doctoraat in een ander studiegebied dan de psychologische wetenschappen en onderwijs of het onderwijs wordt erkend.

Art. 49. Binnen elke hogeschool, met een pedagogische categorie, wordt een Dienst onderzoek en ontwikkeling inzake onderwijs opgericht, die gecoördineerd wordt door een personeelslid belast met kwesties met betrekking tot de didactiek van de discipline of de opleiding tot en door praktijk, met een graad van doctor in de psychologische wetenschappen en van het onderwijs of doctor in het gebied "Opvoedings- en onderwijswetenschappen" of doctor met didactische focus in een ander studiegebied.

Bij wijze van overgangsmaatregel tot september 2025, kan dat ambt worden vervuld door een personeelslid dat door de inrichtende macht is erkend vanwege zijn wetenschappelijke bekendheid.

Deze dienst heeft inzonderheid als opdracht om te werken met de instelling(en) voor co-diplomering van het hoger onderwijs in het bijzonder met betrekking tot de ontwikkeling van onderzoek in de psychologische wetenschappen en van het onderwijs en didactiek.

HOOFDSTUK II. — *Doelstellingen, organisatie en toegang tot de specialisatiemaster in de leerkrachtenopleiding*

Art. 50. § 1. Een specialisatiemaster in de leerkrachtenopleiding, zoals bepaald in artikel 15, § 1, 46°, van het Landschapsdecreet, wordt opgericht, met 60 studiepunten.

§ 2. Onverminderd de algemene doelstellingen omschreven in artikel 3 van het Landschapsdecreet, de specialisatiemaster in de leerkrachtenopleiding heeft als specifieke doelstellingen het verwerven van de volgende vaardigheden:

- 1° beheersing van de didactiek van de betreffende discipline (s) of didactiek toegepast op deze disciplines;
- 2° de kennis en het begrip van de plaatsen van opleiding waarin men zal moeten oefenen en die waarin zijn toekomstige studenten zullen oefenen;
- 3° het vermogen om mensen te ondersteunen in beroepsopleidingssituaties;
- 4° beheersing van de specifieke kenmerken van pedagogie voor volwassenen en meer bepaald jonge volwassenen;

5° het vermogen om deel te nemen aan het ontwerpen van opleidingssystemen voor leerkrachten en om deze stelsels te implementeren;

6° het vermogen om, individueel of met zijn gelijken, elementen van onderwijzende beroepspraktijk te observeren, analyseren en evalueren om te adviseren en deze praktijken te helpen bijstellen inzonderheid op basis van wetenschappelijk onderzoek inzake onderwijs didactiek inzake disciplinaire inhoud, in de psychologie, sociologie van de opvoeding en genderstudies, met name in relatie tot culturele diversiteit, sociaaleconomische ongelijkheden, de genderdimensie;

7° het vermogen, om individueel en met collega's, een kritische en grondige analyse te leiden van de eigen praktijken en hun impact op studenten en het slagen van deze, en met inbegrip van de bijdrage van verschillende menswetenschappelijke disciplines zijn onderwijs in een perspectief van doeltreffendheid en gelijkheid te regelen. Al deze doelstellingen maken deel uit van een epistemologische afstandsbenadering en een systemische visie.

Art. 51. De enige studenten die tot de specialisatiemaster in de leerkrachtenopleiding toegang hebben, moeten houder zijn van:

1° ofwel een master in de opvoedingswetenschappen;

2° ofwel een masterdiploma in het onderwijs als bedoeld in de artikelen 28 en volgende, of een masteropleiding in het onderwijs afdeling 4 zoals bepaald in dit besluit;

3° ofwel een specialisatiemasterdiploma onderwijs, dat overeenkomt met een van de bekwaamheidsbewijzen die overeenstemmen met een verplicht toe te kennen cursus zoals bepaald in bijlage 2 van het besluit van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, waarbij deze cursus deel uitmaakt van het programma van de initiële opleiding, hetzij direct hetzij uitgesteld, zoals bepaald in dit decreet. Deze master wordt aangevuld door de academische graad van geaggregeerde master van onderwijsafdeling 4 zoals bepaald in de artikelen 30 en volgende;

4° ofwel, voor de personeelsleden die van plan zijn, in de hogere kunstscholen, het onderwijzen van de didactiek van één of meer kunstcursussen over te nemen, een erkenning van nuttige ervaring en bekendheid volgens de nadere regels omschreven in artikel 82, § 2, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten).

Art. 52. § 1. De specialisatiemaster in de leerkrachtenopleiding is georganiseerd als onderdeel van het co-diploma zoals bepaald in de artikelen 23, 24, 25 en 26 van dit decreet. De co-diplomerings brengt samen:

1° een hogeschool of een hogere kunstschool;

2° en een universiteit die de referentie-instelling is in de zin van artikel 82, § 2, tweede lid, van het Landschapsdecreet.

§ 2. De cursus die leidt tot de specialisatiemaster in de leerkrachtenopleiding omvat 10 studiepunten verstrekt door een hogeschool of een hogere kunstschool en 50 studiepunten verstrekt door een Universiteit.

§ 3. Een onafhankelijke adviescommissie wordt opgericht genaamd "Sturingscommissie voor de opleiding van lerarenopleiders". Ze is samengesteld uit één vertegenwoordiger per instelling die de leerkrachtenopleiding organiseert.

Het wordt gezamenlijk voorgezeten door een vertegenwoordiger van een universiteit of een hogere kunstschool en een vertegenwoordiger van een hogeschool.

Deze commissie dient bij de Regering, op haar verzoek of op initiatief, of ten minste om de drie jaar, een advies in over de uitvoering van de opleiding van lerarenopleiders.

Art. 53. Instellingen voor hoger onderwijs organiseren een deel van de activiteiten die leiden tot het verkrijgen van de specialisatiemeester in de leerkrachtenopleiding met aangepast leerplan.

HOOFDSTUK III. — *Specifieke begeleiding van professionele opleidingssituaties*

Art. 54. § 1. In de hogescholen wordt voor de workshops voor beroepsopleiding bedoeld in artikel 18, § 1, gezorgd:

a) voor de derde van de tijd, door personeelsleden die toezicht houden op de theoretische opleidingssituaties die overeenkomen met de as bepaald in artikel 14, § 1, 1°;

b) voor de derde van de tijd, door personeelsleden die toezicht houden op de theoretische opleidingssituaties die overeenkomen met de as bepaald in artikel 14, § 1, 4°;

c) voor de derde van de tijd, door leerkrachten die beoefenaars zijn.

De verschillende deelnemers aan het toezicht op deze workshops zorgen voor de coördinatie van hun acties en grijpen alleen in of in teams van twee of drie.

§ 2. In de universiteiten en in het hoger kunstonderwijs worden leerkrachten van het secundair onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie, naast personeelsleden die toezicht houden op de theoretische opleidings-situaties betrokken bij de begeleiding van seminaries voor de analyse van de praktijken bedoeld in de artikelen 18, lid 1, en 40, lid 1, in het kader van de samenwerkingsovereenkomsten bedoeld in de artikelen 20 en 42.

§ 3. De praktijkstages in reële situaties worden begeleid door personeel dat verantwoordelijk is voor de theoretische opleidings-situaties die overeenkomen met de in artikel 14, § 1, 1 en 4, bepaalde assen, door van leraren die beoefenaars zijn voor de instellingen waarin dat ambt werd bepaald en door de stagemeester, waarbij deze laatste echter geen deel uitmaakt van de examencommissie zoals bepaald in de artikelen 131 en volgende van het Landschapsdecreet.

Art. 55. Beoefenaars leraren bedoeld in artikel 54, § 1, oefenen op zijn minst een vijfde van hun tijd in het leerplichtonderwijs of het onderwijs voor sociale promotie of kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan betrokken bij de formatie waaraan ze bijdragen.

Art. 56. Stagemeesters worden bij voorkeur aangewezen in het kader van de samenwerkingsovereenkomsten bedoeld in de artikelen 20 en 42.

De voorbereidende opleiding tot stagemeester wordt georganiseerd in het kader van de bepaling bedoeld in artikel 74 van het Landschapsdecreet door instellingen voor hoger onderwijs. Ze bereidt toekomstige satgemeesters voor op interactie met een student en op het observeren, analyseren en evalueren van elementen van professionele onderwijspraktijk met het oog op het adviseren en helpen bij het bijstellen van deze praktijken.

De opleiding waaraan in de vorige paragraaf wordt verwezen, wordt verstrekt in een curriculum van 10 studiepunten die in aanmerking kunnen worden genomen voor de specialisatiemeester in de leerkrachtenopleiding. Ze wordt bekrachtigd door een certificaat in stagetoezicht voor leraren in opleiding.

Deze opleiding is toegankelijk voor:

- houders van een academisch diploma uitgereikt krachtens dit besluit;
- houders van een bachelorsdiploma voorschools onderwijzer, bachelorsopleiding onderwijzer lager onderwijs en bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs uitgereikt in overeenstemming met het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten en houders van een gelijkwaardig bekwaamheidsbewijs uitgereikt overeenkomstig de vorige wetgeving;
- houders van een diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs dat is uitgereikt overeenkomstig het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van leerlingen in het hoger secundair onderwijs en houders van een gelijkwaardig bekwaamheidsbewijs dat is uitgereikt in overeenstemming met de vorige wetgeving.

De instellingen voor hoger onderwijs en de partnerinrichtingen voor leerplchtonderwijs, elk voor zich, wijzen bij voorkeur als stagemeester leraren met een specialisatiemeester in het onderwijs aan of die een ervaring genieten van ten minste 6 jaar op het bedoelde niveau, a minima, houders van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is voor het ambt dat zij bekleden en houders van het getuigschrift in het kader van stages voor toekomstige leerkrachten.

Bezoldiging wordt toegekend aan de stagemeesters voor hun deelname aan de initiële opleiding van leerkrachten. De bedragen en voorwaarden van de bezoldiging worden vastgesteld door de Regering. De Regering kan een hogere bezoldiging toe kennen aan de stagemeesters die houder zijn van het getuigschrift inzake stagebegeleiding voor leerkrachten in opleiding en die een overleg aanvaarden bepaald in de samenwerkingsovereenkomst in de zin van artikel 20, met instellingen voor hoger onderwijs die de initiële opleiding organiseren.

TITEL V. — Begrotingsbepalingen

HOOFDSTUK I. — Overgangssubsidie voor de implementatie van de initiële leerkrachtenopleiding

Art. 57. Voor de begrotingsjaren 2020-2022, wordt jaarlijks een allocatie toegekend aan universiteiten die de co-diplomeringsorganisatie in de eerste cyclus van de afdelingen 1 tot 3 van de initiële leerkrachtenopleiding, zoals omschreven in artikel 9 van dit decreet.

Het bedrag van deze allocatie wordt berekend volgens elke hogeschool of referentie-ESA en wordt betaald aan de partneruniversiteit van de co-diplomeringsovereenkomst. Als verschillende universiteiten zijn geassocieerd met eenzelfde hogeschool of referentie-ESA, bepalen de co-diplomeringsovereenkomsten de nadere regels voor de verdeling van de toewijzing over de universiteiten.

De jaarlijkse bedragen van hogeschool of referentie-ESA, toegekend van 2020 tot 2022, worden als volgt berekend: ongewogen financiering van een student in een hogeschool voor het beschouwde begrotingsjaar $\times 1,65 \times$ het aantal inschrijvingen in deze opleiding op 1 december van het in de betrokken hogeschool of ESA overwogen begrotingsjaar $\times 17 \%$.

De bedragen die in de begrotingen van de betreffende jaren worden ingevoerd, worden geregulariseerd wanneer de definitieve gegevens waarop de berekening is gebaseerd beschikbaar zijn.

Vanaf het begrotingsjaar 2023 wordt het totale bedrag berekend voor het jaar 2022 op grond van het derde lid na indexering toegevoegd aan het variabele deel van de financiering van de universiteiten bedoeld in artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en controle van universiteiten, zoals bepaald in artikel 68 van dit decreet.

Art. 58. Voor de begrotingsjaren 2020 tot 2022 wordt jaarlijks een allocatie toegekend aan de universiteiten en de hogescholen, die de co-diplomeringsorganisatie van specialisatiemeester in leerkrachtenopleiding organiseren.

Het bedrag van deze allocatie wordt op basis van elke referentie-universiteit berekend en wordt betaald aan de partnerinstellingen van de co-diplomeringsovereenkomst ten belope van 17 % voor de hogeschool en 83 % voor de universiteit.

De bedragen per referentie-universiteit, toegekend van 2020 tot 2022, worden als volgt berekend: ongewogen financiering van een universiteitsstudent voor het beschouwde begrotingsjaar $\times 1,45 \times$ aantal studenten dat deelnam aan deze opleiding op 1 december van het overwogen begrotingsjaar in de betrokken universiteit.

Vanaf het begrotingsjaar 2023 is het totale bedrag van de in 2022 toegekende allocaties geïntegreerd, na indexering, ten belope van 17 % in de financieringsenveloppe van de hogescholen, bedoeld in artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en ten belope van 83 % in het variabele gedeelte van de financiering van de universiteiten, bedoeld in artikel 29 van de voornoemde wet van 27 juli 1971.

De in het derde lid bedoelde bedragen worden geregulariseerd wanneer de definitieve gegevens beschikbaar zijn waarop de berekening is gebaseerd.

Art. 59. Voor de begrotingsjaren 2023 tot 2025 wordt jaarlijks een allocatie toegekend aan de universiteiten en de hogescholen die de tweede cyclus van de afdelingen 1 tot en met 3 van de initiële leerkrachtenopleiding in co-diplomeringsorganisatie organiseren.

Het bedrag van deze allocatie wordt berekend volgens elke referentie-hogeschool en wordt half betaald aan de hogeschool en de andere helft aan de partneruniversiteit van de co-diplomeringsovereenkomst. Als verschillende universiteiten zijn geassocieerd met eenzelfde hogeschool, zorgen de co-diplomeringsovereenkomsten voor de verdeling van de allocatie over universiteiten.

Bedragen per hogeschool, toegekend van 2023 tot 2025, worden als volgt berekend: ongewogen financiering van een student in de hogeschool voor het beschouwde begrotingsjaar $\times 1,65 \times$ aantal studenten dat deelnam aan deze opleiding op 1 december van het begrotingsjaar dat wordt overwogen in de bedoelde universiteit.

Als er een co-diplomeringsovereenkomst wordt gesloten tussen een referentie-ESA en een universiteit, wordt de financiering voor deze universiteit berekend op basis van de principes die in de voorgaande paragrafen zijn bepaald, maar rekening houdend met het aantal inschrijvingen in de referentie-ESA. Als deze overeenkomst wordt gesloten met een niet-referentie-ESA, ontvangt de partner van de overeenkomst de helft van de financiering berekend op basis van de in de voorgaande paragrafen bepaalde beginselen.

Vanaf begrotingsjaar 2026 wordt het totale bedrag van de in het derde lid bedoelde allocatie voor het begrotingsjaar 2025, na indexering, voor de helft geïntegreerd in de enveloppe voor de hogescholen, bedoeld in artikel 10 van het decreet van 9 september 1996, en voor de helft in de financieringsenveloppe van de universiteiten, bedoeld in artikel 29 van de voornoemde wet van 27 juli 1971.

De in het derde lid bedoelde bedragen worden geregulariseerd wanneer de definitieve gegevens beschikbaar zijn waarop de berekening is gebaseerd.

Art. 60. Voor de begrotingsjaren 2024 tot 2026 wordt jaarlijks een allocatie toegekend aan de universiteiten en de hogescholen die de specialisatiemaster in de in de onderwijsafdelingen 1 tot en met 3 als co-diplomeringsorganisatie organiseren.

Het bedrag van deze allocatie wordt berekend volgens elke referentie-universiteit en wordt half betaald aan de universiteit en de andere helft aan de partnerhogeschool van de co-diplomeringsovereenkomst. Als verschillende hogescholen zijn geassocieerd met eenzelfde universiteit, zorgen de co-diplomeringsovereenkomsten voor de verdeling van de allocatie over de hogescholen.

Bedragen per referentie-universiteit, toegekend van 2024 tot 2026, worden als volgt berekend: niet-gewogen financiering van een universitaire student voor het bedoelde begrotingsjaar $\times 1,45 \times$ aantal studenten in de loop van 1 december overwogen begrotingsjaar in de betrokken universiteit.

Als een co-diplomeringsovereenkomst tussen een referentie-ESA en een hogeschool wordt gesloten, wordt de financiering van deze hogeschool berekend op basis van de in de voorgaande leden bepaalde beginselen, maar rekening houdend met het aantal inschrijvingen in de referentie-ESA. Als deze overeenkomst wordt gesloten met een niet-referentie-ESA, ontvangt de partner van de overeenkomst de helft van de financiering berekend op basis van de in de voorgaande leden bepaalde beginselen.

Vanaf begrotingsjaar 2027 wordt het totale bedrag van de in het derde lid bedoelde allocatie voor het begrotingsjaar 2026, na indexering, voor de helft geïntegreerd in de enveloppe voor de hogescholen, bedoeld in artikel 10 van het decreet van 9 september 1996, en voor de helft in de financieringsenveloppe van de universiteiten, bedoeld in artikel 29 van de voornoemde wet van 27 juli 1971.

De in het derde lid bedoelde bedragen worden geregulariseerd wanneer de definitieve gegevens beschikbaar zijn waarop de berekening is gebaseerd.

Art. 61. Voor de begrotingsjaren 2023 tot 2025 wordt jaarlijks een allocatie toegekend aan de universiteiten en de hogescholen die de opleiding leidend tot de mastergraad van geaggregeerde van het onderwijs van de afdeling 4 in co-diplomeringsorganisatie organiseren.

Het bedrag van deze allocatie wordt berekend volgens elke referentie-instelling en wordt gestort aan de partnerinstellingen van de co-diplomeringsovereenkomst ten belope van hun aandeel in de verdeling van de studiepunten van het curriculum.

Bedragen per referentie-instelling, toegekend van 2023 tot 2025, worden als volgt berekend: ongewogen financiering van een universitaire student in de hogeschool voor het beschouwde begrotingsjaar $\times 1,65 \times$ aantal studenten op 1 december van het begrotingsjaar dat wordt overwogen voor het betrokken curriculum.

Vanaf begrotingsjaar 2026 wordt het totale bedrag van de allocaties aan de hogescholen toegekend krachtens de vorige leden, voor het begrotingsjaar 2025, na indexering, geïntegreerd in de enveloppe voor de financiering van de hogescholen, bedoeld in artikel 10 van het voornoemde decreet van 9 september 1996. Het totale bedrag van de allocaties aan de universiteiten toegekend krachtens de vorige leden, voor het begrotingsjaar 2025, wordt, na indexering, geïntegreerd in de enveloppe voor de financiering van de universiteiten, bedoeld in artikel 29 van de voornoemde wet van 27 juli 1971.

De in het derde lid bedoelde bedragen worden geregulariseerd wanneer de definitieve gegevens beschikbaar zijn waarop de berekening is gebaseerd.

Art. 62. De niet-gewogen financiering per student op de hogeschool of universitaire student, bedoeld in de artikelen 57-61, wordt berekend door het bedrag van het variabele deel van de financiering van de hogescholen of universiteiten, respectievelijk door het totale aantal eenheden onderwijslasten of het gewogen aantal subsidiestudenten voor het bedoelde begrotingsjaar, te delen.

Art. 63. De partners in een co-diplomeringsovereenkomst kunnen in onderling overleg besluiten om financiële overdrachten tussen hen in te voeren om de financiering die krachtens dit decreet wordt toegekend aan te passen aan de werkelijke kosten in verband met de organisatie van de verschillende curricula van het gebied 10bis voor de verschillende partners. Instellingen streven naar een juiste balans tussen faculteiten, rekening houdend met de werkelijke kosten van de verstrekte opleiding.

Deze mogelijke bepalingen zijn vastgelegd in de co-diplomeringsovereenkomsten.

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen

Art. 64. Artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, wordt als volgt aangevuld: "Vanaf begrotingsjaar 2023 wordt een bedrag vastgesteld met toepassing van artikel 58, vierde lid, van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten toegevoegd aan het bedrag bepaald krachtens de voorgaande leden.

Vanaf het begrotingsjaar 2026 wordt een bedrag vastgesteld met toepassing van het vijfde lid van artikel 59 en het vierde lid van artikel 61 van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, toegevoegd aan het bedrag bepaald krachtens de voorgaande leden.

Vanaf het begrotingsjaar 2027 wordt een bedrag vastgesteld met toepassing van artikel 60, vijfde lid, van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, toegevoegd aan het bedrag bepaald krachtens de voorgaande leden.

Art. 65. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid luidend als volgt: "Vanaf het academiejaar 2020-2021 zijn de opleidingen georganiseerd in gebied 10bis, bepaald in artikel 83 van het Landschapsdecreet, ingedeeld in groep G."

Art. 66. Artikel 17, lid 2, van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld: "In verband met het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, worden de volgende afwijkingen toegepast op de berekeningsmethoden bedoeld in de vorige leden:

1° voor de academiejaren 2020-2021 tot 2022-2023, voor de hogescholen, die in co-diploma de eerste cyclus van afdelingen 1 tot 3 van de initiële opleiding van leerkrachten organiseren, wordt het aantal studenten dat is ingeschreven in de eerste cyclus van afdelingen 1 tot 3 in gebied 10*bis* en in de cursus van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs of van onderwijzer lager of voorschoolsonderwijs in gebied 10 vervangen, voor elke betrokken hogeschool, door het gemiddelde aantal studenten dat ingeschreven is voor de bachelor van geaggregeerde lager secundair onderwijs of van onderwijzer lager of voorschoolsonderwijs in gebied 10 tijdens de academiejaren 2017-2018 tot 2019-2020. De studenten van de eerste cyclus in de afdelingen 1 tot en met 3 van gebied 10*bis* worden dus alleen in aanmerking genomen vanaf inschrijvingen tijdens het academiejaar 2023-2024, die voor het eerst deelnemen aan de berekening van de eenheden van onderwijsopdrachten van de begroting 2025;

2° het aantal masterstudenten gespecialiseerd in de leerkrachtenopleiding georganiseerd in co-diplomerings, wordt slechts in aanmerking genomen vanaf het academiejaar 2021-2022, die voor het eerst deelnemen aan de berekening van de eenheden van onderwijsopdrachten van de begroting 2023;

3° het aantal studenten in de tweede cyclus van afdelingen 1 tot 3 wordt alleen in aanmerking genomen vanaf de inschrijvingen voor het academiejaar 2024-2025;

4° het aantal studenten dat is ingeschreven voor de opleiding die leidt tot de academische graad master geaggregeerde van het onderwijs afdeling 4 wordt pas in aanmerking genomen vanaf het academiejaar 2024-2025;

5° het aantal masterstudenten dat is gespecialiseerd in het onderwijs van de afdelingen 1 tot en met 3 wordt alleen in aanmerking genomen vanaf de inschrijvingen van het academiejaar 2025-2026, die voor het eerst deelnemen aan de berekening van de eenheden van onderwijsopdrachten van de begroting 2027.

De berekening van de driejaarlijkse gemiddelden voor de studenten bedoeld in het vorige lid, 2° tot 5°, omvat, voor de twee jaar voorafgaand aan het eerste jaar van hun opname in de berekening van de eenheden van onderwijsopdrachten, het aantal studenten ingeschreven voor het eerste jaar van de organisatie van de studiecycclus."

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering van en het toezicht op de universiteiten*

Art. 67. In artikel 28 van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en het toezicht op universiteitsinstellingen wordt lid 2 vervangen door: "Studies die leiden tot een academische graad in de gebieden bepaald in artikel 83 van het Landschapsdecreet, niet opgenomen in het eerste lid, alsmede de doctoraatsopleidingen, worden ingedeeld in groep B, met uitzondering van studies in domein 10*bis*. Vanaf het begrotingsjaar 2018 behoren de studies die leiden tot een academische graad van specialisatiemaster van domein 11°, georganiseerd met toepassing van artikel 73, lid 2, van het voornoemde decreet van 7 november 2013, tot groep C."

Art. 68. In artikel 29 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een paragraaf 3*quinquies* ingevoegd, die als volgt is geschreven:

"§ 3*quinquies*. Volgend op het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, worden de volgende bedragen toegevoegd aan het variabele deel bedoeld in § 2:

- vanaf begrotingsjaar 2023, een bedrag met toepassing van artikel 58 van het eerder genoemde decreet van 7 februari 2019;
- vanaf begrotingsjaar 2023, de bedragen met toepassing van het vijfde lid van artikel 57 en het vierde lid van artikel 58 van het bovengenoemde decreet van 7 februari 2019;
- vanaf begrotingsjaar 2026, een bedrag met toepassing van het vijfde alinea van artikel 59 en het vierde lid van artikel 61 van het bovengenoemde decreet van 7 februari 2019;
- vanaf begrotingsjaar 2027, een bedrag met toepassing van artikel 60, vijfde lid, van bovengenoemd decreet van 7 februari 2019."

2° in paragraaf 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt aangevuld met de volgende tekst: "In afwijking van het voorgaande worden studenten die zijn ingeschreven in de afdelingen 1 tot en met 3 van gebied 10*bis* pas in het begrotingsjaar in aanmerking genomen:

- 2022 voor specialisatiemasterstudenten in de leerkrachtenopleiding;
- 2023 voor de studenten van de eerste cyclus van de afdelingen 1 tot en met 3 van de initiële leerkrachtenopleiding en specialisatiemasterstudenten in de leerkrachtenopleiding;
- 2026 voor de studenten van de tweede cyclus van de afdelingen 1 tot en met 3 van de initiële leerkrachtenopleiding en voor studenten in een opleiding die leidt tot een academische graad van geaggregeerde master van het onderwijs afdeling 4;
- 2027 voor specialisatiemasterstudenten in de leerkrachtenopleiding voor de afdelingen 1 tot en met 3;

b) lid 5 wordt als volgt aangevuld met een vierde lid:

"Voor de berekening van de in het derde lid bedoelde vierjaargemiddelden, worden de aantallen studenten in de afdelingen 1 tot en met 3 van gebied 10a die in aanmerking worden genomen voor de jaren voorafgaand aan het jaar van integratie in de berekening, zoals bepaald in afwijking van het eerste lid, vastgesteld op de aantallen studenten die zijn ingeschreven in het eerste jaar van de organisatie van de studiecycclus."

Art. 69. Artikel 29*bis* van dezelfde wet wordt aangevuld door een lid dat luidend als volgt: "Vanaf het academiejaar 2019-2020 wordt een wegingscoëfficiënt van 1,45 toegepast op de financieel in aanmerking komende studenten die zijn ingeschreven in gebied 10*bis*."

Art. 70. In artikel 30 van dezelfde wet wordt het tweede lid als volgt aangevuld: "en voor studenten die zijn ingeschreven in gebied 10*bis*."

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van studies*

Art. 71. Artikel 9 van het besluit tot aanpassing van de financiering van instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van studies, wordt als volgt aangevuld: "Voor de berekening van de financiering van de partnerinstellingen van een co-diplomeringsstudieprogramma, kan de inschrijving van een student in het gezamenlijke

studieprogramma worden verdeeld onder de partnerinstellingen in overeenstemming met de bepalingen en voorwaarden van de overeenkomst die het gezamenlijke programma organiseert.”

TITEL VI. — *Overgangs-, opheffings-, wijzigings- en slotbepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Overgangsbepalingen*

Art. 72. § 1. Studenten die vóór het academiejaar 2020-2021 ingeschreven staan in het curriculum van de bachelor voorschoolse onderwijzer, bachelor onderwijzer lager onderwijs, bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs of bacheloropleiding muziek, vervulden dit curriculum tijdens de academiejaren 2020 -2021 en 2021-2022.

§ 2. Indien op het einde van het academiejaar 2021-2022 de in § 1 bedoelde studenten niet de academische graad behaald hebben die overeenkomt met dit curriculum, beschikken zij over de academiejaren 2022-2023 en 2023-2024 om de ontbrekende onderwijsseenheden te verwerven.

Als ze op het einde van het academiejaar 2023-2024 niet de academische graad hebben behaald die overeenkomt met de gevolgde opleiding, zetten ze hun studies voort in het curriculum zoals bepaald in dit decreet. De overheden van de instelling definiëren de onderwijsseenheden die worden gewaardeerd als onderdeel van dit nieuwe curriculum.

Voor de succesvolle afronding van studies, zullen instellingen die ten minste één van de opleidingen organiseren waarnaar wordt verwezen in § 1 van dit artikel gedurende het academiejaar 2019-2020, de organisatie van elk van de georganiseerde opleidingen voortzetten tot het einde van het academiejaar 2023 -2024 op voorwaarde dat ten minste één student die vóór het academiejaar 2020-2021 in zijn instelling is ingeschreven, door deze organisatie wordt getroffen.

Art. 73. § 1. Studenten die vóór het academiejaar 2023-2024 ingeschreven zijn in het curriculum van geaggregeerde hoger secundair onderwijs georganiseerd volgens de voorwaarden bepaald door het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van geaggregeerden van het hoger secundair onderwijs of bij het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, voleindigen deze cursus tijdens het academiejaar 2023-2024.

§ 2. Indien aan het einde van het academiejaar 2023-2024 de studenten die betrokken zijn bij de bepaling bedoeld in § 1 van dit artikel niet de academische graad behaald hebben die overeenkomt met deze cursus, hebben zij het academiejaar 2024 -2025 om de ontbrekende opleidingseenheden te verwerven.

Als ze aan het einde van het academiejaar 2024-2025 niet de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs hebben behaald, zetten ze hun studies voort in het curriculum zoals bepaald door dit decreet. Academische overheden bepalen de onderwijsseenheden die worden gewaardeerd als onderdeel van dit nieuwe curriculum.

Voor de succesvolle voltooiing van studies, wordt in de instellingen die de opleiding organiseren waarnaar wordt verwezen in § 1 van dit artikel tijdens het academiejaar 2022-2023, de organisatie van deze opleiding voortgezet tot het einde van het academiejaar 2024-2025, op voorwaarde dat: minstens één student ingeschreven in hun instelling vóór het academiejaar 2023-2024 door deze organisatie getroffen is. ”.

Art. 74. § 1. Studenten die vóór het academiejaar 2023-2024 zijn ingeschreven in een cursus van de tweede cyclus met didactische focus, georganiseerd volgens de methoden bepaald in artikel 70, § 2, van het Landschapsdecreet, voltooien deze cursus tijdens de academiejaren 2023- 2024 en 2024-2025.

§ 2. Indien aan het einde van het academiejaar 2024-2025 de studenten die betrokken zijn bij de bepaling bedoeld in § 1 van dit artikel niet de academische graad behaald hebben die overeenkomt met deze cursus, hebben zij het academiejaar 2025 -2026 om de ontbrekende onderwijsseenheden te verwerven.

Als ze aan het einde van het academiejaar 2025-2026 de beoogde academische graad niet hebben behaald, zetten ze hun studie voort in het curriculum zoals bepaald voor de master in onderwijs afdeling 4 bij dit decreet. Academische overheden bepalen de onderwijsseenheden die worden gewaardeerd als onderdeel van dit nieuwe curriculum.

Voor de succesvolle voltooiing van de studies zetten de instellingen die de opleiding organiseren waarnaar wordt verwezen in § 1 van dit artikel gedurende het academiejaar 2022-2023 de organisatie van deze opleiding voort tot het einde van het academiejaar 2025-2026, op voorwaarde dat ten minste één student ingeschreven in hun instelling vóór het academiejaar 2023-2024 door deze organisatie getroffen is.

Art. 75. De houders van een bachelorsgraad voorschoolse onderwijzer, een bachelorsgraad lager onderwijs of een bachelorsgraad geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs verkregen binnen het kader bepaald door het decreet van 12 december 2000 of de gelijkwaardige rang verkregen krachtens een vorige wetgeving hebben toegang tot de tweede cyclus van de master in het onderwijs respectief in afdeling 1, 2 of 3 volgens de behaalde graad, zodra deze tweede cyclus is georganiseerd.

De Regering bepaald, op basis van het advies van de ARES, voor dit decreet, het volume en de nadere regels vast voor de waardering van de ervaring verkregen door de leraren waarnaar in dit artikel wordt verwezen, evenals hun mogelijke bekwaamheidsbewijzen en brevetten.

Art. 76. Houders van een masterdiploma als bepaald in artikel 51, 3°, hebben toegang tot de specialisatiemaster in de onderwijsopleiding als deze masteropleiding een didactische focus heeft of als deze wordt aangevuld met het bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs verkregen in het kader van het decreet van 8 februari 2001 tot bepaling van de initiële opleiding van geaggregeerde in het hoger secundair onderwijs of verkregen in het kader van eerdere wetgeving.

Art. 77. § 1. Personeelsleden van instellingen voor hoger onderwijs die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet hun ambt uitoefenen, worden niet getroffen door de bepalingen bedoeld in de artikelen 48 en 51. De benoemingen en toewijzingen die hen betreffen, worden genomen in overeenstemming met de geldende bepalingen. vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Onverminderd het bepaalde in het eerste lid, wordt, tot 2030-2031 de opdracht van leraar beoefenaar bij voorrang toegewezen aan de houders van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is om beoefende leraar te worden zoals bepaald in bijlage 2 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Houders van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid geschikt voor hoger onderwijs in de hogescholen en het hoger onderwijs voor sociale promotie bepaald door het decreet van 17 juli 2002 die dit certificaat hebben behaald of die zijn begonnen met de opleiding om dit getuigschrift te verkrijgen vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet worden niet getroffen door de wettelijke bepalingen bedoeld in de artikelen 48 en 51 van dit decreet. Aanwijzingen en toewijzingen betreffende hen zijn gemaakt in overeenstemming met de wettelijke teksten die vóór die datum van kracht waren.

§ 2. - De meesters in de praktische opleiding oefenen minstens een vijfde van hun tijd uit in het basisonderwijs, lager secundair of secundair onderwijs van sociale promotie op een niveau waarop de formatie van toepassing is waaraan zij bijdragen.

HOOFDSTUK II. — *Opheffings- of wijzigingsbepalingen*

Art. 78. Het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten wordt opgeheven zodra de nieuwe opleiding is ingesteld. Het blijft echter van toepassing tot het einde van het academiejaar 2023-2024 voor studenten die vóór het academiejaar 2020-2021 zijn begonnen met studeren, en dit volgens de nadere regels in artikel 72.

Art. 79. Het decreet van 8 februari 2001 tot bepaling van de initiële opleiding van geaggregeerde in het hoger secundair onderwijs wordt opgeheven zodra de nieuwe opleiding is ingesteld. Het blijft echter van toepassing tot het einde van het academiejaar 2025-2026 voor studenten die zijn begonnen vóór het academiejaar 2023-2024, en dit volgens de in de artikelen 73 en 74 bepaalde nadere regels.

Art. 80. In artikel 6 van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs, wordt paragraaf 1 vervangen door:

“§ 1. Neutraliteitsopleiding wordt gedurende 20 uur georganiseerd door:

1° instellingen voor hoger onderwijs als onderdeel van de initiële leerkrachtenopleiding zoals bepaald door het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten;

2° de instellingen voor hoger onderwijs van sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap als onderdeel van de studies die leiden tot het certificaat van bekwaamheid voor het onderwijs en tot de academische graad van bachelor in het gespecialiseerd onderwijs in psycho-educatieve begeleiding.”.

Art. 81. In bijlage 2 bij het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden, in de Franse tekst, de volgende wijzigingen aangebracht:

1° na de regel

Droit	a. le diplôme de Master en droit, ou b. le diplôme de Master en criminologie, ou c. le diplôme de Master en administration publique, ou d. le diplôme de Master en gestion publique, ou e. le diplôme de Master en sciences administratives
-------	---

wordt de regel ingevoegd :

Didactique d'une discipline	a. le diplôme de master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 selon le niveau d'enseignement concerné ou b. le diplôme de master en enseignement section 4 ou c. un diplôme de master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis dans la présente annexe, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée des enseignants tel que définie dans le décret du 7 février 2019. Ce master étant complété par le grade académique de master agrégé de l'enseignement Filière 4 définie aux articles 24 et suivants du même décret, le Certificat d'Aptitude Pédagogique ou le Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur. Le titre repris en a, b ou c est complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 42 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire est constitutive du titre requis.
-----------------------------	---

2° na de regel

Education physique	Le diplôme de Master en sciences de la motricité
--------------------	--

wordt de regel ingevoegd :

Enseignant praticien	Selon le niveau d'enseignement et les disciplines concernés, le diplôme de master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 42 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire à un niveau correspondant à celui auquel se préparent les futurs enseignants qu'ils encadrent est constitutive du titre requis.
----------------------	---

Art. 82. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2003 organiseren de aggregatie van het hoger secundair onderwijs in Hogescholen voor Kunsten, door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd, wordt opgeheven. Het blijft van kracht tot het einde van het 2025-2026 academiejaar voor studenten die hun studies begonnen voor het studiejaar 2022-2023, en dit op de wijze bepaald in de artikelen 73 en 74.

Art. 83. In artikel 7 van het decreet van 17 december 2003 tot organisatie van de neutraliteit inherente is aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende verschillende maatregelen inzake onderwijs, wordt paragraaf 1 door de volgende bepaling vervangen:

“§ 1. Opleidingen die voldoen aan de vereisten van de artikelen 2 tot en met 6 worden naar rata van 20 uur georganiseerd door:

1° instellingen voor hoger onderwijs als onderdeel van de initiële leerkrachtenopleiding zoals bepaald door het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële leerkrachtenopleiding;

2° instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap in het kader van de studies die tot het getuigschrift van pedagogische bekwaamheden en de academische graad van bachelor gespecialiseerd in psycho-educatieve begeleiding. ”

Art. 84. In het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, worden de artikelen 11, 14, § 5, 19, § 5, en 23 opgeheven. Deze bepalingen blijven echter van kracht tot het einde van het 2021-2022 academiejaar voor studenten die hun studies begonnen voor het academiejaar 2020-2021, en dit op de wijze omschreven in artikel 74 van dit besluit.

Art. 85. Artikel 15, § 1, 5°, van het Landschapsdecreet wordt opgeheven.

Art. 86. Artikel 37, 2°, van het Landschapsdecreet aangevuld met de woorden “van de organisatie van de specialisatiemasters inzake onderwijs”.

Art. 87. In artikel 66, § 1, lid 3, van het Landschapsdecreet, wordt de zin “Meer specifiek, de studies die tot de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs (GHSO) leiden zijn toegankelijk voor de houders van een academische graad van master en worden in aanmerking genomen als 30 studiepunten van niveau 7” wordt opgeheven.

Art. 88. In artikel 70, § 2, van het Landschapsdecreet, wordt punt 1° opgeheven bij de inwerkingtreding van dit decreet. Deze bepaling blijft echter geldig voor studenten die hun studie begonnen voor het studiejaar 2023-2024, en dit op de wijze omschreven in artikel 74.

Art. 89. In artikel 73 van het Landschapsdecreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) een tweede lid wordt ingevoegd luidend als volgt:

“§ 2. Echter, na een initiële opleiding bekrachtigd met een academische graad van master Onderwijs afdeling 1, 2 of 3, kunnen specialisatiestudies van de tweede cyclus leiden tot de academische graad van specialisatiemaster in onderwijs afdeling 1, 2 of 3 zoals bepaald in de artikelen 28 en volgende van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten. ”;

b) een lid 3 wordt ingevoegd luidend als volgt:

“§ 3. Echter, na een initiële opleiding bekrachtigd met een academische graad van specialisatiemaster Onderwijs afdeling 1, 2 of 3, kunnen specialisatiestudies van de tweede cyclus leiden tot de academische graad van specialisatiemaster in leerkrachtenopleiding zoals bepaald in de artikelen 28 en volgende van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten. ”.

Art. 90. In artikel 83 van het Landschapsdecreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(a) in § 1, 10°, worden de woorden “en onderwijs” opgeheven;

(b) een punt10°bis wordt als volgt ingevoegd: “10°bis Opvoedings- en Onderwijswetenschappen.”;

(c) in § 2, 1°, wordt punt “10°” vervangen door “10°bis”.

Art. 91. Artikel 113 van het Landschapsdecreet wordt opgeheven.

Art. 92. Artikel 115, § 1, eerste lid, van het Landschapsdecreet, wordt aangevuld met een punt 4° luidend als volgt: “4° een academische graad van in specialisatiemaster onderwijs afdeling 1, 2 of 3 zoals bepaald in artikelen 28 en volgende van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van leerkrachten. ”.

Art. 93. In bijlage II van het Landschapsdecreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de volgende regels worden opgeheven:

10	HE	B							Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation arts plastiques
10	HE	B							Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation éducation physique
10	HE	B							Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et français langue étrangère
10	HE	B							Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et morale

10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et éducation à la philosophie et la citoyenneté
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation français et religion
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation langues germaniques
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation mathématique
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences : biologie, chimie, physique
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences économiques appliquées
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation bois - construction
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation économie familiale et sociale
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation électromécanique
10	HE	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, orientation habillement
10	HE	B								Bachelier : éducateur spécialisé en activités socio-sportives
10	HE	B								Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif
10	HE	B								Bachelier : instituteur préscolaire
10	HE	B								Bachelier : instituteur primaire Bachelier de spécialisation : accompagnateur en milieux scolaires
10	HE			BS						
10	HE			BS						Bachelier de spécialisation en intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement
10	HE			BS						Bachelier de spécialisation en orthopédagogie
10	HE			BS						Bachelier de spécialisation en psychomotricité
10	HE			BS						Bachelier de spécialisation en éducation et rééducation des déficients sensoriels

10	U						M			Master en sciences de l'éducation

10	U									MS	Master de spécialisation en pédagogie universitaire et de l'enseignement supérieur

b) na de regel :

10	U									MS	Master de spécialisation en théories psychanalytiques
----	---	--	--	--	--	--	--	--	--	----	---

worden de hierna volgende regels ingevoegd :

10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 1
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 2
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 3 : Français et Education à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 3 : Français et Morale
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 3 : Français et Religion
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 3 : Français et Formation culturelle et artistique
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 3 : Français et Langues anciennes
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 3 : Langues germaniques
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 3 : Mathématiques et Technologies
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 3 : Sciences et Technologies
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 3 : Education physique et Education à la santé
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 3 : Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 3 : Sciences humaines et Morale
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 3 : Sciences humaines et Religion
10bis	HE/U/ESA	B									Bachelier en enseignement section 3 : Formation artistique : Musique
10bis	HE/U/ESA	B									Bachelier en enseignement section 3 : Formation artistique : Arts plastiques
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 4 : Grec ancien et latin
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 4 : Grec ancien et latin
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 4 : Langues modernes
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 4 : Biologie
10bis	HE/U	B									Bachelier en enseignement section 4 : Chimie

10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Education physique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Français
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Géographie
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Histoire
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Mathématiques
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Physique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Sciences économiques
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Sciences sociales
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Arts plastiques, visuels et de l'espace
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Musique
10bis	HE/U	B								Bachelier en enseignement section 4 : Arts de la parole et du théâtre
10bis	HE	B								Bachelier : éducateur spécialisé en activités socio-sportives
10bis	HE	B								Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif
10bis	HE			BS						Bachelier de spécialisation: accompagnateur en milieux scolaires
10bis	HE			BS						Bachelier de spécialisation en intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement
10bis	HE			BS						Bachelier de spécialisation en orthopédagogie
10bis	HE			BS						Bachelier de spécialisation en psychomotricité
10bis	HE			BS						Bachelier de spécialisation en éducation et rééducation des déficients sensoriels
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 1
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 2
10bis	HE/U	B								Masters en enseignement section 3 : Français et Education à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Français et Cours philosophiques : Religion ou Morale
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Français et Formation culturelle et artistique
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Français et Langues anciennes
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Langues germaniques

10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Mathématiques et Technologies
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Sciences et Technologies
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Education physique et Education à la santé
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Sciences humaines et Morale
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 3 : Sciences humaines et Religion
10bis	HE/U/ ESA						M			Masters en enseignement section 3 : Formation artistique : Musique
10bis	HE/U/ ESA						M			Masters en enseignement section 3 : Formation artistique : Arts plastiques
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Grec ancien et latin
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Langues modernes
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Biologie
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Chimie
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Education physique
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Français
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Géographie
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Histoire
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Mathématiques
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Physique
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Sciences économiques
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Sciences sociales
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Arts plastiques, visuels et de l'espace
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Musique
10bis	HE/U						M			Masters en enseignement section 4 : Arts de la parole et du théâtre
10bis	HE/U						M			Masters agrégé de l'enseignement section 4
10bis	U						M			Masters en sciences de l'éducation

10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 1 pédagogique Orientation techno-pédagogique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 1 pédagogique Orientation orthopédagogique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 1 pédagogique Orientation « Différenciation »
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 1 linguistique en néerlandais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 1 linguistique en allemand
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 1 linguistique en anglais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 pédagogique Orientation techno-pédagogique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 pédagogique Orientation orthopédagogique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 pédagogique Orientation « Différenciation »
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 linguistique en néerlandais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 linguistique en allemand
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 linguistique en anglais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Français
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Mathématiques
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Sciences
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Sciences humaines
10bis	HE/U/ ESA								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Formation culturelle et artistique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Education à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Morale

10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 2 disciplinaire : Religion
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 pédagogique Orientation technopédagogique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 pédagogique Orientation orthopédagogique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 pédagogique Orientation « Différenciation »
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 linguistique en néerlandais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 linguistique en allemand
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 linguistique en anglais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Français
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Anglais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Allemand
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Néerlandais
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Mathématiques
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Physique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Chimie
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Chimie
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Chimie
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Biologie
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Education physique
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Histoire
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Géographie
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Sciences sociales
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Education à la philosophie et citoyenneté

10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Morale
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en enseignement section 3 disciplinaire : Religion
10bis	HE/U								MS	Masters de spécialisation en formation d'enseignants
10bis	U								MS	Masters de spécialisation en gestion d'établissement d'enseignement obligatoire
10bis	U								MS	Masters de spécialisation en pédagogie universitaire de l'enseignement supérieur

c) de regel

23	ESA	B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique
----	-----	---	--	--	--	--	--	--	--	--

wordt opgeheven.

Art. 94. In het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt in artikel 17, paragraaf 3 vervangen en aangevuld met een § 4 geschreven als volgt:

“§ 3. De houder van een masterdiploma of van een diploma van licentiaat dat toegang verleent tot een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde master van het onderwijs afdeling 4 kan, om te voldoen aan het bezit van de pedagogische component, zich inschrijven voor een afdeling van een onderwijsinstelling voor sociale promotie bekrachtigd door het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid als hij minstens de volgende voorwaarde respecteert: de bijlage bij het dossier van de student van een document dat de onmogelijkheid van een universiteit, een hogeschool of een hogere kunstschool van zijn keuze vertoont om hem in te schrijven voor een cursus die leidt tot de academische graad van master geaggregeerd onderwijs afdeling 4.

De Regering bepaalt het model van het document waaruit blijkt dat het onmogelijk is om zich in te schrijven voor een cursus die leidt tot de academische graad van de master geaggregeerde van het onderwijs afdeling 4 waarnaar wordt verwezen in lid 1.

§ 4. De houder van een masterdiploma of een diploma van licentiaat dat toegang verleent tot een opleiding die leidt tot de academische graad van geaggregeerde master van het onderwijs afdeling 4 kan, om te voldoen aan het bezit van de pedagogische component, zich inschrijven voor een afdeling van een onderwijsinstelling voor sociale promotie bekrachtigd door het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid en die eerder een samenwerkingsovereenkomst/co-organisatie heeft getekend met een hogeschool, een universiteit of een kunstacademie; als hij voldoet aan ten minste de volgende voorwaarde: de bijlage bij het dossier van de student van een document waaruit blijkt dat, om professionele, sociale of materiële redenen, de organisatie van de cursus die leidt tot de academische graad van de master geaggregeerde van het onderwijs afdeling 4 het manifest toegankelijker maakt.

De Regering stelt het model van het document vast dat de verhoogde toegankelijkheid van de opleiding bevestigt als deze georganiseerd wordt door een universiteit, een hogeschool of een hogere kunstschool in samenwerking met een instelling voor sociale promotie. ”.

Art. 95. In artikel 50, § 1, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord “twee” wordt vervangen door het woord “drie”;

b) er wordt een punt 1° ingevoegd, luidend als volgt:

“1° in afwijking van punt 2°, heeft een disciplinaire component verworven in het kader van een” Master in het onderwijs afdeling 1, 2 of 3 “uitgereikt in het kader van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van leerkrachten”. Hieruit volgt dat punt “1°” een punt “2°” wordt, en punt “2°” een punt “3°”.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 96. Vanaf het jaar 2024 produceert de Regering een jaarverslag om de ontwikkeling van de loonkosten van de leerkrachten te schatten als een percentage van de inkomsten van de Franse Gemeenschap. Deze jaarverslagen worden om advies voorgelegd aan het Rekenhof. In voorkomend geval neemt de Regering de nodige maatregelen om het evenwicht en de financiële houdbaarheid van de verschillende subsidiemechanismen van scholen te waarborgen.

Art. 97. Het eerste jaar van de eerste cyclus van de cursus die leidt tot de academische graad van master in het onderwijzen van de afdelingen 1, 2, 3 en 4 is georganiseerd volgens de nieuwe bepalingen vanaf het academiejaar 2020-2021. De voortzetting van het studieprogramma wordt georganiseerd vanaf het academiejaar 2021-2022.

De tweede cyclusstudies die leiden naar de academische graad van master in het onderwijzen van de afdelingen 1, 2, 3 worden georganiseerd vanaf het academiejaar 2021-2022.

De tweede cyclusstudies die leiden naar de academische graad van master in het onderwijzen van de afdeling 4 worden georganiseerd vanaf het academiejaar 2023-2024.

De tweede cyclusstudies die leiden naar de academische graad van master in het onderwijzen van de afdeling 4 worden georganiseerd vanaf het academiejaar 2023-2024.

De derde cyclusstudies in domein 10bis worden al in het academiejaar 2020-2021 georganiseerd.

Art. 98. De opleiding die leidt tot de specialisatiemaster onderwijs afdelingen 1, 2 en 3 wordt aan het begin van het academiejaar 2024-2025 opgezet op basis van een evaluatie van de implementatie van het kerncurriculum, met het oog op aanpassing van de doelstellingen en organisatie ervan als bedoeld in artikel 28.

Art. 99. De opleiding die leidt tot de specialisatiemasteropleiding van de leerkrachten wordt uiterlijk ingesteld op het begin van het academiejaar 2020-2021.

Art. 100. De referentiesystemen bedoeld in artikel 15, § 1, 60°, en 22, 16°, van het Landschapsdecreet, en de onderwijsprofielen en studieprogramma's bedoeld in artikel 121 van hetzelfde decreet, worden gedurende het academiejaar 2018-2019 opgesteld met betrekking tot de opleidingen bedoeld in dit decreet.

Art. 101. Dit decreet treedt in werking voor het academiejaar 2020-2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 februari 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 690-1. - Advies van de Raad van State, nr. 690-2. - Advies van de Raad van State, nr. 690-3. - Advies van de Raad van State, nr. 690-4. - Commissieamendementen, nr. 690-5.- Commissieverslag nr. 690-6. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 690-7. - Tekst aangenomen tijdens de vergadering, nr. 690-8. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 690-9.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 6 februari 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/40557]

5 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions restauratrices et éducatives

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 97, 101, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et § 3, 108, alinéa 2, 3^o, 116, 120, alinéa 1^{er}, 5^o et 6^o, 143 et 149;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions restauratrices et éducatives;

Vu le « test genre » du 14 mars 2018 établit en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n° 162-09 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné en juin 2018;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 10 juillet 2018 et le 26 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2018;

Vu l'avis n° 63.992/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du X relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;